

DU RÉGIME PROTECTEUR

EN

ÉCONOMIE POLITIQUE.

Imprimerie de F. Parent,
Montagne de Sion, 17.

DU RÉGIME PROTECTEUR
EN
ÉCONOMIE POLITIQUE,

DE SON APPLICATION

A LA BELGIQUE,

ET DES AVANTAGES QUE SON AGRICULTURE, SA FABRICATION
ET SON COMMERCE POURRAIENT EN RECUEILLIR ;

Par J.-F. Constant,

DE VERVIERS ;

AUTEUR D'UN ESSAI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE DES PEUPLES
LIBRES. ETC., ETC.

TOME PREMIER.

La vérité ne s'établit solidement
que sur les ruines de l'erreur.
J.-B. Say.

Bruxelles,

LIBRAIRIE DE DEPREZ-PARENT.

Rue de la Violette, 15.

F. PARENT, ÉDITEUR.

1842.

EXAMEN

DU SYSTÈME

DE LA

LIBERTÉ DU COMMERCE.

INTRODUCTION.

Depuis près d'un siècle l'économie politique est divisée en deux systèmes qui s'excluent mutuellement, et dont l'opposition n'amène aucune décision définitive. D'une part, les gouvernements sont attachés au régime prohibitif; de l'autre, un grand nombre de gens de lettres préconisent l'opinion contraire, la liberté du commerce.

Ces derniers répandent leur doctrine avec toute l'ardeur d'un zèle religieux, par des missions, par l'enseignement dans les universités, les athénées, etc. ; ils ont publié des milliers de volumes, et ils ont trouvé des échos et des disciples dans toutes les nations de l'Europe.

Cependant la question de préférence n'est pas encore résolue, et ne peut l'être aussi longtemps que la cause n'a pas été plaidée en contradictoire.

Les partisans de la liberté du commerce n'ont pas été suffisamment contredits ; on n'a pas tenté de réfuter leurs arguments, on n'a pas fait valoir convenablement les raisons contraires. On n'a entendu qu'un plaidoyer ; par conséquent, la cause ne peut être jugée d'une manière impartiale.

Des efforts si multipliés, si prolongés et cependant sans résultats décisifs, pour faire prévaloir le système de la liberté du commerce, doivent faire présumer que, depuis longtemps, l'esprit humain a dévié de la vraie route.

Cette déviation, ces travaux infructueux n'ont rien qui

doive nous étonner. Rien n'est plus commun dans les recherches de l'esprit que les égarements des hommes, quand ils abandonnent la voie de l'expérience et de l'observation, pour se livrer aux illusions de l'imagination. L'histoire des sciences ne nous offre guère qu'une longue série de révolutions qui résultent toutes de la même cause : les systèmes abstraits se remplacent successivement jusqu'à ce que la raison les dissipe.

Pour résoudre la question importante que provoque l'état actuel de la science économique, et dont la solution peut nous ramener dans la voie de la vérité, il faut donc se garder de s'abandonner aux abstractions décevantes, aux préventions de l'esprit de parti, aux préjugés admis sans examen. Occupons-nous de l'investigation des faits que l'industrie nous présente, et de la vérification de ceux que la science nous annonce, notre marche en sera plus assurée.

C'est un problème depuis longtemps résolu, disent les économistes doctrinaires ; tous les gens de lettres de l'Europe l'ont décidé en faveur de la liberté du commerce.

Cette assertion est étrangement exagérée. Tous les gens de lettres ne sont pas de cet avis, et d'ailleurs, fussent-ils unanimes, à cet égard, cette présomption serait-elle suffisante pour prouver la vérité de leur opinion ? On les a vus souvent d'accord sur une doctrine erronée, et il est permis de douter que la plupart des gens de lettres, dans la situation qu'ils occupent dans l'état ordinaire de leurs connaissances, soient juges compétents en économie politique.

Ce doute semble au moins étrange au premier aperçu ; mais il cesse de le paraître, si l'on considère que les gens de lettres ne s'occupent pas des travaux de l'industrie ; que c'est sur les faits industriels que se fondent les principes de l'économie politique, et que tout système est une vaine chimère, quand il n'a pas les faits pour base.

Je le demande à tous ceux que préoccupe le système de la liberté du commerce : avez-vous exercé les arts industriels ? avez-vous observé les faits par vous-mêmes ? avez-vous recherché la liaison des effets et des causes, les rapports de la production à la consommation et à la population, l'influence de l'importation sur la fabrication nationale ? Avez-vous fait tout ce qu'il faut faire, tout ce que la raison et la philosophie conseillent pour acquérir une science réelle ?

Ils seront obligés de s'avouer qu'ils n'ont rien fait de tout cela ; que, quand ils ont voulu étudier l'économie politique, ils ne se sont pas donné la peine d'observer les réalités, qu'ils se sont contentés de méditer les ouvrages les plus en vogue : Quesnay, Adam Smidt, J.-B. Say, et que même ils n'ont pas lu le livre de la Ferronnais.

Je leur ferai remarquer que les connaissances qu'ils ont acquises par cette voie, ne sont pas les produits de leur propre intelligence ; qu'ils les ont prises ailleurs ; qu'ils ont pu les puiser à une source impure ; qu'ils ont dû les admettre aveuglément ; et que, eussent-ils le génie le plus profond et le plus pénétrant, il leur était impossible de reconnaître si les principes qu'on leur présentait étaient d'accord avec la vérité, puisqu'ils ne pouvaient comparer les idées proposées avec les réalités qui leur sont inconnues, pour en constater l'identité.

Par le même motif, il leur était impossible de s'apercevoir si on ne leur donnait pas des idées de faits controuvés, des notions incomplètes, des illusions, des impostures, telles que celles que se permettent les esprits égarés qui veulent faire prévaloir un système comme on répand une croyance.

Leur incompétence comme juge en cette matière paraîtra encore plus certaine, si l'on considère qu'il nous manque un ouvrage qui puisse les éclairer sur ce sujet. La Ferronnais et d'autres ont bien exposé les principes du régime protecteur ; mais ils ne les ont pas suffisamment démontrés pour frapper des esprits prévenus, et les doctrinaires se sont attachés, par tous les sophismes qu'ils ont pu inventer pendant un siècle, à faire envisager ces principes comme des préjugés sans consistance.

Il n'est donc pas étonnant que tant de gens de lettres se soient laissés égarer ; et, aussi longtemps qu'ils ne renoncent pas aux préventions des systèmes, pour en revenir aux leçons de l'expérience ; aussi longtemps qu'on ne met pas sous leurs yeux les preuves des erreurs que renferme le système de la liberté du commerce, pour qu'ils puissent juger les doctrines avec connaissance de cause, leur opinion en économie politique ne peut faire autorité, et ne mérite aucune confiance.

Sans doute l'idée de la liberté du commerce est très-séduisante, pleine de charmes et de poésie, bien conçue pour flatter l'imagination et la sensibilité. Elle nous représente les hommes sans antagonisme, agissant en frères, échangeant

leur superflu paisiblement et sans entraves ; les distinctions nationales disparaissent, les nations se confondent, tout annonce paix et bonheur ; mais si l'on cherche les moyens d'appliquer cette doctrine à l'état actuel des choses en Europe ; si l'on prévoit les suites que son application doit faire naître, on n'y trouve plus qu'une illusion funeste qui peut produire des bouleversements et des désastres. Je prends à tâche de le prouver.

Il semblerait que les gouvernements qui sont attachés aux prohibitions, auraient dû encourager des écrivains à démontrer la vérité des principes qui les dirigent, et à repousser la doctrine contraire ; mais il n'entre pas dans la politique de la France et de l'Angleterre d'éclairer les autres gouvernements sur leurs véritables intérêts économiques ; il importe, au contraire, aux deux Etats de profiter de la liberté que les autres peuples accordent à l'entrée des productions étrangères ; et dans leurs vues égoïstes, ils doivent sourire aux efforts que font les économistes doctrinaires pour propager partout le système de la licence commerciale.

Cependant sous le gouvernement représentatif, cette politique insidieuse a beaucoup perdu de son importance. Si, d'un côté, un gouvernement libre a intérêt à protéger l'industrie nationale cherchant des débouchés à ses produits, il doit sentir, d'autre part, le besoin de justifier sa gestion envers l'opinion publique et la représentation nationale. Or, l'opposition des systèmes économiques doit amener et amène effectivement des dissidences fâcheuses dans l'assemblée représentative.

Ce ne sont pas là, les inconvénients les plus graves attachés à l'indécision dans les vues économiques, il en est un surtout qui peut produire des désastres redoutables.

Si le système de la liberté du commerce parvenait à former l'opinion publique, par tous les moyens de séduction que ses adhérents emploient, la majorité de la chambre des représentants pourrait bien en être pénétrée ; celle-ci forcer le pouvoir exécutif à agir d'après sa conviction et soumettre l'industrie nationale à de terribles épreuves. N'oublions pas, et les Français surtout ne doivent pas l'oublier, le funeste essai qu'ils ont fait du système de la libre concurrence, par le traité de commerce entre la France et l'Angleterre en 1786, signé

par M. de Vergenne, dont le résultat fut de leur causer des pertes immenses et de réduire leurs manufactures à un état voisin de l'anéantissement.

Ainsi, sous le gouvernement représentatif, en laissant le peuple dans l'ignorance des vrais principes de l'économie politique; en permettant que l'on enseigne des erreurs systématiques dans les universités, on s'expose à des éventualités ruineuses, on perd en tranquillité intérieure, et en harmonie d'opinion entre la nation et l'administration publique; et ce désaccord qui dépopularise le pouvoir exécutif, peut avoir des suites de différentes natures, et de la plus grande gravité. Le bien que l'on espère n'équivaut pas au mal que l'on se fait, et ce bien n'est presque toujours qu'illusoire.

Le temps est venu, ce me semble, de renoncer à cette politique fallacieuse, de prévenir les hommes contre l'erreur qui cherche à les séduire, et de leur procurer les notions qui leur sont nécessaires pour porter un jugement définitif sur le système qu'ils ont intérêt à apprécier.

Au reste, quelles que soient les dispositions des gouvernements à cet égard, un écrivain qui se respecte, doit la vérité au public et surtout à sa patrie, quand l'industrie peut y être compromise.

Avant d'entrer dans la discussion de ce sujet, je crois devoir présenter quelques considérations générales sur l'historique des deux systèmes économiques, leurs origines, leurs développements.

Nous y verrons que le régime protecteur n'a été conçu et admis que pour parer aux dommages que la liberté du commerce causait à l'industrie nationale, qu'il est la seule et véritable économie politique, ayant pour objet de diriger l'action du gouvernement par rapport au commerce, dans l'intérêt général de l'Etat; nous verrons dans les faits que la liberté du commerce n'en est que l'anarchie, la licence des intérêts individuels, l'abandon de l'intérêt public, le défaut de protection du gouvernement; nous verrons, en différents temps, en différents lieux, l'influence heureuse ou funeste des deux doctrines sur la prospérité des nations. Jetons d'abord les yeux sur les premiers temps historiques.

Les peuples de l'antiquité n'ont pas connu la science qui a pour objet de favoriser les intérêts industriels d'une société

politique. En général, par un reste de barbarie, leurs vues se portaient vers la guerre et les conquêtes, comme principal moyen de s'enrichir. Plusieurs de leurs législateurs et philosophes ne voyaient dans le commerce qu'une source de contagion et de mollesse. Leur éducation privée et publique répondait à ces intentions. Leur industrie manufacturière était toute domestique, exécutée par des esclaves; et les droits qui étaient perçus à l'entrée des marchandises étrangères sur leurs territoires, n'avaient d'autre but que de procurer un revenu à l'État.

Dans cette situation, leurs fabriques prirent peu d'extension : deux causes s'opposaient à leur développement : leur mode de fabrication, et surtout la concurrence des marchandises de l'Inde. On ne voit d'exception à ces dispositions générales que les Phéniciens qui, par leur position sur le littoral de la Méditerranée, et la stérilité de leur sol, furent portés à la pêche, à la fabrication, et au commerce extérieur pour les objets de luxe qu'ils confectionnaient et ceux qu'ils recevaient de l'Inde.

Quand les anciens connurent les avantages attachés au trafic des produits de la haute Asie, ils pensèrent moins à les imiter, qu'à s'en procurer le monopole, ou au moins à le partager avec les Phéniciens qui en jouissaient. Dans cette intention, David et Salomon fondèrent Tadmor ou Palmyre, qui communiquait par l'Euphrate au golfe Arabique, et de là, à la mer de l'Inde; Alexandre érigea Alexandrie en Egypte dans une position encore plus heureuse, et les Arabes bâtirent Bassora au confluent de l'Euphrate et du Tigre, pour atteindre le même but.

Par ces différentes voies les productions de l'Inde continuèrent à parvenir aux peuples des bords de la Méditerranée, et à entraver leurs industries sans faire naître la pensée d'un moyen répulsif. Leur état agricole, leurs vues guerrières ne leur en laissèrent pas sentir le besoin.

Ces dispositions se prolongèrent pendant bien des siècles. Ni les Grecs, ni les Romains ne s'en écartèrent. Il était réservé aux nations modernes de porter plus loin leurs vues, et de voir dans un impôt des conséquences plus étendues et autre chose qu'un revenu pour le fisc.

Après l'envahissement de l'empire d'Occident par les barbares du Nord, à l'époque où les États modernes d'Italie s'oc-

capèrent du commerce des produits de la Grèce et de l'Asie, ils avaient déjà établi des manufactures analogues à celles de l'empire grec. L'industrie était leur principale ressource, leur grand moyen d'existence et de prospérité. Dans cette situation on remarqua que l'introduction des marchandises étrangères était préjudiciable aux manufactures nationales. La consommation des produits exotiques diminuait celle des produits indigènes et en amoindissait la fabrication, et cette observation devint la base de l'économie politique.

On chercha à obvier à ces graves inconvénients que présentait la liberté du commerce, et l'on n'en vit la possibilité que dans des droits d'entrée élevés et les prohibitions. Venise fut la première nation qui reconnut ces vérités et en fit l'application à son régime intérieur : elle assura à sa navigation, son commerce maritime, à l'exclusion des étrangers. Ceux-ci, d'après ses lois, ne pouvaient faire construire, ni acheter des navires dans ses ports, et payaient des droits de douanes deux fois plus élevés que les nationaux. Par la suite, elle prohiba les marchandises étrangères analogues à celles qu'elle produisait, et toute société entre les Vénitiens et les étrangers était interdite. Successivement des savants d'Italie, d'Angleterre, de France se saisirent de cet exemple, en déduisirent des conséquences, et en formèrent une science qui était d'autant plus nécessaire que les peuples, à cette époque, avaient changé de situation civile par l'anéantissement de l'esclavage domestique, le développement de l'industrie et la concurrence commerciale des nations entre elles.

Dans cet état des choses, cette conception nouvelle permettait à chaque peuple de se rendre indépendant de l'industrie prédominante qui existait alors, ou que l'avenir pouvait faire naître. Il fut généralement reconnu que l'industrie est la source des richesses et de la puissance des Etats ; qu'une nation, pour conserver ou augmenter ses moyens d'existence, doit chercher à se suffire à elle-même, en produisant tout ce qui est nécessaire à ses besoins ; à repousser les marchandises étrangères par des prohibitions et des droits élevés ; à vendre ses produits au dehors contre du numéraire, des métaux précieux et des matières premières que son territoire ne produit pas, ou ne peut fournir en quantité suffisante.

Tel était l'état de la science lorsqu'on en fit l'application

à la France. « Sous le règne de Louis XIII, dit Mably, on avoit
» interdit l'entrée de toutes les marchandises qui pouvoient
» nuire aux manufactures de son royaume. Les commerçants
» étrangers ne pouvoient vendre leurs effets que dans des
» foires, ou dans certains lieux désignés; on prenoit des pré-
» cautions pour qu'aucun Français ne fût un prête nom; et il
» y a même une ordonnance de ce prince, qui assujettit quel-
» ques marchands étrangers à charger sur leurs vaisseaux des
» marchandises du cru du royaume pour la valeur de celles
» qu'ils y avoient vendues. La sortie des matières premières
» étoit défendue sous des peines sévères, et on en facilitoit
» l'entrée en diminuant les droits. Sur toutes choses il n'étoit
» point permis de freter dans les ports du royaume, des na-
» vires étrangers pour le transport des marchandises.

» Le commerce de la France fut interrompu pendant la cé-
» lèbre guerre de trente ans; et au lieu de ne le ranimer à
» la paix, qu'en faisant des réglemens utiles à la navigation,
» on leva la défense qui avoit été faite aux étrangers de
» freter dans les ports de France. Les denrées et les marchan-
» dises dont le royaume étoit surchargé, sortirent avec pro-
» fusion; mais ce bien ne fut que passager; et les commer-
» çants s'accoutumèrent à voir charger leurs marchandises
» sur des vaisseaux étrangers, et à n'être que de simples com-
» missionnaires. Frustrés du produit du fret, leur fortune di-
» minua; ils achetèrent moins cher les denrées et les mar-
» chandises de leurs concitoyens, et en vendirent une moindre
» quantité. Il est aisé de sentir quel tort cette conduite fit au
» commerce de la nation; les terres tombèrent de prix, les
» manufacturiers furent découragés, les constructeurs de na-
» vires et les matelots devenant presque inutiles, passèrent
» chez des puissances voisines, et les mirent en état de profiter
» plus sûrement et plus longtemps des fautes de la France.

» La permission accordée aux étrangers de freter dans les
» ports du royaume, ne devait durer que jusqu'à ce qu'on eût
» construit ou acheté des vaisseaux; mais le ministère voyant
» que les commerçants avoient pris des arrangements con-
» formes à leur situation, et craignant peut-être de ne pou-
» voir rétablir la navigation, sans qu'il en coûtât beaucoup
» au roi, on ne songea point à remettre en vigueur les an-
» ciennes ordonnances. On confirma, au contraire, les abus

» par l'établissement du droit de fret de cinquante sous par
» tonneau ; et le roi même ne jouit pas longtemps de ce droit,
» les étrangers ayant bientôt réussi à s'en faire exempter. »

A cette époque, l'Angleterre fut plus heureuse et plus constante par l'adoption du régime protecteur. En 1660, Charles II confirma l'acte de navigation de Cromwell et de la publication de cette loi datent les progrès de son industrie et sa puissance commerciale.

Cependant le grand Colbert, parvenu au ministère sous Louis XIV, ranima en France le régime protecteur en lui donnant de nouveaux développements. Il n'a pas enrichi l'économie politique par ses écrits, mais par son exemple ; et c'est en rapportant les principaux faits de son administration, que nous retrouverons les principes que nous avons à signaler.

Cet homme supérieur avait conçu pour la prospérité de sa patrie, une grande pensée : il avait vu les richesses et la puissance que les industries manufacturière et commerciale avaient procuré à quelques Etats d'Italie, à la Flandre, à la Hollande ; il voyait la France dans la situation la plus favorable au commerce, placée entre deux mers, au milieu des nations de l'Europe, auxquelles elle donnait déjà ses mœurs, ses goûts, ses modes ; et il voulut profiter de tous ces avantages, pour lui assurer encore la prééminence en industrie.

Afin d'atteindre ce but, il fit tous ses efforts pour tirer les fabriques de l'état d'engourdissement et d'imperfection dans lequel elles se trouvaient ; il comprit qu'il fallait offrir les meilleurs et les plus beaux produits pour obtenir la préférence ; et il soumit les corps de métiers et les jurandes, qui malheureusement existaient encore, à des règlements dont l'objet était de perfectionner les tissus français et d'offrir aux consommateurs de l'intérieur et de l'étranger une garantie de leur bonne fabrication.

Il ne s'arrêta pas là : par ses soins, de nouvelles manufactures qui manquaient à la France, furent établies ; telles que celles des glaces, des draps fins, des tapis, etc., etc. ; des fabricants étrangers furent appelés pour les diriger ou les créer, et afin de maintenir la main-d'œuvre à bas prix, et déterminer les cultivateurs à produire, comme en Flandre, toutes les matières premières nécessaires aux manufactures, il défendit l'exportation des grains.

Son attention se porta également sur le commerce avec la plus grande sollicitude. Des canaux de communication furent creusés, des grandes routes tracées sur une grande partie du territoire, et des compagnies de commerce établies pour étendre les relations de la France à tous les points du globe.

Sous ce régime l'industrie française se développa, atteignit à un haut degré de perfection et de prospérité; et le beau et vaste projet de Colbert aurait été probablement réalisé dans toute son étendue, sans la révocation de l'édit de Nantes. Cet acte injuste autant qu'impolitique fit expatrier une multitude de fabricants français en Suisse, en Allemagne, en Angleterre, où ils établirent une concurrence funeste à leur ancienne patrie.

Cette grande perte d'industrie et de population laissa l'agriculture en souffrance. Les cultivateurs n'ayant pas su renoncer aux jachères, à l'exemple de la Flandre, pour cultiver alternativement cette grande variété de plantes dont la succession sur le même fonds est favorable à la fécondité, continuèrent à languir dans l'ornière de la routine et l'impuissance de progrès.

Cependant le système de Law avait déplacé les fortunes, et les désordres de la cour de Louis XV augmentaient encore le mécontentement général. Dans cette conjoncture Vincent de Gourlay, en faisant le commerce de Cadix, avait trouvé l'intérêt de ses affaires contrarié par les lois prohibitives. Il conclut du particulier au général comme les commerçants le font trop souvent; il préconisa la liberté du commerce, et une foule de jeunes gens admirèrent son système. C'est à lui que nous devons la maxime : *Laissez faire et laissez passer*. Mais l'expérience, dans ses fonctions d'intendant du commerce, et la réflexion le firent changer d'avis suivant Mably qui en avait reçu l'aveu, et ses disciples, se croyant supérieurs à leur maître, le plainquirent de n'avoir pas su soutenir sa mission.

Peu de temps après, il se présenta à la jeune secte un nouveau chef. Quesnay publia sa doctrine, et mit tous les esprits en effervescence. Cet écrivain nous présente les choses, non telles qu'elles sont, mais telles qu'il lui convient qu'elles soient pour atteindre son but. Il divise les hommes en trois classes : d'abord les propriétaires fonciers; ensuite, les cultivateurs; la troisième est formée des fabricants, des

ouvriers, des artisans, et il nomme cette dernière, suivant son bon plaisir, *la classe stérile qui ne produit rien*.

De cette erreur contre l'évidence des faits, découle tout le système de Quesnay.

Si la classe des manufacturiers est stérile, il s'ensuit que celle des propriétaires du sol est seule productive, qu'elle procure le revenu net qui entretient la société ; que toutes les impositions doivent peser sur elle ; que, pour enrichir une nation, il importe que les produits agricoles obtiennent de hauts prix ; que, pour obtenir des prix élevés, la concurrence des acheteurs est nécessaire, et la liberté du commerce indispensable.

Voilà, en abrégé, l'amas d'erreurs que l'auteur intitule : l'ordre immuable des lois physiques et morales qui assure la prospérité des empires ! Voilà la source où l'on a puisé le système de la liberté du commerce ! Adieu donc le régime protecteur, et les progrès que les modernes ont faits par l'expérience en économie politique !

Cette publication eut beaucoup de retentissement en Europe. Les circonstances lui étaient favorables. Les Français commençaient à abandonner la littérature pour s'occuper des sciences, de la philosophie, de leurs intérêts politiques, des lumières que les Anglais avaient répandues sur l'administration publique. La nouvelle production de Quesnay avait les charmes de la nouveauté et de la sympathie en frondant l'ordre des choses existant, et elle séduisit beaucoup de gens de lettres.

Des savants et même des hommes de génie, tels que Condillac, Raynal, Condorcet s'occupèrent du système en vogue ; mais que peut le génie même sur ce sujet, quand il n'a pas la connaissance des faits ? Son action ne peut produire que les erreurs de l'imagination. La doctrine de Quesnay ne pouvait être améliorée que par ceux qui avaient à y apporter des notions exactes, des réalités.

C'est ce qu'en partie fit Turgot en signalant l'office des capitaux dans la production, et en préparant les progrès qu'Adam Smith devait introduire dans cette conception.

Abstraction faite des vues sur les impositions, le système de la liberté du commerce n'est contraire au bien général qu'autant que l'on veut l'étendre aux relations extérieures et internationales ; mais il est vrai et juste dans son application

à l'intérieur d'un pays. Il y favorise entre les divisions du territoire les transactions commerciales ; il établit entre elles une concurrence salubre : il n'y a pas de protection à accorder à l'une ou à l'autre de ces parties, leur réunion compose un même tout. Il n'importe donc dans quelles mains les richesses s'accumulent, pourvu qu'elles restent dans l'Etat.

En général, les hommes qui ont professé la doctrine de Quesnay, se sont montrés bienveillants, généreux, et amis zélés du bien public. Ce sont eux, je pense, qui les premiers ont signalé la plupart des abus qui entravaient l'industrie, le commerce, et accablaient les classes inférieures du peuple ; et ils ont puissamment contribué en France à la suppression des institutions surannées du moyen âge.

Turgot, parvenu à l'intendance du Limousin, et ensuite au ministère sous Louis XVI, porta dans son administration les dispositions généreuses et les vues des nouveaux économistes. Il voulut tout réformer, supprimer les barrières intérieures, ce que Colbert avait désiré sans oser l'entreprendre ; il voulut anéantir les corporations, les corvées, tout ce qui était contraire à l'industrie et à la prospérité de l'Etat. S'il n'y réussit pas, ce ne fut pas faute de dévouement, de courage et de persévérance. On ne peut en accuser que les odieuses intrigues des courtisans, la faiblesse et l'inexpérience du jeune roi.

Parmi les écrivains qui ont admis et répandu le système de la liberté du commerce, on distingue surtout Adam Smith, qui y apporta plus de connaissances positives, de raison et de sagesse. De la sphère idéale où le système en vogue était égaré, il le rapprocha des réalités, sans cependant en avoir lui-même des connaissances ni étendues, ni approfondies ; il le corrigea, l'améliora ; il repoussa le principe de la stérilité de la classe manufacturière, et par suite l'assiette des impôts sur la seule propriété foncière. Sa doctrine est un intermédiaire, un terme moyen entre les principes prohibitifs et le système de Quesnay. Comme ce dernier, il préconise la liberté du commerce ; mais il admet qu'il est avantageux pour l'encouragement de l'industrie nationale, de soumettre à quelques droits l'industrie étrangère, et d'user de ce moyen par représaille envers les autres nations. Comme Quesnay, il rejette la balance du commerce telle que la secte l'a insidieusement présentée ; mais il reconnaît une balance entre la production et la con-

somation qui annonce la prospérité ou la décadence d'une nation, suivant que l'une ou l'autre l'emporte en gravité.

Adam Smidt n'a pas aperçu que ces deux balances sont au fond la même chose : l'une ne tend, autant qu'il est possible, qu'à constater l'état de l'autre. S'il entre plus de numéraire que de marchandises dans un pays, c'est une preuve qu'il a plus produit, plus vendu qu'il n'a acheté et consommé ; que, par conséquent, la production a été supérieure à la consommation, et qu'il s'est enrichi.

Ræderer fut le disciple d'Adam Smidt ; et pour le bonheur de la France, il fit prévaloir la doctrine de son maître à l'assemblée constituante et sous l'empire. C'est seulement alors que purent se réaliser les améliorations conçues par les nouveaux économistes, désirées en partie par Colbert, que Turgot tenta en vain d'introduire, et qui consistaient dans la suppression des barrières intérieures, des corporations, des corvées et l'établissement de l'uniformité des poids et mesures. Il fallut la toute-puissance d'une révolution pour faire le bien de tous, tant les habitudes et les intérêts particuliers ont de force par eux-mêmes, et par l'intrigue sous les gouvernements absolus.

Adam Smidt ayant admis la condition de la réciprocité entre les nations par rapport à la liberté du commerce, ou aux droits d'entrée, cette restriction ne contenta pas tous ses copartisans : elle rejetait le système dans la catégorie des utopies qui ne peuvent se réaliser ; comme la paix perpétuelle de l'abbé de St.-Pierre, elle exigeait une unanimité impossible à obtenir entre les Etats ; elle empêchait un premier pas, un premier exemple d'application. J.-B. Say fut plus hardi et moins sage, il franchit la difficulté et prétendit que, quand bien même une nation repousse les produits d'une autre, celle-ci ne doit pas se faire le tort de refuser ceux de la première.

Comme les autres disciples de Quesnay, J.-B. Say réforma le système de la liberté du commerce dans ses prémices. Par quarante années de travaux, il l'a étendu, développé dans toutes les ramifications de l'économie politique. Il a exposé comment se forment, se distribuent et se consomment les richesses, avec un génie industriel comme il ne s'en était pas présenté avant lui. Il a tout vu, il a tout dit, tout fait en sa

faveur, il n'a pas même dédaigné d'employer le sophisme pour défendre une erreur que les faits lui auraient permis de découvrir, si cette erreur n'avait été pour lui une idée fixe. Il est bien à regretter que son bel ouvrage en soit entaché, que le résultat du traité de commerce entre la France et l'Angleterre, l'état des peuples de l'antiquité, la situation des nations qui n'ont pas admis le régime protecteur, ne lui aient pas dessillé les yeux, pour lui laisser apercevoir la nature des choses telle qu'elle est en réalité.

Quoi qu'il en soit, son *Cours complet d'économie politique* nous offre l'état le plus avancé de la doctrine. Il ne reste plus guère entre les deux systèmes économiques qu'un point de dissidence : la liberté du commerce extérieur. C'est aujourd'hui une question définitive dont l'objet de mon livre est de tenter la solution.

Qu'il me soit permis d'ajouter ici une dernière considération, c'est que l'historique du système de la liberté du commerce, depuis son apparition jusqu'à nos jours, nous donne une belle occasion d'observer la marche de l'esprit humain dans ses écarts. Nous avons vu d'abord un homme donner naissance à une conception erronée, le système de la liberté du commerce : ses successeurs progressivement la modifient. Les uns en détachent des erreurs, les autres y ajoutent des vérités. Peu à peu elle s'épure, elle se rapproche de la réalité, jusqu'à ce qu'enfin la plupart des idées fausses disparaissent, et que les vérités restent. Mais pour ce faire, que de temps, de peines et de travaux sont perdus ! que de pages il faut écrire et imprimer !

Il y a près d'un siècle que Quesnay a émis son système. Depuis cette époque, on a publié dans toute l'Europe un million de volumes sur ce sujet, et l'erreur n'est pas encore généralement reconnue ; bien loin de là, elle est plus forte, plus répandue que jamais, et menace d'exiler pour longtemps la vérité.

Si, dans cette étude sur l'économie politique, on avait procédé par l'observation des faits, un seul homme, en quelques années, les aurait tous signalés ; ou plutôt quelques industriels éclairés auraient pu les communiquer en peu de temps ; car, la majeure partie des connaissances réelles que renferme l'œuvre de J.-B. Say, sont dans l'expérience de cette classe d'hommes. Ce sont eux qui créent, distribuent et contribuent

à consommer les richesses. Ainsi on aurait épargné un siècle et d'immenses travaux. Pendant ce siècle, les esprits se seraient plus utilement occupés, et les bornes des connaissances humaines auraient été reculées.

CHAPITRE PREMIER.

LA LIBERTÉ DU COMMERCE EST EN OPPOSITION AVEC LES FAITS.

Les partisans de la nouvelle doctrine disent aux nations : Votre économie politique est mauvaise, elle vous nuit, vous occasionne une foule d'inconvénients, vous impose des privations ; elle vous met des entraves inutiles ou funestes. Abaissez vos douanes, vous aurez moins de peines, plus de profit et vous serez heureuses.

Vous serez heureuses. Voilà une supposition. Sur quoi est-elle fondée ? quels motifs ont-ils d'y avoir confiance ? Sur quelle base placent-ils leur calcul de probabilité ? leur jugement d'analogie ? Quels sont, dans la nature, les faits identiques ou analogues qui les déterminent à croire que telle cause produira cet effet ? On ne trouve dans leurs écrits aucun des signes qui annoncent ordinairement la vérité, aucune des voies qui y conduisent, aucune des formes qui en donnent la garantie.

Avant d'opérer le bouleversement qu'ils désirent, il est prudent, ce me semble, de leur demander des preuves de l'efficacité de leurs moyens. Qu'ils nous prouvent donc que leur conception est fondée sur les faits, sur l'analogie, et n'est pas un vain rêve dénué de vraisemblance.

A cette demande, ils répondent par des arguments ; et, si vous voulez les suivre, ils vous élèvent dans la région des abstractions ; là, au milieu des ténèbres, ils ne laissent parvenir la lumière que sur une facette de chaque objet, et s'écrient : Voilà la vérité !

Ce n'est là que le sophisme ordinaire des esprits subtils, qui n'ont que des aperçus des infiniment petits, et ne peuvent saisir l'ensemble des choses ; ou des hommes égarés par

les passions de secte, de parti, qui ne voient que ce qu'ils veulent voir.

Ce ne sont pas des arguments qu'il nous faut, ce sont des faits, des exemples qui nous montrent un peuple en grande prospérité, sous la liberté du commerce.

En agriculture, en industrie, en toute chose, la raison nous défend de faire une grande entreprise, qui n'est basée que sur une supposition gratuite; elle exige que des faits nombreux, des essais multipliés, en rendent le succès probable. Pourquoi donc n'userait-on pas de la même prudence, quand il s'agit des plus grands intérêts des nations?

Cet appel aux faits doit mettre la secte dans un étrange embarras; car je la défie de présenter un seul exemple d'une population parvenue à tout son développement, au plus haut degré de prospérité, sous la liberté du commerce, depuis que les nations européennes sont entrées entre elles en concurrence d'industrie, depuis que le système protecteur est conçu et appliqué.

S'il n'en était pas ainsi, les nouveaux économistes auraient eu bon soin, pour nous convaincre, d'appuyer leurs raisonnements sur des réalités; mais ils n'en ont rien fait, pour un puissant motif: c'est qu'il y a impossibilité.

Cependant on aperçoit dans un petit coin du grand ouvrage de J.-B. Say, quelque chose qui cherche à dissimuler cette absence de preuve, mais ce n'est encore qu'une illusion: il désigne, comme ayant avantageusement conservé la liberté du commerce, la Chine, les États asiatiques et africains de la domination turque, les colonies nouvellement indépendantes de l'Amérique.

Avant de démontrer la nullité de ces preuves, et pour suivre l'ordre chronologique, commençons par examiner la situation économique des nations de l'antiquité; nous y trouverons l'occasion d'étudier dans les faits les effets de l'anarchie commerciale.

Dans ces temps-là les prohibitions n'étaient pas connues, tous les peuples des bords de la Méditerranée existaient dans une parfaite liberté de commerce. Ils percevaient des droits à l'entrée des marchandises étrangères, non pour les repousser, non pour en diminuer la consommation, mais dans la seule intention de se procurer un revenu. Cet état des choses n'était

pas le résultat d'une détermination réfléchie et raisonnée, mais la suite des circonstances qui avaient dominé leur civilisation.

Au milieu de toutes ces nations, à leur époque de barbarie, se trouvait l'Egypte qui, très-anciennement civilisée, obtenait de la fertilité de son sol due aux débordements du Nil, tout ce qui était nécessaire à ses besoins. Elle avait peu de communication au dehors, repoussait les étrangers, et ne se livrait pas à l'art nautique. Ses voisins les Phéniciens, au contraire, stimulés par le besoin et la stérilité de leur territoire, favorisés par l'abondance des bois de construction que leur fournissait le Liban, se livrèrent à la navigation et au commerce à une époque antérieure aux temps historiques. Ils établirent des manufactures, trouvèrent la fabrication du verre, l'art de teindre en pourpre, et s'ouvrirent, par le golfe Arabique, une voie pour se procurer les marchandises de l'Inde; ils jouirent du monopole de ces marchandises pendant toute la durée de leur existence politique.

Pour étendre leur commerce, ils fondèrent de nombreuses colonies en Grèce, en Afrique, en Italie, dans la Gaule, en Espagne, sur toutes les côtes de la Méditerranée et au delà; et ils répandirent le goût de leurs marchandises partout où ils purent aborder.

Toutes les nations de ces parages n'étaient guère que des colonies phéniciennes, ou des peuples que les Phéniciens ou les Egyptiens, à diverses époques, avaient tirés de l'état sauvage ou barbare, en leur enseignant la culture des terres, et quelques arts grossiers qui convenaient à leur situation.

Quand ces populations acquirent quelque accroissement, quelque aisance, elles restèrent plus guerrières qu'industrielles, elles firent plus de progrès dans les arts de la guerre que dans ceux de la paix. Leur industrie manufacturière s'arrêta à son enfance, concentrée dans le foyer domestique, confiée à quelques esclaves. Il ne pouvait en être autrement; les Phéniciens étaient là pour leur fournir des produits manufacturés, en échange de leurs productions agricoles, et cet état des choses ne changea qu'après une longue série de siècles.

Si maintenant nous recherchons les suites de ces événements, sous le rapport de l'économie politique, nous trouve-

rons que la prospérité de Tyr et de l'Inde eut des résultats funestes aux autres nations de l'antiquité.

1^o L'introduction des produits de l'Inde hâta prématurément le goût du luxe qui était encore plus préjudiciable aux anciens qu'aux modernes ;

2^o Elle arrêta les progrès des industries nationales ; elle répandit le goût et l'habitude de ces produits étrangers, et cet inconvénient propagea et perpétua les deux premiers.

Il est certain que, si ces peuples avaient suivi le développement ordinaire de la civilisation, les fabriques et les métiers se seraient perfectionnés en proportion de l'accroissement des richesses, des nouveaux besoins qu'elles font naître, comme les beaux-arts, qui sont aussi des objets de luxe, se sont perfectionnés dans la Grèce, quand la nécessité s'en fit sentir. L'industrie manufacturière, les moyens d'existence, et, par suite, les populations en eussent été augmentés ; toutes ces nations auraient pu obtenir tout le développement que comportait leur situation, et que l'usage et la concurrence des produits de l'Inde et l'exportation de leurs métaux précieux, de leur numéraire ont empêché.

Il arriva alors ce qui s'est renouvelé si souvent depuis cette époque, dans des circonstances analogues :

1^o Quand dans un pays une industrie n'est pas établie, elle ne peut y naître, si une industrie étrangère du même genre peut y fournir les produits nécessaires à la consommation ; à moins qu'elle ne soit favorisée par une conjoncture extraordinaire, telle qu'une grande distance qui sépare la nation qui les reçoit de celle qui les vend, distance d'où résultent des frais de transport considérables ; et cet état de choses n'est pas toujours suffisant pour empêcher l'effet ordinaire de cette cause.

2^o Quand une industrie perfectionnée survient en concurrence avec une industrie du même genre qui est moins avancée, celle-ci est bientôt anéantie ou au moins subit une diminution considérable.

Nous en avons de nombreux exemples dans nos temps modernes, qui doivent nous donner bien des regrets, et qui nous font concevoir ce que l'histoire de l'antiquité ne nous rapporte pas avec assez de développement.

Après la découverte du passage du cap de Bonne-Espé-

rance, les marchandises des Indes ayant plus que jamais inondé l'Europe, le midi de la France perdit presque entièrement la culture et la préparation du pastel qui faisait son opulence, et qui a fait naître cette expression vulgaire : *pays de Cocagne*, que l'on emploie encore pour désigner une contrée d'une grande richesse.

Cette industrie n'était pas assez améliorée lorsqu'elle se trouva en lutte avec l'indigo des Indes. On se contentait de broyer les feuilles du pastel, de les réduire en pâte, de faire fermenter cette pâte, et d'en former des coques qu'on livrait au commerce après leur dessiccation. Dans cet état, la fécule colorante était encore combinée avec des matières hétérogènes, et comme telle, elle était moins avantageuse à la teinture.

Quoique l'indigo donne une couleur moins solide que le pastel, il lui fut préféré, et le Languedoc vit disparaître la plus belle branche de sa prospérité.

Tel est le grave inconvénient de l'anarchie commerciale : elle fait périr l'industrie qui est trop jeune encore pour résister à la concurrence et qui a besoin de protection pour atteindre à sa perfection.

Si, au lieu de donner notre numéraire, nos capitaux qui nous sont indispensables dans toutes les entreprises, nous avions cherché à imiter les procédés de l'Inde pour extraire du pastel la fécule colorante, comme on en a fait l'expérience avec succès pendant le blocus continental, nous aurions conservé une branche importante de fabrication qui se serait étendue dans toute l'Europe, car le pastel croît partout ; nous eussions obtenu une matière tinctoriale plus solide que l'indigo ; nous eussions conservé une industrie qui produisait beaucoup de richesses et qui, plus développée, en eût donné plus encore ; nous eussions conservé les populations auxquelles cette fabrication eût assuré des moyens d'existence.

Ce n'est pas là le seul exemple des pertes que nous avons faites par suite de nos relations avec l'Inde ; il est probable que nous en avons subi beaucoup d'autres dont on n'a plus de souvenir : il y a surtout beaucoup de fabrications que les produits de la haute Asie ont empêché de s'établir : telle que l'extraction du sucre de la betterave qu'une circonstance favorable vient de nous donner.

Grâce au système continental de Napoléon, qui a été de trop courte durée pour l'avantage du continent européen, nous avons pu nous occuper de la production du sucre que les terres intertropicales nous livraient exclusivement autrefois ; nous avons pu mettre à profit une découverte de la science due, depuis longtemps, à Margraff ; ce qui nous eût été impossible, si les produits des Indes, pendant le blocus continental, ne s'étaient pas élevés à des prix exorbitants, qui ont permis de faire les sacrifices qu'exige la création d'une nouvelle industrie.

On voit ici, dans les faits, les effets de l'anarchie commerciale ; et l'on doit concevoir que l'industrie des peuples de l'antiquité a été dans l'impossibilité de s'élever sous l'influence de la concurrence des Phéniciens en possession des produits de la haute Asie.

Ainsi, dès les premières périodes de la civilisation, nous voyons que l'anarchie commerciale a pour effet de favoriser une nation qui a la priorité et la prééminence en industrie, aux dépens de toutes les autres ; que sa concurrence arrête leurs progrès, et les retient tributaires. Nous avons vu dans la suite des temps que la même cause produit toujours les mêmes effets, à moins que des circonstances extraordinaires ne s'y opposent.

L'usage des produits de la haute Asie, que l'anarchie commerciale a permis aux peuples de l'antiquité de contracter au préjudice de leurs industries, ne se borna ni aux populations des côtes de la Méditerranée, ni à leur durée ; il s'est propagé au travers des siècles, des révolutions des empires, des inondations des barbares, jusqu'à notre époque ; il résiste encore aux prodiges de la mécanique, aux découvertes de la physique, de la chimie, et à notre active et intelligente industrie.

L'histoire nous retrace la série des nations qui successivement profitèrent du monopole de ces produits ; et continuèrent à entraver l'industrie des autres États.

Après la destruction de Tyr, qui était en possession du commerce de l'Inde, Alexandrie, en Egypte, lui succéda, et le conserva sous les Ptolémées, et pendant toute l'existence de l'empire romain.

Lorsque les mahométans se furent emparés de cette ville, Venise et Gènes surent alternativement accaparer ce

trafic lucratif par des arrangements pris avec les souverains de l'Asie et de l'Égypte ; ils en répandirent les marchandises chez les nations de leurs alentours, et ensuite, par l'intermédiaire de la ligne anséatique et de la Flandre, chez tous les peuples du Nord.

Le goût des produits de l'Inde se propagea au point que le peuple qui en faisait le commerce s'élevait à la plus grande splendeur ; et il advint en Occident ce qui déjà était arrivé en Orient, que toutes les puissances en convoitèrent le monopole.

Quand les Portugais, à l'envi de toute l'Europe, eurent découvert le passage du cap de Bonne-Espérance, pour aller dans l'Inde, ils conquièrent le commerce de toutes ces contrées, en écartèrent tous leurs concurrents ; mais bientôt trompés par la prospérité, ils n'agirent pas de manière à la conserver longtemps. Par une conduite plus sage, les Hollandais les remplacèrent. Successivement les Anglais, les Français, et d'autres nations prirent part au commerce ; et, de nos jours, les Anglais ont conquis une grande partie de ce vaste pays et y règnent en souverains.

Toutes ces nations européennes ont porté le goût des produits de la haute Asie sur presque tous les points du globe, de telle sorte que depuis près de trois mille ans, le monde successivement civilisé, est devenu tributaire de l'Inde aux dépens des industries et de l'indépendance de toutes les nations.

Voilà le résultat de l'anarchie commerciale dans l'antiquité ! Elle a fait prendre aux peuples de cette époque des goûts contraires à leurs intérêts industriels et nationaux ; l'habitude les a conservés, et nous les a transmis. C'est ainsi que nous souffrons encore aujourd'hui des effets de la liberté du commerce sur des peuples qui nous ont précédés d'un si grand nombre de siècles.

Bien certainement l'intérêt général de toutes les générations qui se sont succédé depuis les anciens jusqu'à nous, a été sacrifié à l'avantage de quelques-unes ; et ce n'est pas là le but que doit se proposer l'économie politique.

Ainsi, peuples de l'Europe, suivez les conseils des nouveaux économistes ; abaissez vos barrières, annulez vos lois prohibitives et protectrices de toutes vos industries ; vous vous trouverez dans la situation des nations anciennes. La même

cause produira le même effet. L'Etat qui aura la supériorité en industrie, qui sera dans des circonstances plus favorables, primera tous les autres, s'enrichira de leur décadence, et les peuples agricoles ne pourront s'élever à l'industrie manufacturière, ni atteindre à toute la prospérité qu'ils peuvent obtenir sous le régime protecteur.

CHAPITRE II.

LA SITUATION ACTUELLE DES NATIONS PROUVE QUE LA LIBERTÉ
DU COMMERCE EST CONTRAIRE A LEUR PROSPÉRITÉ.

Nous avons vu comment la liberté du commerce a été préjudiciable à l'industrie de la plupart des peuples de l'antiquité, comment nous en ressentons encore les funestes effets par l'habitude qu'ils nous ont transmise des productions de l'Inde; examinons maintenant le tort que ce système a fait aux nations qui l'ont conservé, et le bien-être de celles qui ont admis le régime protecteur.

Nous avons d'abord à nous occuper des colonies espagnoles, depuis leur émancipation, des pays soumis à la domination turque, et de la Chine, que J.-B. Say ose présenter à l'appui de son système, comme ayant, avec avantage, conservé la liberté du commerce.

On a peine à concevoir comment il a pu penser à offrir à l'esprit du lecteur de pareils exemples, à présenter des faits qui militent contre son système, qui réveillent, d'une part, la pensée de la décadence et de la misère; de l'autre, celle de la pauvreté impuissante dans un pénible début; et enfin celle d'un peuple qui, bien loin d'admettre l'anarchie commerciale, s'enferme dans ses frontières et repousse les relations avec les étrangers. Ces souvenirs ne sont pas propres à séduire les peuples de l'Europe et à les déterminer à prendre ces Etats pour modèles.

L'amélioration qui s'est opérée dans la situation des colonies espagnoles n'est pas due, on le sait, à la liberté du commerce, c'est-à-dire à l'absence du régime protecteur; mais à leur liberté politique, à l'anéantissement du monopole, auquel leur métropole les avait assujetties en sa faveur.

Autrefois elles ne pouvaient vendre leurs produits qu'à l'Espagne ; aujourd'hui, elles sont libres d'en faire le commerce avec toutes les nations. Par suite de ce changement, elles ont plus d'acheteurs, elles peuvent vendre plus cher, et acheter à plus bas prix. Voilà l'avantage qu'elles ont acquis par leur émancipation.

Quant à leur prospérité exemplaire, il est ridicule de la signaler comme digne d'envie. Ces nouveaux États sont parvenus à l'industrie agricole ; mais leurs industries manufacturière et commerciale sont encore dans l'enfance ; et aussi longtemps que toutes les branches de la production n'y sont pas établies, n'y ont pas pris une grande extension, ces populations n'ont pas atteint tout leur développement, et ne peuvent être considérées comme des exemples de prospérité créés par la liberté du commerce, et dans l'absence du régime protecteur.

Ont-elles fondé, sous le régime de la libre concurrence, de grandes manufactures, un grand commerce maritime avec leurs propres vaisseaux ? Par ces nouveaux moyens, ont-elles doublé leurs richesses et leurs populations ? Rien de tout cela n'existe. Elles sont encore bien loin d'une haute civilisation, et ne pourront y parvenir sous l'influence de la concurrence étrangère et du taux élevé de leur main-d'œuvre. Ces circonstances empêcheront les manufactures de s'y établir, malgré les avantages de leurs positions, et leur éloignement des fabriques de l'Europe.

L'état des colonies espagnoles émancipées ne prouve donc pas en faveur du système de la liberté du commerce. Leur exemple présenté par J.-B. Say n'est qu'un moyen insidieux pour décevoir le lecteur, pour lui faire prendre l'absence d'un monopole onéreux, pour l'absence du régime protecteur. C'est un subterfuge comme nous en trouverons tant par l'examen de ses arguments.

Il en est de même des pays qui sont sous la domination turque. J.-B. Say, faute de mieux et pour faire nombre avec les États dont il vient d'être fait mention, hasarde de citer la Turquie, qui aussi, par ignorance, laisse faire et laisse passer suivant les principes des nouveaux économistes. C'est un fort piteux exemple à notre avis, qui, par la misère de ces pays, prouve contre la liberté du commerce et non en faveur de ce système.

Que sont devenues, sous ce régime, cette Grèce, cette Asie mineure, jadis si belles, si fertiles, si riches, si populeuses ? Autrefois elles nous ont fourni leurs produits manufacturés avec ceux de l'Inde, bien longtemps après la conquête des Turcs, et jusqu'au moment où l'industrie s'est développée en Europe. Aujourd'hui leurs manufactures ont presque toutes disparu, et ces malheureuses contrées sont réduites à leurs productions agricoles. On sait la part qu'a prise aux ruines qui les couvrent le despotisme barbare des Ottomans ; mais la liberté du commerce a fait le reste.

Les environs de Constantinople, Madras, Salonique et beaucoup d'autres villes et villages, sont encore là pour attester que les fabriques peuvent exister dans cet empire, quand une autre cause que les avanées des administrateurs ne s'y oppose pas, et que des circonstances particulières les mettent à l'abri de l'influence du commerce extérieur.

Nous voyons dans une publication récente que les manufactures de mousselines, de guingans et de mouchoirs, existant en Turquie, souffrent de la concurrence anglaise, à tel point que, de six cents métiers à mousseline qui étaient en activité à Scutari en 1812, il n'en restait plus que quarante en 1831 ; et que de deux mille métiers établis à Tournovo, à la première de ces époques, il n'en restait plus que deux cents à la dernière.

L'ancienne industrie de l'Orient a été ruinée et presque entièrement détruite par la concurrence étrangère ; et la même cause a empêché la naissance ou l'introduction des nouvelles branches de fabrication qui ont été créées en Europe. Il en a été ainsi, et il ne pouvait pas en être autrement sous le régime de l'anarchie commerciale. Un peuple ne peut pas échapper à l'influence de son climat, de ses mœurs, de ses préjugés religieux, et des torts de son administration politique ; et ces circonstances, en Turquie, amollissent ses habitants, découragent leurs efforts, arrêtent leurs entreprises, et leur rendent le travail continu trop pénible.

Dans ces dispositions, comment pourraient-ils lutter contre l'activité inquiète et l'intelligence des nations industrielles de l'Europe ? et parce qu'ils ne le peuvent pas, convient-il à leur intérêt de laisser détruire leur industrie et diminuer leurs richesses et leur population par la concurrence étrangère ?

Les lois prohibitives seules pouvaient les conserver, et même rendre possible des entreprises nouvelles ; mais l'ignorance, la stupide insouciance, le sot orgueil des Turcs, les ont empêchés de profiter des progrès que les peuples modernes ont faits en économie politique ; et, grâce à leur anarchie commerciale dont nous profitons, la Turquie est misérable, sous le plus beau climat, avec les terres les plus fertiles, les productions les plus variées, et un immense territoire.

Dans la pénurie des preuves où il se trouve pour appuyer son système, J.-B. Say a été donc bien mal avisé de donner la Turquie pour exemple ; mais il a fait plus encore, il a placé la Chine au nombre des Etats qui conservent la liberté du commerce.

Il est vrai que cet empire n'a pas explicitement prohibé les produits étrangers. Jusqu'à présent il n'en avait pas senti la nécessité, ce n'est que depuis peu qu'il défend l'importation de l'opium. Repoussant toute relation libre avec les autres nations, interdisant son territoire à tous les hommes, la Chine n'a pas à craindre la concurrence de l'étranger pour ses produits. Voilà bien assez de prohibitions, ce me semble, car sans relation entre les hommes, il n'y a point de commerce possible.

Cependant, par dérogation à ses lois, elle permet aux négociants européens de descendre sur un petit point de son sol, dans lequel elle les enferme, pour lui procurer l'avantage, par l'intermédiaire d'une société chinoise privilégiée, de leur acheter son superflu en nankin, en thé, etc., contre quelque peu de denrées dont elle a besoin et surtout contre des métaux précieux ; car la Chine aussi préfère l'or et l'argent aux marchandises. Au reste il ne se trouve sur le globe, parmi les nations civilisées, que quelques illuminés qui ne soient pas de cet avis.

Si J.-B. Say, pour trouver un grand exemple, une grande opulence industrielle à signaler en faveur de son système, a cru voir en Chine la liberté du commerce, il a dû se faire une étrange illusion !

A bien meilleur droit, le système protecteur pourrait présenter cet empire, comme une preuve de l'efficacité des prohibitions, s'il avait besoin de cet exemple ; mais il en trouve assez en Europe, et de plus concluants, particulièrement la France et l'Angleterre.

« L'Angleterre ne doit pas sa prospérité à son système d'économie politique, dit J.-B. Say, vol. II, p. 368 de son *Cours complet d'économie politique* ; elle la doit à d'autres causes, etc., etc. »

En présence de cette grande opulence de l'Angleterre, de cette grande preuve de l'efficacité du régime protecteur, il ne restait d'autre ressource à cet auteur pour défendre son système que de nier l'évidence, et il l'a fait.

Les causes qu'il assigne aux succès des Anglais (et il ne les voit pas toutes) ont sans doute contribué à la prodigieuse extension que l'industrie a prise, mais ces différentes causes seraient restées sans effet, si l'industrie ne s'était pas établie en Angleterre.

J.-B. Say ne nous révèle pas par quel prodige inouï la fabrication anglaise, à l'époque de son commencement, aurait échappé, sans le régime protecteur, à la concurrence des industries de la Flandre et de la Hollande, qui étaient plus anciennes et dans toute leur splendeur, qui n'avaient à supporter que des frais de transport bien faibles, par la voie de mer, et qui avaient en leur faveur leur réputation, les habitudes et les préventions des consommateurs dans leurs relations avec l'Angleterre.

Ceux qui ont une connaissance approfondie des faits industriels savent ce qu'il en est à cet égard : ils n'ignorent pas l'impossibilité qu'il y a d'établir une fabrication nouvelle en concurrence de fabrications plus perfectionnées des nations voisines.

Aujourd'hui encore, malgré les machines de toute espèce qui favorisent tant les entreprises de ce genre ; malgré les prohibitions et les droits élevés, quelles difficultés n'éprouve-t-on pas pour fonder des manufactures dans un pays où il n'y en a pas ; où tout est à créer ; où l'on a des ouvriers à former. à résister à leurs exigences, à apaiser leurs mutineries, à supporter les pertes que leur incapacité ou leur négligence occasionnent ; où il faut acheter au dehors, les machines, les outils, les ustensiles de toute espèce, les matières premières, etc. Nous en avons plusieurs exemples de nos jours qu'il importe de faire remarquer.

Voyez les efforts, les dépenses énormes que font depuis quelques années, la Russie et le royaume de Naples, pour

organiser des manufactures, à l'abri de douanes protectrices !

Aussi longtemps qu'une génération d'ouvriers et de fabricants ne se sont pas élevés dans ces fabriques, et que, par là, ils se soient privés de tout autre moyen d'existence ; aussi longtemps que ces fabriques ne se sont pas multipliées de manière à établir entre elles une concurrence salubre au perfectionnement et aux bas prix de leurs produits, ces industries ne sont pas viables non-seulement sous la libre concurrence, mais encore sous une faible protection.

Veut-on en avoir la preuve ? que l'on compare leurs marchandises à celles des nations plus avancées, on verra l'immense différence dans les prix et les qualités. Nous en aurons bientôt la certitude par les faits, si la Russie et Naples supprimaient leurs douanes ; les produits anglais et les produits belges s'y précipiteraient et ces nouvelles manufactures seraient anéanties.

S'il est si difficile aujourd'hui de créer de nouvelles industries analogues à celles des peuples voisins, avec tous les avantages que présentent les machines et le régime exclusif, il est indubitable que l'industrie anglaise, privée de ces ressources à sa naissance, n'aurait pu se maintenir ni résister à la concurrence de la Flandre et de la Hollande.

Sans les prohibitions, l'Angleterre aurait pu faire le commerce de ses houilles, de ses métaux bruts et ouvrés, de ses laines ; mais elle aurait été dans l'impossibilité d'élever des fabriques de tissus comme les nations voisines. elle n'aurait pas eu l'occasion d'inventer ces admirables machines qui lui ont fait vaincre, avec les matières premières qu'elle retire de l'Inde, l'industrie de ce même pays où la main-d'œuvre est à si bas prix, et dont les peuples civilisés sont tributaires depuis des milliers d'années.

Il reste donc prouvé que l'Angleterre doit sa prospérité à son régime protecteur, et si cet État désire aujourd'hui voir admettre généralement la liberté du commerce, ce n'est certainement pas parce qu'il la juge favorable à toutes les nations : nous reviendrons plus loin sur ce sujet.

Tout ce que nous venons de faire observer sur la nécessité du régime protecteur pour le développement de l'industrie anglaise à son début, peut, en majeure partie, s'appli-

quer à celle de la France. Ce n'est qu'en repoussant, par des douanes protectrices, les produits de l'Italie, de la Flandre, de la Hollande, que Colbert a réussi à élever les manufactures qui manquaient à son pays, et à perfectionner les faibles industries qui y existaient. Sans ces moyens répulsifs, les fabriques françaises ne seraient pas sorties de l'état de barbarie, la France eût continué à recevoir de l'étranger les beaux produits, les objets de luxe, tout ce qu'elle ne savait pas confectionner. Son industrie ne se serait pas agrandie ; par conséquent, ses moyens d'existence n'auraient pas été augmentés, ni ses richesses, ni sa population, ni sa puissance.

La France serait restée une nation agricole : elle aurait vendu ses vins, ses huiles et ses grains, si les autres peuples en avaient voulu, si elle avait pu donner le dernier article à aussi bas prix que la Pologne, et elle n'aurait pas été plus peuplée que sous le règne de Louis XIII, si toutefois elle avait pu se conserver dans cet état ; parce que son industrie générale ne lui aurait pas donné des moyens d'existence, pour une plus forte population.

Depuis qu'elle a admis le régime protecteur, son industrie manufacturière s'est déployée, et son agriculture s'est étendue en proportion de l'augmentation de ses besoins. Par là, elle a trouvé la possibilité d'entretenir plus de trente-deux millions d'hommes ; et elle est parvenue à la prospérité où nous la voyons aujourd'hui. C'est encore une preuve éclatante des bienfaits du régime protecteur.

La confédération helvétique n'a pas suivi la même direction que la France ; elle a conservé l'anarchie commerciale ; et là, comme ailleurs, ses effets ont été les mêmes : affaiblissement de l'industrie nationale, et obstacle à l'établissement de nouvelles manufactures, malgré les circonstances favorables qui auraient dû la mettre à l'abri de la concurrence du dehors.

La Suisse, que J.-B. Say s'est gardé de rappeler, présente tous les éléments de succès à l'industrie manufacturière. En effet, on y trouve beaucoup de pâturages qui n'exigent pas tous les soins des cultivateurs, et peu de terres labourables. Dans bien des localités, la culture n'est, en quelque sorte, qu'un accessoire, et la fabrication une nécessité, un moyen d'existence indispensable. Tous les éléments nécessaires aux fabri-

ques y abondent : une grande quantité de forêts, la houille, différents métaux, le lin, le chanvre, les eaux les plus pures, des moteurs plus économiques que les machines à vapeur, de nombreuses chutes d'eau, une population active, laborieuse, intelligente, comme tous les habitants des montagnes, une main-d'œuvre à si bas prix qu'elle devrait lui assurer une sorte de monopole pour les objets ouvrés, par la préférence qu'obtiennent toujours les produits à bon marché.

Comment, avec tant et de si éminents avantages, la Suisse n'est-elle pas la nation la plus manufacturière de l'Europe ? Parce que les intérêts de sa liberté politique, la difficulté d'obtenir l'assentiment de tous les cantons, l'empêchent peut-être d'établir des douanes protectrices ; et sans ce moyen, elle ne peut créer des manufactures de toute espèce ; la concurrence étrangère y ferait périr de nouvelles industries dès leur naissance.

La Suisse n'a su faire, jusqu'à présent, que des tissus communs, des étoffes unies qui n'exigent guère que la filature et la tisseranderie. Au préjudice de sa population et de sa prospérité, elle est obligée de recevoir de l'étranger, l'horlogerie exceptée, toutes les productions qui réclament une fabrication soignée, difficile, compliquée : les draps, la coutellerie, les armes, la quincaillerie, etc., les objets de luxe en général. Sans doute, ce peuple si sage, si estimable, n'a pas besoin de notre mollesse, de notre délicatesse pour être heureux ; au contraire, sa frugalité, sa vie patriarcale, dans un des pays les plus pittoresques de la terre, en seraient profondément altérées ; mais ce n'est pas là le genre de bien-être que convoitent les autres nations : il leur faut les richesses et la puissance politique. C'est le but de l'économie sociale, c'est l'objet que promettent les partisans de la liberté du commerce qui ne peut le donner. La Suisse en est une nouvelle preuve ; car c'est un des pays les plus pauvres de l'Europe ; elle est bien loin de réaliser l'utopie de la secte, dont elle dément la doctrine.

Nous venons de voir l'influence de l'anarchie industrielle sur un peuple peu riche en terres cultivables, et généralement peu favorisé de la fortune ; jetons les yeux sur la nation de l'Europe qui, sous tous les rapports, possède incontestablement le plus d'éléments de bonheur et de richesses, nous y verrons la même cause produire les mêmes effets.

L'Espagne jouit de tous les biens naturels qu'un peuple puisse désirer : douceur et variété de climat, étendue et fertilité du sol, richesses minérales, productions de toute espèce propres à l'Europe tempérée, aux pays chauds, et même en partie à la zone torride ; position admirable entre deux mers ; vaste littoral favorable à la navigation ; rien ne manque à sa prospérité qu'une administration capable de la diriger dans ses intérêts, et de cicatriser les trois grandes plaies qui l'ont rongée jusqu'à ces derniers temps : les aristocraties nobiliaire et cléricale, et la liberté du commerce.

En sus de ces richesses naturelles, ce pays a été favorisé par des circonstances extraordinaires telles, qu'on en voit peu d'exemples dans l'histoire des nations : la découverte de l'Amérique et l'établissement des colonies espagnoles dans ces vastes contrées, l'exploitation des métaux précieux ; de riches possessions en Asie ; toutes ces immenses faveurs de la fortune ont été perdues par l'ignorance de son gouvernement en économie politique.

Au lieu de protéger, d'augmenter, de perfectionner ses manufactures ; au lieu de leur conserver ses vastes débouchés intérieurs et coloniaux, l'Espagne, pour de faibles droits d'entrée, admit les produits étrangers, et prouva à l'Europe, que, dans l'état actuel des choses, avec toutes les richesses du nouveau monde, un peuple est bientôt ruiné s'il n'établit le régime protecteur.

Son règlement de 1720 n'était qu'une opération fiscale mal-entendue, qui n'avait été dictée par aucune vue d'économie politique. Les dispositions en étaient contraires à l'exportation aux colonies des produits espagnols, et favorables aux manufactures étrangères ainsi qu'au commerce interlope. L'industrie nationale, arrêtée par la concurrence de l'Italie, de la Flandre, de la Hollande, dans les premiers temps, et ensuite par celles de l'Angleterre et de la France, n'a pu se développer, s'étendre suivant les besoins de sa position. Elle est restée en arrière, elle a été paralysée, tandis que les autres Etats, par l'intermédiaire de Cadix, faisaient le commerce de ses possessions coloniales, lui enlevaient ses matières premières, les métaux précieux qu'elles produisaient.

Quand survint son règlement de 1778, qui établit des droits plus forts à l'entrée des produits étrangers, il était trop tard,

le mal était fait ; l'industrie espagnole était presque anéantie. Cependant ce remède tardif profita aux fabriques de la Catalogne ; mais les guerres et les révolutions ne tardèrent pas à tout bouleverser, à détacher les colonies de la métropole ; et, depuis cette époque, l'Espagne n'a pas encore eu ni le temps ni les moyens d'améliorer sa situation.

On a souvent dit et répété que l'or et l'argent de l'Amérique avaient causé la ruine de l'Espagne. Cette idée est si absurde qu'il suffit d'éveiller l'attention à cet égard, pour la dissiper : les richesses ne peuvent appauvrir ; c'est en les dépensant, en achetant des marchandises du dehors, en abandonnant ses industries, qu'une nation se ruine.

Si l'Espagne avait eu un ministre qui n'eût été ni noble, ni prêtre, qui fût né dans l'industrie comme Colbert ; il est bien probable qu'elle serait encore la première nation de l'Europe.

Ce pays n'est pas le seul dont la situation prouve les funestes effets de la liberté du commerce, sur un peuple qui jouit de tous les avantages du climat, de la fertilité du sol, et de toutes les richesses naturelles. Le Portugal est dans un état parfaitement analogue à celui de l'Espagne sous ce rapport : productions précieuses du territoire, richesses minérales, grandes colonies, belle position géographique. L'anarchie commerciale a permis à l'étranger de ruiner ses industries manufacturière et agricole, et de lui enlever tous les biens que la nature lui avait départis, ou que sa valeur lui avait conquis.

En présence de ces faits, tous les sophismes de la secte s'évanouissent, et l'on reste étonné de son aveuglement et de tant d'obstination.

Voilà bien assez de faits qui attestent les désavantages de l'anarchie commerciale et l'excellence du régime protecteur. On ne peut cependant se dispenser de produire encore un exemple qui n'est pas moins concluant que ceux qui viennent d'être rapportés.

Quand on jette les yeux à travers les siècles sur les nations de l'antiquité, et successivement sur celles qui ont existé et qui existent encore dans l'Europe moderne, on remarque quelques Etats dont l'opulence commerciale est due à des

causes identiques ou fort analogues. L'infertilité du sol primitif de chacune d'elles les porta d'abord à la pêche, ensuite au commerce maritime, enfin à l'industrie manufacturière ; et, pour surcroît d'analogie dans leur position, une circonstance plus ou moins commune à chacune, contribua à leur succès : toutes jouirent de l'espèce de monopole que donne l'absence presque totale de la concurrence étrangère. Tel fut le sort de Tyr, de Venise, de Gènes et de la Hollande.

Tyr fut détruite par la guerre ; la prospérité des deux états d'Italie se dissipa devant la concurrence que leur présentait le Portugal, après la découverte du passage dans l'Inde par le cap de Bonne-Espérance, et la splendeur de la Hollande fut affaiblie ensuite de la grande révolution qui s'opéra dans les temps modernes en économie politique par l'admission du régime protecteur chez les principaux peuples de l'Europe. Alors le monopole que donne la priorité en industrie fut annulé au préjudice de quelques nations et en faveur de la majorité des peuples ; et les Hollandais furent victimes de ce grand événement.

Si le système de la liberté du commerce était vrai, la Hollande devrait être encore la nation la plus prospère : elle n'a pas admis les prohibitions ; ses lois de douanes sont si modérées, elles s'écartent si peu d'une entière et libre concurrence, que J.-B. Say ne pourrait les désapprouver, car elles s'accordent pleinement avec les principes qu'il a proclamés.

Cependant, malgré sa persévérance, ses efforts multipliés, son entier dévouement à ses intérêts matériels, son économie et sa science commerciale, la Hollande est en décadence. Les Etats prohibitifs, par la répulsion des produits étrangers, et leur concurrence, l'ont arrêtée dans ses progrès, et successivement ont avancé la ruine de son industrie. Elle ne conserve un reste d'opulence que par l'importance de ses capitaux, son commerce d'argent, sa pêche, et une navigation extrêmement diminuée.

Pour conserver les ressources qui lui restaient, et dont elle avait tiré dans le temps de si grands avantages, elle croit devoir leur sacrifier ses manufactures et maintenir l'anarchie commerciale. Par ces dispositions, la situation qu'elle s'est donnée est précaire, incertaine ; elle dépend des intérêts de l'étranger, elle est trop exposée aux vicissitudes du

dehors, et n'est susceptible ni d'indépendance commerciale, ni de durée.

Au reste, sous le rapport des principes de l'économie politique, la Hollande est aujourd'hui dans une position exceptionnelle : l'exiguité et la nature de son territoire, ses antécédents, son état actuel, l'anéantissement presque total de ses fabriques, l'impossibilité de les ranimer sans diminuer des moyens peut-être plus importants pour elle, la cherté de sa main-d'œuvre, la forcent de continuer à marcher dans la voie qu'elle s'est tracée ; mais sa marche rétrograde, son dépérissement ne prouvent pas moins que le système de la liberté du commerce est contraire à l'existence des manufactures ; que le commerce maritime, qui n'est pas assis sur l'exportation des produits du sol et de la fabrication nationale, est précaire et ne peut fonder une prospérité durable, dans l'état économique actuel de l'Europe, où chaque nation est défendue par le régime protecteur.

L'exemple de la Hollande présente aux économistes un grand enseignement : Tyr ne peut plus être renouvelée, l'économie politique conçue et appliquée par les modernes s'y oppose.

La Hollande à plusieurs reprises aurait pu suivre la direction qu'a prise l'Angleterre : elle ne l'a pas fait alors ; désormais il n'est plus temps, il est trop tard. Elle l'aurait pu, elle l'aurait dû, d'abord, au moment où son industrie s'est accrue de l'industrie de la Flandre ; ensuite, après la révocation de l'édit de Nantes qui lui donna tant de fabricants français, et surtout à l'époque de sa réunion à la Belgique. Dans cette dernière circonstance, son gouvernement ne sut pas apprécier la hauteur où le congrès de Vienne l'avait élevé : il ne vit pas que le royaume des Pays-Bas n'était pas la Hollande seule ; mais un État agricole, manufacturier et commerçant, qui exigeait un régime économique nouveau et approprié à tous ses besoins ; qui devait être régi dans l'intérêt général, et non d'après la routine surannée d'une de ses parties. Par cette faute la Hollande a perdu la possibilité de se rajeunir, de changer de direction, et de suivre la voie qui, désormais, peut conduire à la prospérité.

Avant de terminer ce chapitre, qu'il me soit permis de présenter quelques considérations sur une entreprise qui fixe

aujourd'hui l'attention des économistes, et qui se rattache au sujet que nous traitons.

On fait grand bruit, depuis quelque temps, de l'association des douanes que la Prusse a formée avec quelques Etats d'Allemagne : on a voulu y voir un heureux essai du système de la liberté du commerce, un premier pas vers son application universelle.

Il n'est pas probable que le gouvernement prussien, ordinairement si éclairé, si prudent, si circonspect, ait été déterminé par de pareilles erreurs ; qu'il se soit décidé à cette alliance pour économiser des frais de douanes. Il a pu faire valoir ces considérations pour parvenir à son but ; mais on n'a pas pénétré, ce me semble, les véritables motifs qui ont dû le diriger.

La Prusse est manufacturière : elle a ses fabriques de draps à Aix-la-Chapelle, Duren, Lennep, etc. ; de soieries à Berlin, Creyfeld, etc. ; de toiles en Silésie, à Bielfeld ; de coton à Elberfeld ; d'armes et de quincaillerie à Solingen ; d'aiguilles à Borcette, Aix-la-Chapelle ; de cuirs à Malmedy ; enfin elle possède toutes les branches d'industrie portées à un haut degré de perfection et d'économie, elle peut se suffire à elle-même.

En s'associant à des Etats agricoles, elle a étendu et assuré les débouchés de ses manufactures ; elle a accru leur bien-être, leur activité, leur sûreté. Cette opération est toute dans son intérêt, et au préjudice de la plupart des nations qui ont contracté avec elle ; car celles-ci ont perdu la possibilité d'établir des fabriques analogues à celles de la Prusse, et elles se sont privées des produits meilleurs ou à plus bas prix que d'autres nations pouvaient leur offrir.

Voilà pour la Prusse des avantages plus que suffisants pour l'avoir engagée à provoquer cette union de douanes ; et elle doit s'applaudir d'y avoir si bien réussi.

Ce n'est pas encore là, pensons-nous, le seul motif qui l'ait déterminée. Si elle a admis dans son association de douanes la Saxe, dont l'industrie active et intelligente peut nuire à ses fabriques, c'est vraisemblablement dans un but plus important pour sa politique, que l'intérêt de ses manufactures.

Le cabinet de Berlin n'ignore pas probablement qu'il n'est point de lien plus solide, entre différentes populations, que

celui de l'intérêt industriel. Par là, les uns s'attachent aux autres, le producteur au consommateur qui lui porte bénéfice, et le consommateur au producteur qui lui fournit des marchandises plus à sa convenance et à ses habitudes que celles qu'il achèterait ailleurs.

On se souvient encore des regrets qu'éprouvèrent les consommateurs français d'être privés des produits de la Belgique quand ce pays fut séparé de la France, en 1814; et des souffrances que ressentirent les fabriques belges pour avoir perdu les consommateurs français qui avaient tant contribué à leur fortune.

Le gouvernement prussien sait sans doute qu'un peuple manufacturier trouve rarement dans son pays assez de matières premières pour sa consommation, qu'alors il est obligé de les acheter chez les peuples cultivateurs; que ceux-ci règlent leur production en conséquence de leurs débouchés; que l'habitude consacre ces relations et met les vendeurs dans une sorte de dépendance fondée sur l'intérêt.

Telle est l'importance des débouchés pour les industriels : c'est le fondement de leur moyen d'existence. Ils ne produisent que pour vendre, et si la vente vient à cesser, la production doit s'arrêter, et alors plus d'échange, plus de commerce, plus de bénéfice, plus de prospérité.

Il semble à quelques économistes que si un débouché manque, on en trouve un autre. Rien n'est plus incertain, ni souvent plus difficile à réaliser. A-t-on la certitude de trouver une nation qui veuille recevoir les produits d'une autre? Celles de cette catégorie diminuent tous les jours : chacune vise à ses intérêts, s'entoure de douanes pour protéger ses propres industries.

Aujourd'hui la Prusse, l'Autriche, la Russie sont devenues manufacturières, et Naples tend à le devenir. Les industriels ont donc le plus grand intérêt à conserver leurs débouchés : et voilà les motifs qui les attachent à la nation chez laquelle ils les trouvent; voilà l'intérêt qui leur fait admettre les sentiments, les opinions politiques qui leur en assurent ou leur en permettent la conservation.

La Prusse ayant établi son association de douanes avec divers Etats allemands, que doit-il s'ensuivre d'après les données précédentes?

Tout va se régler en conséquence, tout se mettra en harmonie dans cette situation. Les producteurs créeront une certaine quantité, une certaine qualité de produits suivant le goût et les besoins des consommateurs. Au bout de quelques années cet état de choses sera fixé, le temps le consolidera par l'habitude, de génération en génération, et alors toutes ces populations diverses seront liées entre elles par les intérêts industriels, de la manière qui vient d'être développée.

Dans cette situation, quelle sera l'influence politique de la Prusse ; la plus puissante d'entre elles, celle qui les dirige toutes ? Que deviendra la domination impériale ? La force des choses, l'intérêt industriel qui inspire les sentiments et les opinions aux masses, rendront le roi de Prusse plus maître en Allemagne que l'empereur d'Autriche ; la première guerre qui éclatera entre ces deux puissances réalisera cette prévision.

Si tel n'est pas le but du cabinet de Berlin, il n'importe, il y marche sans le savoir peut-être, et il y arrivera s'il suit toujours la même voie. Les causes existant, les effets doivent s'ensuivre dans l'état ordinaire des choses.

On le voit, il n'y a rien dans cette association de douanes qui révèle l'intention de faire un essai de la liberté du commerce : c'est bien plutôt un privilège, un monopole accordé à la Prusse par les États qui ont contracté avec elle ; c'est une vue politique très-judicieusement conçue, très-adroitement réalisée sous des apparences décevantes.

Dans les deux chapitres précédents, nous avons examiné les faits, l'état économique de la plupart des nations industrielles ; nous avons remarqué que, sous l'anarchie commerciale, le peuple qui a le bonheur, par une conjoncture quelconque, de parvenir le premier à l'industrie et à la civilisation, jouit d'une prospérité durable au préjudice des autres nations qu'il rend tributaires de son industrie.

L'Inde nous en offre l'exemple le plus étonnant, depuis des milliers d'années : les nations qui ont pu s'emparer du commerce de cette vaste contrée ont eu part à cette prospérité en se rendant les intermédiaires de l'Inde avec les autres pays, et en étendant successivement ce commerce dans toutes les parties du monde ; mais c'est l'Inde qui a été en majeure partie la source de leur opulence.

La priorité en industrie est donc un avantage immense

sous l'anarchie commerciale : la nation qui en est favorisée est sans concurrence ; elle a le temps de développer, de perfectionner sa fabrication. A mesure que les autres peuples arrivent, par leur culture, à l'état d'aisance, ils se hâtent de se procurer les objets de luxe et de sensualité que produit la première ; et les difficultés que présente l'établissement d'une nouvelle industrie, la facilité de se procurer les produits étrangers, les empêchent de les produire eux-mêmes. Ils sont ainsi bien des siècles avant d'en concevoir la pensée, et après ils sont encore bien des siècles avant d'oser en faire l'entreprise.

Ce ne fut que bien tard dans la durée du genre humain que les Italiens, qui remarquèrent le tort que l'industrie étrangère fait à l'industrie nationale, conçurent et pratiquèrent le régime protecteur. Ce ne fut que sous Louis XIII et ensuite sous Cromwell que l'on en fit l'application à la France et à l'Angleterre pour repousser la concurrence des Hollandais.

Depuis cette époque, il y a deux situations dans le commerce des nations : la liberté naturelle, et les restrictions artificielles, c'est-à-dire les lois établies pour protéger l'industrie nationale, pour éviter les inconvénients de l'anarchie commerciale, et rendre à chaque nation l'indépendance que lui ravissaient la consommation et l'habitude des produits étrangers.

Nous avons considéré l'état des nations dans ces deux positions, pour en reconnaître l'influence heureuse ou funeste, et nous avons constaté que la plupart des peuples qui vivent dans l'anarchie commerciale restent pauvres et languissants, et, s'ils sont riches, qu'ils tombent en décadence ; tandis que ceux qui ont admis le régime protecteur ont atteint à une haute prospérité.

De ces faits nombreux et réitérés, nous avons conclu que l'établissement du régime protecteur est un grand bienfait pour les nations ; qu'il tend à répandre le bien-être sur chacune d'elles ; qu'il empêche celle qui est le plus favorisée par la priorité en industrie et par des avantages naturels, de s'élever exorbitamment au préjudice des autres ; et qu'il mérite de beaucoup la préférence sur l'anarchie commerciale.

Voilà l'enseignement que nous donnent les faits : voyons maintenant la validité des arguments de ceux qui défendent l'opinion contraire.

CHAPITRE III.

EXAMEN DES ARGUMENTS DE LA SECTE DES DOCTRINAIRES.

La nouvelle doctrine tend à mettre tous les peuples en concurrence, à obtenir toute chose au plus bas prix possible, disent ses défenseurs ; elle est favorable aux consommateurs, et les consommateurs sont toutes les nations. Voilà l'argument le plus séduisant, le plus spécieux de la secte ; voyons ce qu'il vaut.

Il est à remarquer que les écrivains qui préconisent ce système, foudrent presque toujours leurs principes et leurs arguments sur un premier aperçu de l'état des choses ; aperçu superficiel et sans profondeur, qui ne leur laisse pas considérer les suites et les conséquences des phénomènes. Leurs erreurs résultent aussi de l'ignorance ou d'une connaissance incomplète des faits industriels, et se conservent ensuite dans l'égarement de l'esprit de parti.

Sans doute la liberté du commerce serait favorable aux consommateurs dans le premier moment, lorsque l'essai que l'on en ferait serait à son début ; mais cet avantage ne serait qu'éphémère, et bientôt de grands maux surgiraient de la même source. Or, ne serait-il pas contraire à la raison et au simple bon sens de sacrifier à un bien passager la prospérité et l'avenir d'un peuple ? Voilà ce que la secte n'a pas observé et ce que nous allons mettre en évidence.

Si toutes les nations se composent de consommateurs, ceux-ci sont en même temps producteurs ; et sous ces deux rapports, le régime protecteur leur est avantageux directement ou indirectement.

Comme producteurs, ils y trouvent la garantie du débouché intérieur d'une manière sûre et non précaire ; ils sont à l'a-

bri de la concurrence étrangère; ils n'ont à soutenir que la concurrence salulaire qui existe entre eux pour leur émulation, leurs progrès, leur intérêt, et celui de l'Etat. Comme consommateurs, ils sont préservés des funestes effets que leur ferait médiatement la liberté du commerce; nous pouvons le démontrer.

Supprimez vos douanes, les produits étrangers afflueront sur votre territoire. On les achètera pour leur nouveauté, parce que les uns seront différents et plus chers que les produits nationaux, et que la vanité qui cherche à se distinguer sera flattée d'acquérir ce qui n'est pas commun; parce que les autres sont à plus bas prix, et que cette qualité leur méritera la préférence de la généralité.

Combien durera l'avantage des bas prix pour les consommateurs? Si l'étranger peut produire à meilleur marché, vos fabriques ne pourront soutenir la lutte et seront ruinées. L'étranger, délivré de leur concurrence, fera ce que tout négociant fait et doit faire : il profitera de la circonstance et haussera ses prix; il les élèvera probablement au-dessus du taux auquel vous obteniez les produits nationaux de la même qualité avant la suppression des douanes. Les consommateurs n'auront rien gagné à changer de système économique; mais leurs pertes ne se borneront pas là.

L'industrie manufacturière est une source abondante de travaux, de moyens d'existence pour un grand nombre d'hommes; elle produit beaucoup de richesses. Dès qu'elle sera anéantie ou diminuée, la production et les richesses diminueront.

Que deviendront les fabricants, leurs ouvriers et ceux des industries grandes et petites qui fournissaient à l'industrie principale? Les uns prendront, s'ils le peuvent, une autre profession, les autres végéteront du revenu de leurs capitaux, d'autres périront dans la misère ou porteront ailleurs une industrie que leur gouvernement n'a pas su protéger.

Un pays qui perd ses fabriques, perd une grande quantité de moyens d'existence, et la population y décline; c'est un fait reconnu par tous les économistes.

Après l'anéantissement de vos manufactures et la ruine de ceux qui en vivaient, que deviendra votre agriculture, qui fournissait ses matières premières à la consommation de

l'industrie annulée, et ses denrées à la consommation de la population que cette industrie entretenait ? Ayant perdu ses meilleurs débouchés, elle sera obligée de donner ses productions à plus bas prix pour pouvoir les vendre au loin, et elle languira.

Sous un climat chaud, il lui resterait des matières précieuses à exporter : des cotons, des soies, etc., et elle serait appauvrie comme la Grèce et l'Asie Mineure.

Sous un climat froid, elle n'aurait guère que du blé à vendre, et elle serait misérable comme la Pologne.

Quand votre industrie manufacturière sera anéantie, que votre agriculture sera languissante, que la production des richesses et vos moyens d'existence seront considérablement affaiblis, que votre population sera amoindrie par la misère et l'émigration, que vos capitaux seront dissipés par l'achat des marchandises étrangères, qui paiera les contributions que l'Etat percevait, avant la suppression des douanes, sur les classes industrielles éteintes ? Les consommateurs, devenus pauvres et malheureux, pourront-ils y suffire ? Voilà comment la liberté du commerce leur serait favorable, et leur procurerait des produits à bas prix !

Dans cette situation, quelle serait votre puissance sociale et le rang qui vous serait assigné dans la balance politique de l'Europe ? Seriez-vous plus haut placés que la Turquie, l'Espagne et le Portugal ?

Tel serait le résultat de la liberté du commerce pour toute nation qui n'a pas une industrie de beaucoup supérieure à toutes les industries de l'Europe. Celles qui jouissent du régime protecteur tomberaient en décadence, et celles qui n'en jouissent pas continueraient à languir et perdraient le seul moyen qu'elles peuvent employer pour s'élever à la prospérité.

En dernière analyse, il n'y a donc pas d'avantage pour les consommateurs à établir la liberté du commerce, afin d'obtenir pendant peu de temps les produits étrangers à bon marché, au préjudice des manufactures nationales.

L'appauvrissement général de la nation, qui en résulte, les frappe par contre-coup, quelle que soit leur position sociale, comme nous voyons trop souvent souffrir toutes les classes de la société quand l'une d'elles est en souffrance, quand les

récoltes manquent, quand les fabriques chôment, etc. C'est le résultat de la dépendance mutuelle qui s'établit nécessairement entre les membres de la même société politique, et qui fait partager du plus au moins à tous les individus les biens et les maux que l'une de ses parties éprouve, et ces biens et ces maux se transmettent d'autant mieux qu'ils ont plus de durée.

En opposition à ces considérations, la secte ne restera pas en défaut; elle a inventé des sophismes pour tous les cas; et, dans pareille occurrence, elle dira :

L'industrie d'un peuple ne souffre pas par l'admission des produits étrangers : si elle perd un genre de fabrication, un autre genre double ses produits qu'il fournit de meilleure qualité ou à plus bas prix que l'étranger. Il y aura compensation dans la production; les consommateurs obtiendront les marchandises du dehors à meilleur marché que les marchandises nationales; il y aura donc pour eux avantage à établir la liberté du commerce.

Ici la secte nous donne des suppositions gratuites pour des réalités, et ce n'est pas ce qui peut fonder notre conviction. Elle suppose que chaque nation peut fournir de certains produits à plus bas prix que les autres; elle suppose que les produits que l'une recevrait équivaldraient exactement à ceux qu'elle vendrait; elle suppose que chaque nation obtiendrait en tout temps les produits étrangers à plus bas prix que ceux que lui fournit l'industrie nationale.

Est-ce sur des suppositions qui ne sont fondées sur aucun fait, qui sont démenties par l'expérience de tous les jours, que l'on peut baser les principes qui doivent diriger les plus grands intérêts des nations? Si l'on pouvait se contenter de pareils moyens, il n'y a pas d'absurdités, si grossières qu'elles fussent, qu'on ne pût admettre. Tout serait confondu; il n'y aurait plus de science réelle; l'erreur et la vérité n'auraient plus de différence; on pourrait les démontrer l'une comme l'autre.

Quittons ces abstractions décevantes pour étudier les faits, ils nous donneront des enseignements plus certains et plus utiles.

La France supposait aussi, en signant le traité de commerce avec l'Angleterre de 1786-1787, que les Anglais

admettraient des produits en échange de leurs produits ; mais ceux-ci préférèrent les huiles d'Italie, qui étaient à meilleur marché, et les vins de Portugal, qui étaient plus de leur goût ; et la France paya avec son or les marchandises anglaises dont la concurrence ruina ses fabriques. Voilà ce qu'il arrive quand on s'appuie sur des suppositions en économie politique ! Si la France n'a pu soutenir la concurrence de l'Angleterre, quelle est la nation qui peut se flatter d'y résister ?

Si, pour admettre ou rejeter le système de la libre concurrence, vous voulez connaître le véritable état des choses, calculez les chances de succès et de perte, recherchez d'abord quel genre de produits vous pouvez espérer de fournir à l'étranger, qui puissent vous indemniser des préjudices que celui-ci fera éprouver à votre industrie ; et prenez bien garde de vous faire illusion dans ce calcul.

Si ce sont des productions de votre sol dues à votre climat, du vin, par exemple, vous n'y gagnerez rien, ou peu de chose ; car l'étranger, s'il en a besoin, vous les prendra contre écus, malgré les droits qu'il sera obligé de payer à l'entrée dans son pays, et sans vous donner en retour des produits manufacturés. D'ailleurs, vous ne pouvez pas augmenter indéfiniment cette production, toutes les expositions n'y sont pas propres.

Si ce sont des matières premières que vous voulez lui échanger, vous n'en serez pas plus avancé, mieux vaut-il ne les vendre qu'après en avoir augmenté la valeur par la fabrication, obtenir par là de plus gros bénéfices, et entretenir une plus nombreuse population.

Si ce sont des fabricats que vous voulez exporter, quel motif avez-vous pour espérer que l'étranger vous les demandera ? Avez-vous à cet égard une certitude pleine et entière, fondée sur des faits, suffisante enfin pour vous déterminer à compromettre de grands intérêts dans la vue d'obtenir un avantage peut-être éventuel ? Etes-vous plus assidu au travail ? êtes-vous dans des circonstances plus favorables ? avez-vous à plus bas prix les capitaux, les combustibles, les matières premières, la main-d'œuvre, etc., etc. Voilà des données qu'il faut savoir se procurer avec précision, quand on veut conclure un traité de commerce, et à plus forte raison quand on veut se livrer à l'anarchie commerciale.

Si vous ne jouissez pas de tous ces avantages, la libre concurrence vous sera préjudiciable, comme elle l'a été à la France, après son traité de commerce avec l'Angleterre, en 1787. Votre industrie serait étouffée, si elle était encore au berceau ; ou paralysée, si elle était plus avancée, par l'état dont l'industrie a atteint à une grande supériorité, comme l'ont été celles des nations de l'antiquité et du moyen âge par les peuples qui s'étaient emparés du monopole des marchandises de l'Inde.

Si, au contraire, vous êtes favorisé de tous les avantages qui viennent d'être énumérés, si vos industries sont supérieures à celles des autres nations, il vous importe beaucoup d'admettre et de faire admettre l'anarchie commerciale, afin que vous puissiez introduire vos produits dans les autres États ; que les autres nations deviennent vos tributaires, comme elles l'ont été de l'industrie de l'Inde, et le sont encore en partie, et concourent à votre prospérité ; mais que l'on y prenne bien garde, votre position serait exceptionnelle ; et si un économiste voulait en déduire une règle générale pour toutes les nations, il serait dans l'erreur ou de mauvaise foi, il conclurait du particulier au général, et tomberait dans l'absurde.

Allons plus loin, admettons (ce qui n'est pas probable, ni même possible) que l'hypothèse des nouveaux économistes soit réalisée ; qu'il y ait entre deux peuples une compensation exacte entre les importations et les exportations ; qu'ils échangent leurs produits pour des sommes équivalentes. Combien de temps durera l'égalité de cette balance ? Un avantage obtenu d'un côté ou de l'autre, une mode, une abondante récolte, une nouvelle invention, une foule d'événements peuvent changer les rapports, et donner à l'une ou à l'autre la prépondérance. Est-il prudent d'exposer de si grands intérêts à tant d'éventualités ?

Qu'il survienne une guerre entre ces deux nations, voyez dans quel embarras elles vont se trouver l'une et l'autre pour vendre et pour acheter ! Les souffrances des industries et des besoins vont s'ajouter aux souffrances de la guerre ; et, de là, moins de force et de puissance.

Ne vaut-il pas mille fois qu'une population puisse produire tout ce qui lui est nécessaire, se suffire à elle-

même, et se mettre ainsi dans l'heureuse indépendance où elle n'a nul besoin d'autrui ? Dans ce cas les maux de la guerre sont diminués de moitié, et de cette circonstance peut dépendre la liberté d'un peuple. Voyez la France attaquée par tous les rois de l'Europe conjurés contre elle. Elle put se suffire à elle-même, et fut victorieuse. Si elle avait manqué de denrées alimentaires, ou de vêtements, ou d'armes, ou de poudre, etc., les suites n'eussent certainement pas été les mêmes.

Entre deux nations qui commercent ensemble, disent les défenseurs de la secte, il ne peut jamais s'ensuivre qu'une chose : la nation qui fournira le moins de marchandises donnera pour le solde du numéraire, qui est aussi une marchandise, et qui n'a pas plus de valeur.

Admettons le mot marchandise, tout inusité, tout inexact qu'il soit, pour désigner le numéraire ; cette qualification insidieuse n'est employée ici que pour égarer le lecteur ; mais ne perdons pas de vue que cette prétendue marchandise est d'une toute autre nature que les produits consommables ; et voyons lequel de ces différents objets mérite la préférence de la part d'un Etat quant à l'exportation.

Considérons d'abord que le numéraire ne se consomme pas, qu'on peut l'échanger contre toute chose, qu'il trouve partout des preneurs, et que, pour ces motifs, une nation est obligée d'en faire une épargne, si elle ne l'exporte pas ; d'en former ainsi à son grand avantage un capital permanent. C'est une valeur durable, presque invariable, dont l'introduction dans l'Etat ne nuit à aucune de nos industries ; nulle aussi n'est plus propre à l'accumulation des richesses.

Quand on en a trop pour les besoins de l'industrie, on peut la louer pour un revenu, à l'intérieur ou à l'étranger. La Hollande a eu, sur la fin du xviii^e siècle, un à deux milliards placés à intérêt chez les principales nations de l'Europe, et c'est encore en grande partie par ce revenu qu'elle s'entretient et se conserve dans la position opulente où nous la voyons, malgré la décadence de son commerce.

Le numéraire est la valeur la plus propre, la plus utile à conserver, et la plus désavantageuse à exporter ; car sa rareté fait diminuer les prix des produits nationaux, et en affaiblit la production ; tandis qu'au contraire l'exportation

des marchandises est favorable à l'Etat. Elle active la production nationale et fait augmenter les richesses monétaires et la population.

Voilà la différence qui existe entre l'exportation des marchandises, et celle du numéraire que les sectaires osent assimiler à cet égard aux produits périssables, pour donner le change au public. N'ayant rien de vrai à présenter, ils sont obligés de s'abaisser aux plus pitoyables moyens de fascination ; leur tâche est difficile, puisqu'il ne s'agit de rien moins que de nous persuader le contraire de ce que nous prouve l'expérience de tous les jours, de dire aux hommes : ce que vous voyez n'existe pas, il faut croire ce que vous n'avez jamais vu. N'est-ce pas là proposer un mystère, une croyance à la crédulité bénévole ? C'est une véritable mystification ; et cependant tant de gens d'esprits y sont laissé prendre ! En cela encore le *Figaro* de Beaumarchais n'a pas tort.

D'après les considérations précédentes, il est évident que l'anarchie commerciale est préjudiciable aux consommateurs, aux producteurs de la grande majorité des nations ; qu'elle nuit à l'industrie nationale, à l'accumulation des richesses, et, par suite, à la population ; qu'elle affaiblit un Etat politique, en diminuant sa prospérité, son indépendance industrielle ; que, par là, elle amoindrit ses ressources pour la guerre et en augmente les maux ; que ce système est radicalement en contradiction avec les faits que rapporte l'histoire des nations, et particulièrement avec la France et l'Angleterre.

On peut donc en conclure que le régime protecteur qui obvie à tous ces graves inconvénients, qui rend aux nations leur indépendance commerciale, est une des conceptions les plus heureuses des temps modernes.

Le système de la secte n'étant appuyé que sur des sophismes, il importe à mon but d'en démontrer la fausseté ; et c'est ce qui me détermine à l'examen de tous ceux que renferme l'ouvrage de J.-B. Say. Nous allons nous en occuper dans les chapitres suivants.

CHAPITRE IV.

RÉFUTATION DE QUELQUES PRINCIPES ADMIS PAR LES DÉFENSEURS DE L'ANARCHIE COMMERCIALE.

L'erreur résulte presque toujours de faits controuvés ou mal observés. Elle se défend par le sophisme et la séduction ; et plus elle règne, plus elle invente des arguments spécieux pour combattre la vérité qu'en vain elle s'efforce de repousser. La secte nous présente tous ces caractères : son système n'est pas fondé sur des faits ; ses principes sont pour la plupart des suppositions ; ses raisonnements, des arguties.

Pour la dévoiler entièrement, nous ne nous bornerons pas à signaler les faits qui démentent sa doctrine ; nous croyons, au contraire, devoir examiner son argumentation, et en démontrer la fausseté ; car ce système ne trouve de croyance que parce que souvent on ne peut en réfuter les sophismes.

Dans cet examen, nous ne nous proposons pas cependant de nous occuper de tous les écrivains qui se sont chargés de répandre le nouveau système, il suffira, ce nous semble, de nous attacher au plus éminent, au plus profond, au plus subtil, à J.-B. Say, dans son *Cours complet d'économie politique*.

Son ouvrage est certainement bien remarquable sous plusieurs rapports ; c'est un chef-d'œuvre de ruse et de subtilité. On ne peut s'empêcher d'admirer l'adresse avec laquelle l'auteur obscurcit, dénature les plus saines notions de la science économique ; comment il mêle le vrai au faux ; comment il sait présenter les objets de manière à ne laisser apercevoir que les côtés qui lui sont favorables. On admire l'art, la difficulté vaincue, en désapprouvant ses principes ; et il faut une grande connaissance des choses industrielles, une grande con-

tention d'esprit, pour ne pas être séduit par son habileté sophistique.

Pour combattre plus facilement le régime protecteur, les sectaires ont attribué aux écrivains qui l'ont exposé, des torts qu'ils n'avaient pas ; ils ont feint de ne pas les comprendre, ils ont subtilisé sur toute chose ; ils ont cherché à jeter la confusion dans toutes les notions reçues par l'expérience, à tout embrouiller, *à tout mettre à l'envers*. A leurs yeux, ce n'est pas l'argent qui achète les produits, ce sont les produits qui achètent le numéraire ; et ainsi du reste. Ce n'est pas de la sorte que procèdent la bonne foi et la vérité, il ne leur faut pas tant de subtilité pour se faire valoir ; l'erreur seule a besoin d'astuce pour séduire.

J.-B. Say prétend que le système protecteur ne voit dans un capital qu'une somme d'argent, et rien de plus. Il est dans l'erreur. Depuis qu'il y a des négociants, et que l'on fait des inventaires, on comprend dans le capital d'un homme tout son avoir, ses marchandises, ses créances, son mobilier, ses écus, etc.

Les écrivains qui ont traité du régime protecteur ont bien pu nommer une somme d'argent, un capital, comme nous le faisons tous les jours ; mais il n'est peut-être jamais entré dans l'esprit d'un homme que des marchandises ne forment pas un capital comme toutes les autres valeurs ; excepté dans l'esprit de Say qui a feint de le comprendre ainsi, peut-être, pour avoir occasion de définir un capital une valeur destinée à une opération productive, et embrouiller de plus en plus une idée qu'il avait intérêt à obscurcir pour égarer ses lecteurs, comme nous le verrons par la suite.

Sans doute le système protecteur considère le numéraire comme la valeur par excellence, la mesure de toutes les valeurs, qui les achète toutes, dont tout le monde civilisé a besoin, qui est le but de toutes les opérations commerciales. Quand on en a trop pour les affaires que l'on fait, on le loue comme les biens-fonds ; quand on n'en trouve pas le placement assez avantageux dans un pays, on l'envoie facilement dans un autre où il est plus demandé. Le numéraire est indispensable dans toutes les entreprises, son abondance en provoque de nouvelles, elle excite les progrès de l'industrie et des arts, les perfectionnements, les défrichements, les nouvelles fabri-

cations. Quelle est la valeur qui puisse lui être comparée à égalité d'avantages ? Aucune.

Cette manière de voir est très-vulgaire aux yeux des sectaires qui ont la faiblesse de se croire très-éclairés, et se placent orgueilleusement au-dessus du reste du genre humain ; mais le système protecteur n'a nul besoin d'intéresser à sa cause les prétentions de l'amour-propre, de dénaturer les notions généralement admises et confirmées par l'expérience. Ici la vulgarité des principes prouve leur vérité par l'assentiment universel. Le commun des hommes se trompe souvent dans les questions de croyance ; mais dans les choses d'expérience, il n'en est pas de même : l'observation l'éclaire promptement.

Les objets de consommation : les denrées, les tissus, les produits de toute espèce se détériorent par une foule de causes, ou ils passent de mode et perdent leur valeur, s'ils ne sont pas livrés à la consommation. Le numéraire, au contraire, s'use si lentement, diminue si peu et si rarement de prix, que l'on peut sans danger le considérer comme une valeur fixe. Par ces qualités, il peut être admis comme une valeur permanente, un capital productif, pareil en cela aux biens-fonds ; mais il est très-propre et très-facile à exporter, et comme tel on peut le perdre, si le législateur n'emploie pas les moyens de rendre son exportation inutile.

Il n'est donc pas étonnant que les premiers économistes aient fait de l'accumulation du numéraire le but de leur système ; mais, c'est ne pas vouloir les comprendre, c'est agir insidieusement que de prétendre, comme J.-B. Say, qu'ils ne voulaient stupidement que de l'or et rien de plus ; comme Pizarre au Pérou, et Fernand Cortès au Mexique.

Les propagateurs du régime protecteur avaient des vues plus profondes et plus étendues, que les sectaires n'ont peut-être pas conçues ; parce que ces derniers n'ont pas aperçu les grandes conséquences qui sont attachées à l'accumulation des métaux précieux, pour l'activité de la production et l'opulence de l'Etat. L'abondance du numéraire était aux yeux des premiers économistes le résultat du développement de l'industrie, du commerce extérieur, et de la prospérité nationale. Or, qui veut la fin, veut les moyens ; c'est pourquoi ils insistent tant sur la nécessité de favoriser l'industrie nationale,

afin qu'elle puisse pourvoir à tous les besoins de l'intérieur, produire, pour vendre à l'étranger, un superflu qui dépasse en valeur ce que nous sommes obligés de lui acheter, et, par là, accumuler des richesses monétaires qui ne se consomment pas, qui se conservent sans altération, et augmentent le capital productif de la nation.

Tel est le but du régime protecteur qui a toujours amené la prospérité, quand on a su appliquer les moyens qu'il indique.

Le progrès en richesse est bien aussi le but des sectaires, mais ceux-ci diffèrent sur les moyens de l'atteindre. Ils s'imaginent, sans un motif fondé, que la liberté du commerce serait plus efficace que les prohibitions et les droits élevés sur les produits étrangers, et cette supposition gratuite les égare, malgré les faits et l'expérience qui les condamnent. Ainsi, sans avoir aucune garantie de la valeur de leur système pour produire le bien-être général, ils cherchent à bouleverser l'Europe afin de réaliser leurs illusions.

Pour nous ramener à leurs principes, ils nous disent : Quand vous vendez, ce n'est pas de l'or que vous voulez, ce sont des produits. Ils nous présentent ainsi comme une loi générale, ce qui ne fait qu'une exception.

Quand nous vendons, nous voulons du numéraire pour le garder en attendant son emploi, pour le placer à intérêt, pour acheter une propriété rurale. Nous ne voulons pas toujours acheter des produits. Quand nous vendons, nous n'avons souvent pas de projet, nous n'avons pas fait de calcul, nous ne savons pas ce qui nous conviendra par la suite ; mais en attendant nous voulons du numéraire pour être sûrs de tenir la valeur réelle et durable de ce que nous vendons. Tel est généralement le fait et l'expérience de tous les hommes.

L'esprit à facettes de Quesnay n'a pas vu ce fait tel qu'il est. Il n'en a observé qu'une circonstance ; et ses disciples n'ont pas été plus judicieux que lui et se sont laissé bénévolement égarer.

J.-B. Say ne s'en tient pas là, il va plus loin encore : il pose en principe, vol. I, page 92, que pour faire un échange, il faut vendre et acheter. Autant vaudrait-il nous dire que deux ne font qu'un, nous avouer que c'est un mystère ; mais qu'il faut le croire. Cette assertion est si fausse,

si absurde, qu'il faut par trop compter sur la simplicité, l'ignorance et l'étourderie des lecteurs, pour chercher, par de pareilles impertinences, à leur faire admettre le contraire de leur expérience de tous les jours.

On doit convenir, qu'il serait difficile de porter plus loin la témérité sophistique, et le mépris pour le public que l'on a la prétention d'éclairer.

J'échange mon blé contre du numéraire ; et quand il me convient, si j'en ai besoin, j'échange mon numéraire contre une quantité de sucre. Voilà deux faits bien distincts, bien différents, bien séparés, enfin deux unités isolées. De ces deux faits J.-B. Say prétend n'en faire qu'un : l'échange du blé contre le sucre. L'argent à ses yeux n'est là qu'un intermédiaire qui ne sert qu'à faire l'échange des deux produits ; et sur ce fondement illusoire, il élève l'échafaudage de son système qui est aussi erroné que la source d'où il découle.

Il est à remarquer que tous les faux systèmes se fondent presque toujours, comme nous l'avons déjà dit, sur des faits mal observés, dénaturés, ou controuvés. Nous avons vu que Quesnay avait basé le sien sur cette erreur : les fabricants, leurs ouvriers, les artisans sont une classe stérile qui ne produit rien. J.-B. Say a reconnu, et il l'a prouvé, que cette base n'est pas solide, et il lui en emprunte une autre, qui, pour être modifiée par lui, n'en est pas moins contraire aux faits.

D'après les principes que, dans les transactions commerciales, ce n'est pas du numéraire que nous voulons, mais des produits ; que le numéraire baisse ou hausse de valeur suivant qu'il est plus ou moins abondant ; que, lorsqu'il est rare, nous avons l'avantage d'obtenir plus de produits pour une plus faible somme, et de porter de plus petites bourses au marché ; il s'ensuit que nous pouvons, avec double bénéfice, acheter les marchandises étrangères qui sont à plus bas prix que les marchandises nationales, et qu'il importe, pour ces motifs, d'admettre la liberté du commerce, même envers les nations prohibitives.

Telle est au fond la doctrine de J.-B. Say. Toutes ces hallucinations sont ainsi dans son imagination ; mais en réalité, c'est bien différent. Or, ce sont des réalités qu'il nous faut et non des illusions.

Quand on considère les arguments qu'emploie la secte, il semble qu'elle se soit dit : Il faut à tout prix établir la liberté du commerce ; il faut en répandre l'opinion par tous les moyens possibles. Si l'on ne peut convaincre, il faut persuader. C'est en effet une croyance qu'elle cherche à nous imposer, et non une vérité qu'elle peut logiquement démontrer. Espère-t-elle parvenir à son but, faire admettre son système, en disant et répétant sans cesse les mêmes erreurs, en les faisant dire et répéter par tous les moyens connus de communication ? Quelque niais, quelque ridicule que soit ce moyen, il suffit souvent envers des hommes superficiels et légers, et, à la honte de notre temps, la secte ne semble pas loin de la réussite.

Pour renverser le régime protecteur, la secte a cherché de prime abord à saper ce qu'elle en a cru le fondement. Elle s'est attachée à déprécier les métaux précieux, les valeurs monétaires. Elle en aurait dégoûté les hommes, si elle l'avait pu.

J.-B. Say représente le numéraire comme un intermédiaire assez commode dans les transactions mercantiles, mais qui n'est pas indispensable. Il sert, dit-il, à apprécier les produits ; mais il lui conteste la qualité d'être la mesure des valeurs, ce qui implique contradiction. Comme mesure des valeurs, il lui préfère le blé, dont le prix a pourtant si peu de fixité, et que les hommes n'ont pas admis pour faire cet office ; et il prétend que le numéraire diminue ou augmente de valeur, comme les objets de consommation, suivant qu'il est plus ou moins abondant.

Pour prouver cette dernière assertion, il se livre à une longue et savante digression qui tend à constater la valeur des métaux précieux chez les anciens, au moyen âge, et dans les temps modernes. Tout ce qu'il en dit n'a rien ni de clair, ni de concluant. Est-ce l'or, ou le blé qui a changé de valeur ? C'est évidemment le blé, car nous le voyons constamment hausser ou baisser de prix, suivant que les récoltes sont plus ou moins importantes, suivant que la population et les besoins augmentent ou diminuent, pendant un laps de temps où le numéraire n'a ni augmenté ni diminué en quantité.

Quand la récolte du blé a manqué, que cette denrée est

chère par suite de sa rareté, peut-on dire raisonnablement que le numéraire est plus abondant, qu'il a baissé de valeur, parce qu'il faut donner une plus forte somme pour obtenir la même quantité de blé? Non, sans doute, ce serait contraire à notre expérience. Les métaux précieux sont, d'une part, trop peu abondants dans la nature, trop recherchés chez les peuples civilisés; et, d'autre part, ils sont trop faciles à conserver sans altération, pour que leur valeur hausse ou baisse, comme celle des produits périssables que l'on est obligé de livrer à la consommation, afin d'éviter leur détérioration.

L'opinion contraire ne peut être conçue que par un homme égaré dans les abstractions, qui a intérêt à tout montrer à rebours, pour mettre la confusion dans les idées reçues, et faire prévaloir un système que l'expérience repousse. Dans les sciences nous n'avons que trop de ces esprits exaltés qui abandonnent le sens commun pour courir après des subtilités fantastiques.

Depuis la découverte des mines d'or et d'argent de l'Amérique, les manufactures se sont considérablement multipliées, le commerce a suivi la même progression, la population a plus que triplé; tandis que la culture n'a fait que les faibles progrès dont elle est susceptible dans les mains de fermiers ignorants et routiniers qui ne peuvent suivre les améliorations que la terre réclame. Il n'est donc pas étonnant que le blé ait constamment haussé depuis cette époque, par suite de l'augmentation des besoins, et ce n'est donc pas l'or qui a diminué de valeur.

Si le principe de J.-B. Say était vrai, si la valeur du numéraire baissait quand il est abondant dans un pays, l'Inde ne nous offrirait pas simultanément deux circonstances très-remarquables, dans la question qui nous occupe : c'est la plus grande accumulation de métaux précieux jointe aux plus bas prix des denrées et de la main-d'œuvre.

Voilà un état de choses qui n'est pas éphémère, qui existe depuis un grand nombre de siècles, et qui prouve victorieusement que la diminution de valeur dans les métaux précieux est un fait controuvé pour égarer les lecteurs.

Il convient à J.-B. Say de prétendre que le numéraire varie de valeur suivant qu'il est plus ou moins abondant; et

il ose affirmer, vol. II, p. 73, comme un fait constant et des mieux avérés, « que toutes les fois qu'on augmente le nombre » des unités monétaires, leur valeur a baissé en proportion, » et qu'elle a augmenté à mesure qu'on en a diminué le nombre. »

Ici J.-B. Say mêle adroitement le vrai au faux pour les faire admettre simultanément l'un et l'autre, par surprise, par confusion, par l'entraînement qu'inspire souvent une forte conviction dans autrui ; mais nous défions cet écrivain de citer un seul exemple d'une diminution de valeur dans le numéraire par suite d'une grande émission de monnaies d'or et d'argent. S'il l'avait pu, il ne l'aurait pas négligé dans cette circonstance importante, où il a dû se borner à des moyens de déception qui provoquent le mépris.

Quant à l'augmentation de valeur du numéraire, comme il l'entend ; c'est-à-dire à l'abaissement du prix des marchandises, c'est très-différent. On conçoit que les produits soient en baisse, quand le numéraire est rare ; parce que ceux qui en ont besoin pour s'acquitter de leurs obligations, ou qui craignent de voir leurs denrées se détériorer, sont obligés de vendre à tout prix, pour obtenir du numéraire, et que, vu sa rareté, l'acheteur leur fait la loi. Nous en avons eu, depuis peu de temps, un exemple remarquable par la crise financière de l'Amérique, dont le contre-coup s'est fait sentir dans toute l'Europe. Mais il n'en est pas de même dans le cas contraire.

Quand le numéraire est abondant, rien ne force celui qui en possède, à acheter des produits au delà de ses besoins. Les métaux précieux ne se détériorent pas : on peut les garder. Quand bien même il serait possible que le gouvernement français, ou tout autre, augmentât la quantité de son numéraire jusqu'à quatre milliards, doublât ainsi la somme supposée nécessaire à la circulation de la France, il ne s'ensuit pas que deux francs n'achèteraient que la quantité de produits que l'on obtenait pour un franc, avant l'augmentation des unités monétaires. Ici l'auteur nous donne ses suppositions pour des réalités.

Le numéraire n'est pas une marchandise que l'on vend au rabais : c'est une valeur qui sert, au contraire, à acheter toute chose. Si le possesseur ne peut pas le placer à intérêt dans

son pays, ou à l'étranger ; s'il ne peut pas en faire une nouvelle entreprise , il le garde en caisse. Alors, c'est un capital qui chôme, un fonds qui est quelque temps improductif, comme une maison qui n'est pas louée, une terre qui n'est pas cultivée, avec cette différence importante, que le numéraire peut être transporté au loin, et y être utilisé.

Mon voisin le millionnaire, qui a surabondance d'écus, qui ne sait souvent pas en trouver le placement, ne s'avise jamais de le donner au-dessous de sa valeur. Il ne paie pas plus cher que moi la viande au boucher, le pain au boulanger, les légumes au marché. Quand il ne trouve pas l'emploi de son argent, il attend l'occasion d'en faire usage ; et tous les hommes qui n'ont pas perdu la raison, en agissent comme mon voisin.

Au reste, il y a bien peu de numéraire sans emploi, dans les mains d'un homme actif et capable. On trouve toujours à l'utiliser. Nous sommes si loin d'avoir tout fait, tout inventé pour notre prospérité, que l'abondance du numéraire nous serait favorable : elle provoquerait de nouvelles combinaisons, de nouvelles entreprises, des progrès encore inconnus. J.-B. Say lui-même nous en fournit la preuve.

La découverte des mines d'or et d'argent de l'Amérique ayant versé dans le monde douze fois autant de métaux précieux qu'il y en avait auparavant, il lui semblait, d'après ses faux principes, qu'on devait en donner douze fois autant qu'on en donnait jadis, pour acquérir la même quantité de produits. Cela n'est pas arrivé, comme il le dit lui-même, et il en voit la cause dans le développement de l'industrie ; mais il ne s'aperçoit pas que ce fait est contraire à sa doctrine ; que ce développement de l'industrie a augmenté les moyens d'existence, et, par suite, la population, la consommation, et le renchérissement des denrées alimentaires et particulièrement du blé ; circonstance qui met en défaut son calcul relatif à la variation de la valeur des métaux précieux, et renverse ainsi tout l'échafaudage de son système.

Le numéraire, par le fait, est admis comme une valeur fixe. Il n'y a que les produits qu'il achète qui varient de prix ; mais nous savons par expérience que le revenu qu'il produit est variable, quand on le loue. S'il est rare, l'intérêt est haut ; s'il est abondant, l'intérêt est bas ou nul.

Les valeurs monétaires sont également admises comme la mesure de toutes les valeurs. Combien vaut cette maison, cette terre, ce meuble ? tant d'argent. Jamais personne ne s'avisera de répondre tant d'hectolitres de blé, ni même d'y penser.

Un kilogramme d'or est la même chose à Londres qu'à Paris. Si, pour cette valeur, on achète plus de blé dans cette dernière ville que dans la première, c'est que les denrées y sont à plus bas prix. Les causes de cette différence de valeurs dans les produits sont bien connues ; il est inutile de nous y arrêter.

Le numéraire est une valeur fixe, et la mesure de toutes les valeurs, par suite d'une convention tacite de tous les peuples civilisés, de tous les temps, et de tous les lieux. Tant pis pour J.-B. Say s'il est en contradiction avec les siècles et les nations, et s'il a perdu quarante années de sa vie à inventer des erreurs et des arguties ; il ne parviendra pas à détruire les faits, et à changer les utiles dispositions des hommes, résultat des besoins, et de la nature des choses.

CHAPITRE V.

RÉFUTATION DES ARGUMENTS DE J.-B. SAY CONTRE LE RÉGIME PROTECTEUR.

Avant d'entreprendre cet examen, signalons d'abord le principal moyen qu'emploie J.-B. Say pour fasciner l'esprit des lecteurs. Ce moyen consiste à confondre l'intérêt général et l'intérêt particulier ; c'est sur cette confusion qu'il fonde ses sophismes et parvient à surprendre l'adhésion de ceux qui ne sont pas mis en garde contre cette déception.

Dans un de ses précédents ouvrages J.-B. Say dit que l'intérêt général d'une nation se compose des intérêts des individus qui en font partie. Dans sa dernière publication il n'a pas osé reproduire cette hallucination ; plus adroit, il n'en présente que les conséquences. Cette acception donnée à l'intérêt général est absurde. Il suffit de chercher à en faire l'analyse, à la décomposer et à la recomposer pour en être convaincu. Comment former l'intérêt d'une nation de l'agglomération de tous ces intérêts individuels qui sont en opposition les uns avec les autres ? Cela ne présente qu'une confusion inextricable qui échappe à la conception. L'intérêt général se compose de ce qui convient à un peuple pris en masse. Or, qu'est-ce qui convient à un peuple ? et, par suite, qu'est-ce qui doit être l'objet de l'économie politique ? Ce sont la production et l'accumulation des richesses et de la population, qui constituent la puissance de l'Etat.

Ce qui convient à l'intérêt général ne convient pas toujours à l'intérêt particulier, et l'individu trouve souvent son avantage à faire ce qui est contraire à ses concitoyens et au bien public. A cet égard, il en est en économie politique comme en morale et en législation. Quand il a été reconnu

que l'introduction des marchandises étrangères, et l'exportation du numéraire étaient nuisibles à la production et à l'accumulation des richesses dans l'Etat, le législateur a promulgué des lois pour régler et diriger l'intérêt particulier dans les affaires commerciales, comme il en a fait pour conserver la propriété et la sûreté des citoyens. Par ces lois la liberté des transactions mercantiles a été restreinte, non pour nuire aux individus, bien s'en faut ; mais pour les empêcher de se nuire les uns aux autres, et concilier l'intérêt individuel et l'intérêt général. Par ces dispositions, les individus ont une part directe, et une part indirecte, dans le bien-être général qui résulte des lois protectrices : directe, en ce que leur industrie est défendue contre la concurrence étrangère ; indirecte, en ce que l'industrie nationale étant favorisée, il y a plus de production, plus de richesses accumulées, et, par suite, plus de consommation des produits de chaque citoyen qui y trouve son bénéfice.

C'est ainsi que le régime protecteur met en harmonie les divers intérêts, et concourt à la prospérité de la nation qui l'admet ; il favorise le producteur, et les consommateurs trouvent indirectement dans cette protection leur plus grand avantage ; nous en avons donné la démonstration au troisième chapitre de cet ouvrage, et nous en voyons la confirmation dans l'exemple des nations qui en ont fait l'application.

J.-B. Say impute cette législation relative au commerce, et il la combat par des raisons tirées adroitement de l'intérêt particulier qu'il cherche à faire considérer comme l'intérêt général. Nous en trouverons la preuve dans presque tous ses arguments.

Dans le onzième chapitre, vol. II, de son *Cours complet d'économie politique*, il nous présente les principes du régime protecteur en les dénaturant ; et, après nous en avoir exposé l'historique, l'opposition que Quesnay et Adam Smith y ont faite, il nous donne ses idées sur les intérêts réciproques de deux nations qui commercent ensemble, sur les envois, sur les retours, et il nous dit :

« C'est ici que commence la partie systématique de ce que
» l'on appelle le système de la balance du commerce. Ses
» partisans croient qu'il est de l'intérêt d'une nation de rece-

» voir en retour des métaux précieux plutôt que toute autre
» marchandise. »

Voilà, en effet, un des principaux points de dissidence qui existent entre le régime protecteur et le système de la liberté du commerce. L'un voudrait recevoir de préférence, en échange de ses produits, des métaux précieux qui lui manquent, des valeurs monétaires, dont l'abondance ne peut nuire à aucune de ses industries ; l'autre veut, par-dessus toute chose, l'anarchie commerciale que l'on nomme le système de la liberté du commerce.

Le premier se fonde sur la raison, l'expérience et l'exemple des nations, qui, pour leur prospérité, ont fait l'heureuse application de ses principes ; le second, sur une supposition qui n'est appuyée d'aucun fait. Mais le but du régime protecteur n'est pas seulement de se procurer des métaux précieux, comme le prétendent les sectaires, c'est de protéger l'industrie nationale, de procurer du travail aux producteurs, de leur faire produire tout ce dont la nation a besoin, et d'obliger celle-ci à se suffire à elle-même, autant qu'il est possible, pour conserver et accroître ses moyens de production, ses richesses, et sa population.

J.-B. Say dit : « Tout commerçant fait un gain lorsque la
» valeur des retours qu'il reçoit surpasse la valeur des envois
» qu'il a faits. Si, en retour d'un envoi de cent mille francs
» que j'ai fait, je reçois une valeur de quatre-vingt-dix mille
» francs seulement, fût-elle en or, il est constant, il est avoué
» que je suis en perte de dix mille francs ; si je reçois des
» marchandises pour une valeur de cent dix mille francs, je
» gagne dix mille francs, quand même parmi ces marchan-
» dises il n'y aurait pas une once de métal précieux. Il n'est
» si mince négociant qui ne soit convaincu de la vérité de
» cette assertion : elle se prouve par son seul énoncé. »

Tout cela est parfaitement vrai par rapport à l'intérêt particulier ; mais l'auteur se hâte d'ajouter, pour tromper le lecteur :

« Ce qui est vrai d'un négociant est vrai de deux, de cent,
» de tous. Tous ceux qui gagnent reçoivent des retours supé-
» rieurs à la valeur de leurs envois. »

Ces assertions sont encore vraies considérées dans l'intérêt individuel des négociants ; mais il n'en est pas de même par

rapport à l'intérêt national. Ici l'auteur cherche évidemment à faire confondre ces deux intérêts pour faire attribuer à l'un ce qui ne convient qu'à l'autre, afin de décevoir ses lecteurs.

Si le négociant qui fait un envoi de cent mille francs à l'étranger, reçoit pour cent dix mille francs en marchandises, il gagne dix mille francs, en cela point de doute ; mais en économie politique, il ne peut être question de l'intérêt particulier ; cette opération commerciale nuit à l'intérêt de la nation ; cette introduction de marchandises étrangères lèse l'industrie nationale, l'empêche de produire, enlève les richesses accumulées et durables en échange d'objets de consommation qui seront bientôt anéantis, et ruine l'État, comme nous l'avons prouvé au chapitre troisième de cet ouvrage. Le même fait qui est favorable à l'individu, au négociant, est préjudiciable à la nation. Voilà ce qu'il ne faut pas perdre de vue, et ce que l'auteur voudrait faire oublier.

Après avoir ainsi préparé l'esprit du lecteur, J.-B. Say continue :

« On voudra savoir cependant si, tandis qu'un négociant
» qui a envoyé pour cent mille francs d'or ou d'argent, et
» qui a reçu pour cent dix mille francs de marchandises
» étrangères, a gagné ; son pays, par cette opération, n'a pas
» fait une perte équivalente.

» Pour se tranquilliser sur ce point, une observation bien
» simple suffira.

» Un pays ne saurait perdre à moins que quelqu'un de
» ses habitants ne perde. Il est impossible de comprendre
» comment il se pourrait que personne en France ne fût lésé
» dans ses intérêts et que la France le fût. Voyons donc
» quelles personnes, ou quelles classes de personnes, pour-
» raient être lésées par une exportation de cent mille francs
» de numéraire. »

On voit ici clairement l'intention de substituer l'intérêt des individus à celui de la nation ; et ce que dit l'auteur ne paraît vrai qu'à ceux qui n'aperçoivent pas sa supercherie.

Il développe hardiment la question, il avance d'une manière triomphante ; mais à la fin d'une longue série de raisonnements, il rencontrera le point de difficulté, le préjudice qu'éprouvent les producteurs de la nation par l'admission des produits du dehors ; ainsi la vérité se dévoilera, et en

vain il cherchera à y échapper par un nouveau subterfuge, nous ferons voir que son argumentation n'est que fausse et décevante. Continuons à le suivre ; il dit :

« Celui qui a fait cet envoi n'a pas perdu, nous venons de
» nous en convaincre ; mais celui qui lui a fourni la somme
» de numéraire ne l'a-t-il point perdue ? nullement ; car sans
» doute ce dernier ne l'a donnée qu'en recevant des valeurs
» équivalentes et probablement des valeurs supérieures à son
» numéraire, car il n'aurait pas consenti à conclure une opération de commerce pour n'y rien gagner.

» Seraient-ce les consommateurs français ? Les personnes
» qui donnent leur argent pour acheter les marchandises
» étrangères importées, se trouvent-elles victimes de cette
» importation ? pas davantage. Chaque consommateur consacre une partie de ses revenus, de ses profits, quelle qu'en soit la source, à se procurer les objets de ses besoins.
» Lorsqu'un consommateur, au lieu d'un objet d'origine française, achète un objet d'origine étrangère, c'est parce qu'il suppose que cet objet est moins cher, ou de meilleure qualité, ou plus joli ; c'est enfin parce que cet achat lui présente un échange plus avantageux. Une exportation de numéraire qui a eu pour objet de lui procurer cet avantage, ne blesse donc point ses intérêts. Son argent ne serait pas moins perdu pour lui dans le cas où il aurait acheté et consommé un produit du pays. »

On le voit, c'est toujours l'intérêt particulier mis en jeu. Tout ce qu'il dit n'est vrai que considéré sous ce rapport ; et il n'est faux que parce que l'auteur veut mettre un intérêt à la place de l'autre. Il en est de même dans tout son raisonnement que nous sommes obligé d'abréger, pour ne pas répéter les mêmes arguments. Enfin il dit en affectant l'entière confiance d'un homme certain d'avoir convaincu, et répondant à une objection futile :

« On prétendra peut-être que les avantages d'une opération qui a fait sortir notre numéraire, sont obtenus aux
» dépens de nos producteurs ; et que ce que nous avons consommé de produits étrangers, sont autant de produits
» qu'ils auraient vendus si le numéraire sorti des poches de nos consommateurs et exporté par nos négociants, était resté dans le pays. Mais on oublie que l'or et l'argent que

» nous exportons, sont eux-mêmes des marchandises exotiques ; que nous ne saurions les acquérir sans donner à leur place des produits de notre sol et de notre industrie ; et que l'on n'a pu faire venir cet argent du dehors, sans que nos producteurs aient fourni pour une somme équivalente de leurs produits ; car on ne nous les a pas donnés pour rien. »

Il faut être bien aveuglé par l'esprit de système pour ne pas sentir la force et l'étendue de l'objection qu'il s'est faite, et la nullité de la réponse qu'il y oppose ! Comment a-t-il espéré tromper les lecteurs réfléchis par de pareils moyens ?

On oublie, dit-il. Ce tour de phrase est admirable ! Ne semble-t-il pas qu'après ce qu'il va dire, la vérité sera mise dans tout son jour, qu'il n'y aura plus rien à objecter ? et cependant ce n'est qu'une déception.

L'or et l'argent sont eux-mêmes des marchandises exotiques, dit-il. C'est une raison de plus pour les conserver dès que nous les avons acquis, puisque nous ne pouvons les produire. Ils ne nuiront à aucune de nos industries ; ils activeront notre production, ou nous les prêterons à intérêt. Dans tous les cas, ils augmenteront nos richesses permanentes, nos capitaux.

Pour les obtenir, nos producteurs, dit Say, ont dû fournir leurs marchandises en échange ; car on ne nous les a pas donnés pour rien.

On le sait de reste ; mais ce fait ne prouve pas que les producteurs ne soient pas lésés par l'introduction des marchandises étrangères, qui diminuent ou annulent la vente de leurs produits, et appauvrissent la nation par l'exportation du numéraire à laquelle donne lieu l'importation des produits du dehors.

Parce qu'un peuple a acquis des métaux précieux, convient-il à ses intérêts qu'il cesse de produire, ou du moins qu'il diminue sa production, pour acheter des marchandises étrangères avec ses richesses accumulées en numéraire ? Convient-il à un homme qui, en travaillant, a gagné de l'argent, de le dépenser et de rester les bras croisés, parce qu'il pourra en gagner encore, quand il n'en aura plus ? Les nations, comme les individus, aiment l'ouvrage fait, et seraient bien fâchées d'avoir encore à recommencer le travail. Ces

conséquences, qui découlent des principes de la secte, leur conviennent d'autant moins, qu'elles savent qu'il est beaucoup plus facile de gagner des richesses, quand déjà on en possède, que lorsqu'on en manque.

« Le fait est, dit J.-B. Say, que nous ne pouvons rien » acquérir au dehors sans le payer par quelqu'un de nos » produits, même quand nous acquittons la chose en argent ; » car l'or et l'argent que nous donnons en paiement ne » peuvent s'acquérir eux-mêmes qu'au moyen de nos » produits. »

Ces assertions sont fausses : l'or et l'argent ne sont pas de nos produits, et, quand nous les donnons en paiement à l'étranger, nous nous privons de ce que nous avons gagné précédemment, de nos richesses accumulées ; nous nous appauvrissons.

Pour achever de mystifier ses lecteurs, J.-B. Say soulève cette question :

« Dira-t-on que les achats faits en espèces, peuvent épuiser » les métaux précieux que nous avons déjà en notre possession, et que nous conserverions sans cela ? Mais c'est » ignorer les allures du commerce que de s'imaginer que » l'on puisse, je ne dirai pas épuiser l'approvisionnement » qui nous est nécessaire en métaux précieux, mais seulement le réduire un peu, sans en faire monter l'estimation » au-dessus de leur valeur à l'étranger, et que, dans ce » cas-là, les spéculateurs perdraient à en exporter, tandis » qu'au contraire ils gagneraient à en faire venir. L'intérêt » personnel est donc la garantie infailible que les nations » ont toujours tout autant de métaux précieux qu'il leur » en faut. Nous aurons occasion de revenir sur cet effet » commercial. »

Quand on s'est imaginé que le numéraire est une marchandise, on doit en conclure tout naturellement qu'il en est de cette marchandise comme de toutes les autres. On la fait voyager, on la fait transporter d'un pays à l'autre, on l'envoie partout où le besoin s'en fait sentir. Il se trouve là, tout à propos, des spéculateurs qui profitent de la hausse et de la baisse, qui se livrent à des opérations mercantiles pour venir au secours des divers Etats où la pénurie répand la gêne, et qui les réalisent avec cette admirable facilité que

l'on ne voit guère que dans un monde imaginaire. Tout cela se fait ainsi dans l'esprit de J.-B. Say ; mais voyons aussi ce qui se fait en réalité.

Je connais tel canton en Suisse, telle contrée dans les Ardennes, en Bretagne, en Pologne, en Espagne, en Portugal, où le numéraire est extrêmement rare, et partant à une haute valeur. Il y aurait sans doute grand avantage à y porter des espèces qui y sont à un taux si élevé. Pourquoi cette opération ne se fait-elle pas ? C'est que dans le monde matériel le commerce ne se fait pas comme dans les régions idéales. Ici, pour acheter du numéraire, comme dirait J.-B. Say, il faut des produits ; il faut que ces produits aient toutes les qualités qui conviennent aux possesseurs des valeurs monétaires ; sans cette condition, point d'écus. On ne voudrait pas leur vendre de l'argent et encore moins leur en prêter, par une excellente raison : c'est qu'on ne prête quelque chose qu'aux riches et rien à ceux qui sont insolubles. Naguère encore les Espagnols et les Portugais auraient en vain ouvert un emprunt à taux onéreux à Amsterdam, ils n'auraient pas obtenu un florin. Si, depuis peu, la banque de France a prêté cent millions à la banque d'Angleterre, c'est qu'il y avait confiance et nantissement : les Anglais sont riches.

Dans cet état des choses d'ici-bas, qu'arriverait-il à une nation qui n'a pas une industrie supérieure aux industries du dehors, si elle admettait l'anarchie commerciale tant préconisée par le coryphée de la secte ? On ne le sait que trop : ses manufactures seraient bientôt ruinées par l'importation des marchandises étrangères, et en retour son numéraire serait exporté. Ainsi appauvrie, comment ferait-elle pour récupérer des valeurs monétaires ? Il est fort douteux que les spéculateurs de J.-B. Say viendraient à son aide, si elle n'avait plus rien à échanger après la ruine de son industrie.

Il paraît que dans la sphère idéale de la secte, on n'a pas encore analysé ces mots : *valeur élevée du numéraire*, que l'on prononce sans crainte, sans se douter, semble-t-il, de ce qu'ils renferment, sans y apercevoir la misère et la détresse dans lesquelles languissent les peuples pauvres ou ruinés que nous avons nommés, où l'argent est si rare et à un taux si élevé.

Il semble que l'auteur lui-même n'était pas sans crainte sur l'effet de conviction que devait produire ses arguments ; car il finit par dire : « Nous aurons, au reste, l'occasion de » revenir sur cet effet commercial. » Ici il a mieux aimé promettre que tenir, et c'est fort adroit d'en agir ainsi, quand il n'est question que de faire illusion : on laisse les lecteurs dans l'espoir d'obtenir une preuve plus convaincante ; et en attendant, on les habitue à croire sans conviction réelle, sans démonstration suffisante.

Après cette subtile et fallacieuse argumentation, J.-B. Say la résume par ces mots :

« Ces différentes classes de nos compatriotes embrassent » toute la nation. Si aucune d'elles n'est en perte à l'occasion » de l'achat que nous faisons des marchandises étrangères, » même quand nous les payons en métaux précieux, com- » ment la nation pourrait-elle être en perte ? Le négociant » qui envoie de l'argent et qui a fait venir des marchandises » de la Russie ou de l'Inde, n'y a pas perdu ; celui qui a procuré » l'argent envoyé, ne l'a pas perdu non plus ; le consumma- » teur des mousselines n'en est pas plus pauvre que s'il » avait consommé pour la même valeur de vin de Cham- » pagne qui est indigène ; enfin le producteur du vin de » Champagne lui-même n'y perd rien, puisque c'est avec » son vin que la France a acquis, ou qu'elle acquerra, l'ar- » gent qu'elle juge à propos d'expédier au dehors. »

Si aucune classe de la nation ne perd par l'introduction des marchandises étrangères, dit Say, comment la nation pourrait-elle être en perte ? La réponse est facile : c'est que dans le nombre de ces classes, les producteurs qui composent la presque totalité de la nation, n'y sont pas compris, l'auteur les en a malicieusement éliminés. Si les autres classes qu'il désigne semblent ne pas souffrir par l'achat des produits du dehors, c'est que J.-B. Say ne les considère que dans leur intérêt particulier, pour faire illusion aux lecteurs, et non dans l'intérêt national. Ce ne sont pas les individus et les classes qu'il faut envisager en économie politique, c'est la nation prise en masse. Or, l'importation des marchandises étrangères nuit à l'industrie de la nation ; l'exportation du numéraire la ruine ; comme un homme qui, au lieu de travailler pour gagner de l'argent, se ruine en dépensant toute

sa fortune acquise précédemment. On le voit, tout le raisonnement de J.-B. Say n'est qu'un tissu de subtilités et de sophismes qui ne trompent que ceux qui ne se donnent pas la peine de les pénétrer.

Cependant admettons qu'aucune classe de la nation ne perde par l'exportation du numéraire, on ne pourrait encore en conclure que la nation ne peut perdre par suite de cette opération. Ses richesses seraient bientôt diminuées par cela seul qu'elle donnerait des valeurs permanentes pour des objets éphémères qui cesseraient bientôt d'exister.

Supposons que la France achète des produits anglais pour vingt millions de francs contre espèces. Le numéraire donné par la France ira accroître le capital permanent de l'Angleterre qui en augmentera ses moyens de production, ou les placera à intérêt. Au bout de quelque temps, les marchandises anglaises importées en France seront consommées, anéanties. Quelle est celle des deux nations qui se sera enrichie par cette opération?

Vous faites ici le procès de la consommation et non celui de la liberté du commerce, dira J.-B. Say.

Point du tout. Si la France consomme ses produits au lieu des produits anglais, elle conserve son numéraire et l'activité de son industrie ; tandis que , par cette opération avec l'Angleterre, elle perd son argent et empêche les Français de produire les objets nécessaires à leurs besoins.

On le voit clairement, toute l'argumentation de J.-B. Say n'est qu'un enchaînement de déceptions très-habilement présentées, qui font paraître vrai ce qui est faux, qui mettent les lecteurs dans l'embarras, et qui sont parvenues à mystifier un grand nombre de gens très-instruits d'ailleurs ; mais qui n'avaient pas une connaissance assez approfondie des choses industrielles pour pénétrer les subterfuges du sophiste.

Voilà par quels moyens la secte a réussi à répandre le système de la liberté du commerce dans toute l'Europe. Elle veut que les nations renoncent aux lumières de l'expérience pour courir après une illusion trompeuse, et se replacer dans l'anarchie commerciale où elles se sont trouvées tributaires de l'Inde pour quelques objets de luxe, pendant trois mille ans, où se trouvent encore du plus au moins toutes les nations du globe, et qui aurait aujourd'hui pour l'Europe des effets encore bien plus désastreux.

Si la secte était payée par l'Angleterre pour tromper les autres nations par un système contraire à leurs intérêts, elle ne pourrait mieux faire pour atteindre ce but, ni leur donner des conseils plus funestes.



CHAPITRE VI.

EST-IL AVANTAGEUX POUR UN PAYS DE POSSÉDER DES MÉTAUX PRÉCIEUX?

Dans son douzième chapitre, vol. II, page 305, J.-B. Say pose cette question : S'il est avantageux pour un pays de posséder des métaux précieux, préférablement à toute autre marchandise? Il suffit de considérer la manière vague par laquelle ce problème est présenté pour s'apercevoir des vues insidieuses de l'auteur, tendant à mettre tout en confusion. Un homme de bonne foi, en cherchant la solution, irait au but par la voie la plus droite et la plus naturelle, franchement et sans détour, afin de voir les choses telles qu'elles sont ; mais J.-B. Say a tout autre chose à faire que de reconnaître la vérité ; il veut au contraire la voiler, la dérober à la vue du lecteur, et mettre l'erreur à sa place sous de fausses apparences.

Dans cette intention il nous expose les motifs que fait valoir le régime protecteur pour donner la préférence au numéraire dans les relations commerciales avec l'étranger ; mais il a soin de les dénaturer, de les entremêler d'idées fausses et niaises, et de les exprimer d'une manière vague et obscure. Puis, après les avoir ainsi falsifiés, il nous dit avec l'effronterie d'un charlatan :

« Ces assertions n'ont quelque apparence de fondement » qu'à la faveur du vague de l'expression, et seulement pour » ceux qui connaissent imparfaitement la nature des choses. »

Que de ruses il faut mettre en œuvre pour défendre le système de la liberté du commerce ! On ne conçoit pas comment tant de gens de lettres se sont laissé prendre par des moyens aussi astucieux. Pour comprendre le contenu de ce chapitre de J.-B. Say, il ne faut pas oublier qu'il a changé l'ac-

ception du mot capital ; qu'il considère le numéraire comme une marchandise qui varie de valeur suivant qu'il est plus ou moins abondant ; et qu'il prétend fallacieusement que le régime protecteur ne voit un capital que dans une somme d'argent.

On entend ordinairement par le capital d'un homme, d'une nation, la somme totale de toutes leurs richesses : J.-B. Say ne voit un capital que dans une somme qui est destinée à une opération productive ; toute valeur qui n'a pas cette destination n'en fait pas partie.

Par ce moyen, il a embrouillé les notions reçues, il a dénaturé les faits, et il profite de la confusion qu'il a répandue, pour égarer l'esprit des lecteurs. Au reste il affirme, et ne prouve rien. Nous allons en trouver la preuve dans son argumentation.

Il dit : « C'est la grandeur des revenus des consommateurs » qui leur procure beaucoup d'argent ; or, les prohibitions ne » sont pas ce qui augmente leurs revenus. »

Cette allégation est sans fondement, c'est une affirmation sans preuve. Le plus simple bon sens suffit pour reconnaître que ce qui protège l'industrie, augmente ses revenus ; et l'exemple de la France et de l'Angleterre est là pour attester l'efficacité bienfaisante des prohibitions.

J.-B. Say continue : « Les revenus sont augmentés par les » profits, et les profits naissent de l'activité de l'industrie » qui ne se développe jamais mieux que sous la liberté. »

Je le défie de citer un fait qui appuie ce principe : ce n'est qu'une illusion. Il n'y a point de nation en Europe qui prospère sous l'anarchie commerciale autant que la France et l'Angleterre qui sont sous le régime protecteur.

J.-B. Say dit ensuite : « Les ventes des marchands qui ha- » bitent l'Espagne ont été en déclinant durant tout le temps » où l'Espagne a eu la récolte exclusive de l'argent du nou- » veau monde. »

Ici J.-B. Say attribue à l'abondance du numéraire ce qui ne peut être attribué qu'à la liberté du commerce. Est-ce faute de jugement ou de bonne foi ? Nous avons vu, chapitre II, le régime d'économie politique qui existait dans ce pays à l'époque dont il s'agit ; l'introduction des marchandises étrangères était permise pour de très-faibles droits, et les

produits de la plupart des nations de l'Europe inondaient l'Espagne. Quelle classe d'industriels l'auteur nomme-t-il marchands ? S'il entend parler des fabricants espagnols, il a raison ; parce que l'admission des marchandises étrangères les ruinait ; s'il veut désigner les commerçants de Cadix et autres ports, il a tort ; car ceux-ci trafiquaient des productions de l'Europe, les envoyaient dans les Indes orientales et occidentales, recevaient les précieux produits de ces vastes contrées et les distribuaient à tous les peuples. Jamais l'Espagne n'avait fait un aussi grand commerce extérieur qu'après l'accroissement de ses colonies dans les Indes. Au reste, ce ne sont pas les métaux précieux de l'Amérique qui pouvaient ruiner l'Espagne ; on ne se ruine pas par une augmentation de richesses ; c'est évidemment la liberté du commerce qui a empêché le développement de ses industries. C'est l'absurdité de son système de douanes qui imposait à la sortie les produits nationaux.

J.-B. Say ajoute : « Pendant les vingt années que le papier-monnaie de la Grande-Bretagne a fait fuir les métaux précieux, de 1798 en 1818, ses ventes ont doublé. »

Ici le malheureux défenseur d'un système absurde, ne trouvant rien dans les faits qui puisse appuyer ses principes, est obligé d'entasser imposture sur imposture pour tromper ses lecteurs, et tout lui semble légitime pour les induire en erreur.

On sait que le papier-monnaie n'a pas fait fuir les métaux précieux de l'Angleterre ; mais les autres nations ne voulant pas de cette monnaie sans valeur intrinsèque, l'Angleterre a été obligée de donner son numéraire pour acheter des matières premières, et payer les subsides aux potentats qu'elle soudoyait contre la France.

Ce n'est certainement pas parce que l'Angleterre n'avait plus de numéraire métallique que ses ventes ont doublé, c'est parce qu'elle a pu profiter des bouleversements politiques nés des guerres de la révolution française, pour s'emparer du commerce du globe.

Que de faits dénaturés, d'illusions et d'erreurs J.-B. Say vient de nous présenter en si peu de lignes !!!

Eh bien, immédiatement après cette agglomération de bévues ou d'impertinences, il en ajoute encore une autre qui ne le cède en rien aux premières :

« Lorsque l'argent est abondant, dit-il, un marchand ob-

» tiendra, de vrai, six francs d'un produit qui, dans un autre
» lieu, ne se vendra que cinq francs ; mais il n'en sera pas plus
» avancé, puisqu'il sera obligé lui-même de payer six francs
» ce qu'il aurait acheté pour cinq. »

J.-B. Say, qui a la haute prétention de connaître parfaitement la nature intime des choses, aurait bien dû, pour l'avancement de la science, nous indiquer dans quel lieu en Europe il a trouvé ce résultat de l'abondance du numéraire, et enseigner à nos faibles intelligences à l'observer dans les relations des causes aux effets.

Les hommes ont toujours considéré le numéraire, quand on n'altère pas son titre, comme une valeur fixe, la mesure de toutes les valeurs ; et les produits consommables, comme des valeurs variables, suivant leur abondance ou leur rareté ; mais dans ces derniers temps, J.-B. Say a révélé au monde que tous les hommes sont dans l'erreur à cet égard ; que lui seul a raison, et que le numéraire varie de valeur, comme les marchandises. Comment prouve-t-il cette découverte ? Il ne la prouve pas, ce n'est réellement qu'une affirmation sans preuve, comme tant d'autres : le maître l'a dit, et voilà tout. Pour lui la mesure des valeurs c'est le blé qui change si souvent de prix et en conséquence des principes que je conteste, il aurait dit que pour la somme de cent francs, vous obtiendrez plus de blé à Soissons qu'à Paris, parce que le numéraire est plus abondant dans cette dernière ville que dans l'autre. Tout cela pouvait convenir à l'Athénée à quelques badauds qui aiment la nouveauté et l'extraordinaire ; mais nous autres, hommes vulgaires, comme J.-B. Say se plaît à nous désigner si souvent, nous croyons que le prix du blé est plus élevé à Paris, parce qu'il est chargé de frais de transport, d'octroi, de bénéfice de marchands, etc., et tout ce que nous dit Say à cet égard, et ses affirmations sans preuve, et son mépris, ne peuvent rien changer à notre conviction. Nous ne voyons dans ses allégations qu'une pitoyable supercherie, propre seulement à tromper les hommes superficiels qui s'en tiennent à une première vue.

Après avoir étourdi ses lecteurs par ces faits controuvés, ces fausses apparences de vérité, J.-B. Say se croit assez avancé dans leur conviction pour oser leur exposer ses idées sur les capitaux, qui ne sont que de nouvelles supercheres, des

chicanes de mots préparées dès le commencement de son livre, en changeant l'acception du mot capital, et en prétendant que les défenseurs du régime protecteur ne voient un capital que dans une somme d'argent. Il prouve victorieusement, ce que personne ne lui conteste, que le capital d'un peuple se compose de bien d'autres choses que de son numéraire, puis à cette vérité, mêlant adroitement ses erreurs, il ajoute :

« Lors donc que le numéraire que l'on tire du dehors irait
» se ranger dans les capitaux de la nation, il ne serait qu'un
» changement de forme pour cette portion de capital, et ne
» constituerait pas une augmentation. On ne peut nier que
» le fonds de commerce d'un négociant, et par conséquent
» les sucres, par exemple, qu'il a dans ses magasins, ne fas-
» sent partie des capitaux d'une nation ; cependant quand, à
» la suite d'une opération de commerce, il reçoit pour vingt
» mille francs de sucre, on ne dit pas que son capital est aug-
» menté de vingt mille francs ? Il a changé une valeur capi-
» tale qui était en blé, peut-être, contre une valeur en sucre ;
» et s'il a fait un bénéfice sur cette opération, ce bénéfice a
» fait partie de ses revenus, et non de ses capitaux. »

» De même, si après avoir fait un envoi de marchandises
» dans l'étranger, il en reçoit les retours en écus, ces écus
» sont un changement de forme subi par son capital, et non
» un nouveau capital qu'il a reçu.

» Que devons-nous conclure de ces vérités de fait ? Que l'on
» peut importer du numéraire sans augmenter la somme des
» capitaux du pays, tout comme on peut en exporter sans la
» diminuer. »

Toutes ces assertions peuvent paraître vraies à l'esprit d'un imberbe, d'un caraïbe, d'un homme léger et irréfléchi qui s'en tient à la superficie des choses, sans approfondir leur nature intime, sans apercevoir les effets qui en résultent ; mais il n'en est pas de même pour l'homme qui n'est pas aveuglé par l'esprit de système.

J.-B. Say ne voit ici l'exportation des marchandises, et l'importation du numéraire qu'en premier aperçu, et il ne les considère que par rapport à l'intérêt particulier du négociant ; ce qui est une erreur, ou une tromperie. Voyons donc ces opérations, comme il faut les voir en économie politique, dans l'intérêt public, et dans leur résultat final.

Des négociants français ont échangé des marchandises à l'étranger contre du numéraire. La valeur de ces marchandises, qui faisait partie du capital de la France, a changé de forme et se présente en numéraire. Dans l'examen de cette transaction Say s'est arrêté là, il n'a rien vu de plus; les effets de cette cause lui ont échappé, ou il a voulu les dissimuler à ses lecteurs pour les induire en erreur et en conclure insidieusement que l'on peut importer ou exporter du numéraire sans augmenter ou diminuer le capital national. Pour nous faire des idées exactes de ces opérations et en connaître la vérité, approfondissons donc l'examen de ce fait, et recherchons quel résultat doit produire cette transformation de valeur, en analysant d'abord les qualités des choses échangées.

Pour des objets périssables qu'il faut livrer à la consommation (si l'on ne veut pas en voir diminuer ou anéantir la valeur), qui nous sont superflus, que nous avons produits, et que nous pouvons produire encore avec avantage, si nous en avons besoin, nous avons obtenu des objets durables, que tout le monde recherche, qui servent à acheter toute chose, qui ne se consomment pas, qui ne s'altèrent pas, qui ont une valeur fixe et dont nous devons nécessairement faire une épargne si nous ne les exportons pas.

Que résulte-t-il de la nature des objets échangés, dont l'un est presque éphémère, et l'autre de longue durée? Que pour conserver la valeur des produits que nous avons créés, si nous ne les consommons pas, si nous en avons surabondamment pour la satisfaction de nos besoins, nous sommes obligés de les échanger contre des objets durables pour ne pas perdre la valeur de nos nouvelles productions. Or, conserver ainsi la valeur de nos productions, les empêcher de s'anéantir, c'est accumuler des richesses; ou, en d'autres termes, c'est augmenter nos capitaux.

En effet, pour accumuler des richesses, augmenter nos capitaux, les produits isolément présentent bien moins d'avantages que le numéraire. On ne peut en créer indéfiniment. La consommation a des limites et en impose également à la création des produits; parce que la surabondance de marchandises en fait baisser la valeur au-dessous du prix de revient, met les producteurs en perte, et arrête l'activité de l'industrie: de là, ces crises commerciales qui nous désolent si

souvent, depuis que les nations ont tant multiplié leurs moyens de production.

Le numéraire, au contraire, étant d'une nature permanente et d'une valeur fixe, peut être accumulé sans inconvénient. On en a rarement assez ; et quand on en a trop pour l'emploi qu'on peut en faire dans l'Etat, on le loue au dehors ; on prête le capital pour en retirer un intérêt. Le moyen d'enrichir un peuple est donc d'allier l'exportation de ses produits, et l'importation du numéraire pour augmenter d'une part sa production, et d'autre part l'accumulation des richesses monétaires qui sont durables et conservatrices de la valeur des produits. Voilà pourquoi les véritables, les seuls économistes, les défenseurs du régime protecteur, considèrent avec raison l'importation du numéraire comme une augmentation de richesses ou de capital pour une nation.

J.-B. Say cherche à profiter de la confusion qu'il a introduite dans le langage en changeant l'acception du mot capital, pour repousser par cette supercherie des principes qu'il ne peut vaincre par le raisonnement. D'un côté, il prétend qu'un Français qui reçoit de l'étranger des revenus en écus, n'augmente pas le capital de la France ; et, d'autre part, qu'un Français qui va dépenser son revenu en Italie ne diminue pas le capital de son pays : parce que les sommes importées et exportées ne font pas partie du capital de la France, c'est-à-dire des valeurs destinées à des opérations industrielles. Ce misérable jeu de mots n'a pas seulement le mérite d'être logiquement vrai, en admettant l'acception donnée par l'auteur au mot capital. On peut admettre que ces revenus importés et exportés ne font pas partie des sommes destinées à la production, dans le moment qu'on les a importés ou exportés ; mais ils peuvent le devenir immédiatement après, quand on aura eu le temps de les y employer. Dans tous les cas, les richesses de la France sont augmentées par l'importation du numéraire, et diminuées par l'exportation ; et c'est avec les richesses que l'on forme les capitaux productifs.

Voilà les pitoyables subterfuges que l'on est obligé d'employer quand on veut défendre l'erreur, et le système de la liberté du commerce est une des plus grandes erreurs qui, à l'époque où nous vivons, déshonorent l'esprit humain.

Cependant c'est toujours par le même moyen que l'auteur

attaque tous les principes du régime protecteur : l'intérêt particulier du négociant est mis à la place de l'intérêt public, et le mot capital, à la place de richesses nationales. En voici un nouvel exemple :

« On n'est pas mieux fondé, dit-il, à représenter les capitaux qu'une nation possède en écus, comme préférables en ce qu'ils sont plus solides, plus durables, que sous toute autre forme : tandis, ajoute-t-on, que toutes les autres marchandises sont consommables, qu'elles disparaissent toujours plus ou moins promptement, l'or et l'argent ne périssent pas, ils servent éternellement et se multiplient par la circulation.

» Un tel langage, messieurs, est tout à fait en arrière de l'état actuel de nos connaissances économiques.

» Il est de l'essence des capitaux, non d'être inconsommables, mais au contraire de se consommer. Ils ne peuvent servir qu'en se consommant sous une forme pour reparaître sous une autre ; et même plus la consommation en est prompte, et moins longtemps on en perd l'intérêt. Aussi quand on a une portion de capital en argent, cherche-t-on à la transformer le plus tôt possible en une marchandise consommable. ou en main-d'œuvre qui est aussi une denrée consommable. Tant qu'un capital reste en écus, il peut être destiné à faire des avances à la production, mais il n'en fait point encore ; pour devenir utile, il faut qu'on le troque contre des objets de consommation. Un système qui s'y opposerait, ferait l'office d'un imbécile ami qui dirait à un commerçant : N'allez pas vous aviser d'acheter les marchandises objets de votre commerce. Gardez-vous de vous séparer de vos écus, substance solide et durable, et de les donner contre des produits périssables. Du reste, servez-vous-en en famille.

» Et si cet ami était le gouvernement, s'il avait la force en main, s'il empêchait les négociants du pays de faire leur métier pour les empêcher de perdre leurs capitaux ; si, par intérêt pour les consommateurs, il leur défendait de consommer ce qu'ils préfèrent et ce qui leur coûte moins.... Je m'arrête de peur de le trouver trop ridicule. »

Pour détruire aux yeux du lecteur les principes du régime protecteur, J.-B. Say rassemble ici toutes ses ruses et ses

subtilités. Il met insidieusement l'intérêt du négociant à la place de l'intérêt général; il considère les capitaux dans leur valeur et non dans leur nature matérielle, tandis qu'il n'est question que de cette dernière; il présente l'opération de la production et non l'échange des marchandises avec l'étranger; il élude ainsi la question, en prouvant ce qui n'en fait pas l'objet; rien n'arrête sa mauvaise foi, son argumentation est un chef-d'œuvre de sophisme.

Un tel langage, dit-il, est tout à fait en arrière de l'état actuel de nos connaissances économiques.

En cela il n'y a rien d'étonnant : la vérité est éternelle, l'erreur seule est passagère; et, quand elle règne, le vrai paraît suranné aux yeux des hommes égarés; mais il ne s'ensuit pas que les principes protecteurs sont faux, parce qu'ils ne sont pas aussi nouveaux que l'amas d'hallucinations que l'auteur nomme l'état actuel de nos connaissances économiques.

Ici, pour tromper les lecteurs, J.-B. Say cherche par son mépris à faire naître la défaveur sur des vérités qu'il ne peut attaquer directement. C'est une préparation pour le prendre aux pièges qu'il va lui tendre.

Il est de l'essence des capitaux, non d'être inconsummables, mais au contraire de se consommer.

J.-B. Say profite de la confusion qu'il a mise dans l'acception du mot capital pour porter l'esprit du lecteur vers l'emploi des richesses dans la fabrication, l'empêcher de les considérer dans leur nature matérielle et la préférence que méritent les valeurs durables pour la conservation et l'accumulation des richesses. C'est un moyen subtil d'éluder la question, mais ce n'est pas y répondre d'une manière franche et délicate.

Pour dissiper la confusion que l'auteur a répandue sur ce sujet, reconnaissons d'abord qu'il y a des capitaux consommables, comme les produits destinés à la satisfaction de nos besoins; qu'il en est d'inconsummables, comme le numéraire, les biens-fonds, dont on loue l'usage; mais en bonne logique on ne peut attribuer aux uns ce qui ne convient qu'aux autres, comme le fait J.-B. Say.

Ces deux natures de richesses sont indispensables à une nation civilisée; les premières, pour sa consommation et la vente à l'étranger; les secondes, pour la facilité des échanges,

la conservation et l'accumulation des valeurs. Les principes protecteurs consacrent ces vérités ; et si dans les relations internationales ils prescrivent de repousser les produits périssables et de préférer recevoir des substances durables, c'est qu'il est avantageux à une nation de produire les objets de consommation et d'accumuler des richesses monétaires qui ne nuisent pas comme les autres à ses industries.

Si, dans la production, on doit consommer les capitaux pour les faire reparaître sous une autre forme, il ne s'ensuit pas que les produits périssables qui sont utiles dans ce cas, soient préférables pour la conservation et l'accumulation des richesses. C'est une question toute différente de savoir quand les objets durables méritent la préférence.

Après avoir trompé les lecteurs par cette supercherie, par cette substitution d'une chose à une autre, l'auteur le ramène aux relations commerciales avec l'extérieur et dit :

Tant qu'un capital reste en écus, il peut être destiné à faire des avances à la production ; mais il n'en fait point encore ; pour devenir utile, il faut qu'on le troque contre des objets de consommation.

Est-ce là un motif pour faire cet échange avec l'étranger au lieu de le faire avec des concitoyens ? Au reste, les principes protecteurs n'interdisent pas l'importation des matières premières nécessaires à l'industrie, dont le sol et le climat du pays ne comportent pas la production ; mais ils repoussent les produits manufacturés du dehors, qui nuisent aux fabriques de l'intérieur. L'auteur poursuit :

« Un système qui s'y opposerait, ferait l'office d'un imbécile ami qui dirait à un commerçant : N'allez pas vous aviser d'acheter les marchandises objets de votre commerce. Gardez-vous de vous séparer de vos écus, substance solide et durable, et de les donner contre des produits périssables. Du reste, servez-vous-en en famille.

» Et si cet ami était le gouvernement, etc., etc. Je m'arrête, s'écrie-t-il, de peur de le trouver trop ridicule. »

Quand on est réduit à dissimuler la vérité, à dénaturer les faits, à en exagérer les conséquences de la manière la plus insensée, à recourir à l'artifice et au mensonge, il est impossible que l'on ne soit pas dans l'erreur ; car les signes de l'erreur sont la mauvaise foi, la déraison et les sophismes. Il n'y

a pas, dans ce paragraphe de J.-B. Say, une idée qui ne soit tronquée : tout y est faux et spécieux. Comment a-t-il pu tracer ces lignes sans être retenu par aucun sentiment de délicatesse ?

Le régime protecteur n'interdit pas au commerçant d'acheter les marchandises objets de son commerce ; il l'empêche de les acheter à l'étranger, et de lui porter profit au préjudice de ses concitoyens ; il ne lui défend pas de se séparer de ses écus : peu lui importe que ces écus soient dans une main ou dans l'autre, pourvu qu'ils restent dans l'Etat.

Ces principes sont prouvés irrévocablement par l'expérience de plusieurs siècles ; rien n'est mieux démontré en économie politique, et il faut être capable de nier la vérité, pour les qualifier de conseils d'un imbécile ami. Ne pouvant les combattre par la raison, l'auteur ose les couvrir de son pitoyable mépris ; et pour achever de mystifier le lecteur, il a l'impertinence de les tourner en ridicule avec une fourberie qui serait comique si elle n'était méprisante.

Voilà par quels moyens honteux l'auteur tend à persuader qu'il est indifférent aux nations de posséder du numéraire ou toute autre marchandise : ce ne sont pas là les procédés de la vérité et de la franchise que l'on doit apporter à la culture des sciences ; ce ne sont que les ressources ordinaires de la chicane et du charlatanisme.

CHAPITRE VII.

EXAMEN DU CHAPITRE XIII, VOL. II, OU J.-B. SAY TEND A PERSUADER QUE LE RÉGIME PROTECTEUR SE PROPOSE UN RÉSULTAT IMPOSSIBLE.

Fidèle à ses moyens de fascination, Say prétend que ce régime n'a pour but que l'accaparement des métaux précieux, et rien de plus. De sa part, est-ce ignorance ou supercherie?

En prétendant que le système protecteur ne veut que de l'or et de l'argent, il présente ce but comme une vieille erreur qui était généralement répandue à l'époque où l'on a fait l'application de la doctrine qu'il cherche à déprécier, et il estime qu'il faut aujourd'hui l'abandonner, non-seulement comme étant inutile et impossible dans son résultat, mais comme contraire au bien-être des nations.

Il semble ne s'être pas douté qu'en employant ce moyen de réprobation, il s'exposait à se voir reprocher son ignorance en économie politique, et sa précipitation à juger une conception qu'il n'avait pas approfondie.

Quelque étendues que fussent les connaissances de J.-B. Say, il ne paraît pas avoir en une idée complète du système protecteur; il n'en avait pris que les notions inexactes que lui avaient fournies ses devanciers Quesnay et autres; et il ne s'était pas aperçu que voulant accaparer les métaux précieux, le système protecteur s'imposait l'obligation de porter une nation au plus haut degré de prospérité.

En effet, pour obtenir l'or et l'argent par des moyens légaux, il faut développer l'industrie dans toutes ses ramifications, faire produire au sol tout ce que le climat comporte, à la fabrication toutes les marchandises connues, et porter un commerce lucratif sur tous les points du globe; afin d'aug-

menter les travaux, les moyens d'existence, et, par suite, la population ; de fournir à la nation tout ce qu'elle peut consommer, et de plus la doter d'un immense superflu qu'elle pourra vendre à l'étranger. Ne sont-ce pas là tous les éléments de la prospérité ? et cette prospérité est-elle assez étendue ? Jamais nation n'en a joui d'une plus grande.

Les sectaires n'ont rien vu de tout cela : ils ont rêvé une chimère, et depuis près d'un siècle ils cherchent à la réaliser, sans s'enquérir le moins du monde si elle serait avantageuse à l'humanité. C'est un préjugé d'imagination, et rien de plus.

Dans ces dispositions leur premier soin doit être d'écarter le régime protecteur, et, dans cette vue, J.-B. Say prétend que cette doctrine se propose un résultat impossible. Voyons ce qu'il peut en être.

Il est indubitable que si un peuple repousse les produits étrangers, on ne pourra lui acheter les siens que contre des métaux précieux, du numéraire et des objets qu'il lui convient de recevoir ; et que s'il vend de ses marchandises au dehors pour une somme plus forte que la valeur de celles qu'il recevra, l'étranger aura un solde à lui payer en numéraire.

Ce solde pourra bien être diminué, surpassé même par le prix des marchandises étrangères introduites en contrebande, mais il ne dépendra que de lui d'empêcher cette importation frauduleuse, en ajoutant à la prohibition, comme moyen coercitif, les visites domiciliaires qui en assurent le succès. C'est ainsi qu'en a agi la France pour repousser les draps belges après que la Belgique lui fut enlevée ; et elle y a complètement réussi.

Par l'emploi de ce moyen qui est le plus facile, le plus sûr, le moins onéreux et le moins vexatoire, quoiqu'en disent les sectaires, un peuple peut donc vendre à l'extérieur plus qu'il n'achète, recevoir un solde en numéraire, accumuler le numéraire et le placer à intérêt à l'étranger, s'il n'en trouve pas un revenu suffisant à l'intérieur. Ainsi le régime protecteur peut atteindre le but qu'il se propose ; et, quand ce résultat n'est pas obtenu, c'est la faute de l'administration publique qui n'exécute pas ponctuellement la loi, qui a trop de confiance dans les chiffres de la balance des douanes, et qui laisse faire à la nation plus de dépense qu'elle n'a de bénéfice,

comme un négociant qui consomme plus qu'il ne gagne.

J.-B. Say ne pouvant repousser ces principes par les moyens de la logique, a dû avoir recours à l'artifice ; et nous allons voir par quel tour d'adresse il cherche à fasciner l'esprit du lecteur.

Dans le commencement de son ouvrage, il s'est ménagé un expédient plus efficace qu'on ne pense, quand on n'en est pas prévenu, en avertissant qu'il nommerait indifféremment métaux précieux, le numéraire, ainsi que l'or et l'argent. Par ce moyen il trompe le lecteur, en attribuant au numéraire ce qui ne convient qu'aux métaux précieux en lingot, et aux métaux précieux ce qui ne convient qu'au numéraire, suivant que l'occasion s'en présente, ou que sa mauvaise foi en a besoin ; il en use largement, et avec habileté dans tous les chapitres que nous allons examiner.

J.-B. Say exprime en ces termes son idée principale sur ce sujet :

« Quelle que soit sa législation, un pays reçoit toujours » tout l'or et l'argent qui lui sont nécessaires ; il n'en reçoit » jamais au delà de cette quantité ; conséquemment les lois » et les mesures de l'administration qui ont pour objet d'en » favoriser l'introduction, ne vont point à leur but, et ne » tendent qu'à priver un peuple d'une partie des heureux » effets qui résultent de l'activité de son commerce avec les » autres nations. »

Ces principes sont trop absolus pour être vrais, et ils ne peuvent avoir un certain degré de vérité que par rapport à l'or et à l'argent en lingot ; mais ils sont complètement faux par rapport au numéraire.

Un pays pauvre ne se procure pas des métaux précieux en lingot pour en fabriquer des bijoux, de la vaisselle, etc. Si personne n'y fait usage de ces objets de luxe, on ne fabrique, on n'achète pas ce dont on ne fait aucun usage ; mais il n'en est pas de même du numéraire : pauvres et riches en ont toujours besoin, on n'en a jamais trop ; parce qu'il achète toute chose, et quand on ne sait pas l'employer en industrie, on le prête à intérêt, etc. C'est ainsi que l'auteur mêle le vrai au faux, au moyen de la confusion qu'il a mise dans son langage, pour en tirer des conclusions contraires à la vérité : tout son chapitre est fondé sur cette supercherie.

Pour faire croire, par l'apparence d'un fait, que le numéraire varie de valeur en différents temps, en différents lieux ; et que pour ce motif on le porte d'un pays où il vaut moins, dans celui où il vaut plus, J.-B. Say dit :

« Les négociants ont une règle plus sûre pour juger de la » différence qui se trouve dans la valeur de l'argent d'un pays » à l'autre, c'est le cours du change. A Paris, le cours du » change d'Amsterdam exprime la quantité d'argent que » l'on paie dans la première de ces villes, pour acheter une » somme payable dans la seconde. S'il me suffit de donner à » Paris cent onces d'argent pour acquérir une lettre de change » qui me vaudra cent cinq onces d'argent à Amsterdam, je » suis assuré que l'argent vaut en Hollande cinq pour cent de » moins qu'en France. »

Que veut dire J.-B. Say dans cette citation ? Entend-il parler d'argent en lingot, ou d'une somme en numéraire ? Il fait mention de somme d'argent et d'once d'argent, et ce n'est pas sans motif qu'il met de la confusion dans l'expression de sa pensée : il n'ignore pas que la plupart des lecteurs aimeront mieux l'en croire, que d'examiner une question ardue sur un sujet qui ne leur est pas familier.

S'il a en vue le métal d'argent, il ne peut être question de change ; car le change ne s'occupe et ne peut s'occuper que de valeur monétaire, et non de métaux en lingot.

Quand Paris demande de ce métal, il faut qu'on lui en envoie par la voie ordinaire, comme une autre marchandise. Ici l'auteur confond les choses pour nous jouer un tour de sa façon ; il dénature les faits, il nous présente des onces d'argent que l'on donne en plus grande quantité dans un lieu que dans un autre ; il embrouille toutes les idées pour parvenir à persuader à ceux qui n'y entendent rien, que le change est le résultat de la différence de valeur du numéraire dans différentes localités, et non l'échange de créances entre deux pays.

Quittons les faits dénaturés, les abstractions et les subtilités de cet écrivain, et voyons les faits en eux-mêmes.

L'or et l'argent en lingot varieraient de valeur comme toutes les autres marchandises ; mais ils sont trop précieux, trop peu abondants pour que cette variation soit importante et influe sensiblement sur la valeur du numéraire. Il n'y a guère que les frais de transport qui font la différence dans la

valeur des métaux précieux en lingot d'un lieu à un autre.

Quand Paris fait venir des métaux précieux d'Amsterdam, le prix de ces métaux est rehaussé à Paris de tous les frais de transport, etc. ; mais il n'en est pas de même du numéraire : c'est la marchandise qu'il achète qui est chargée des frais que coûte le numéraire pour le faire parvenir à sa destination.

Lorsqu'un Français achète des marchandises en Angleterre, il comprend dans son prix de revient, outre le prix d'achat, les frais de commission, ceux du transport de la marchandise d'Angleterre à Paris, et ceux du numéraire de Paris en Angleterre. Ce n'est qu'après avoir additionné tous ces déboursés qu'il peut savoir ce que la marchandise lui coûte.

Si, au lieu d'une opération isolée, nous considérons l'ensemble des transactions commerciales entre deux nations, nous y verrons la source d'une conception moderne, le change, qui a procuré beaucoup d'économie et de facilité dans le commerce pour les paiements qui doivent se faire d'un lieu à un autre.

Quand la France vend à la Hollande une plus grande quantité de marchandises qu'elle n'en reçoit, la Hollande lui paie un solde en numéraire. L'on ne transporte pas ordinairement le numéraire d'un pays dans un autre, que lorsqu'on ne peut faire autrement. Les négociants ont un moyen plus économique : c'est l'échange des créances réciproques par les effets à ordre que tout le monde connaît.

Dans l'hypothèse ci-dessus, les effets sur Paris seront très-recherchés à Amsterdam pour payer le solde dû en numéraire à la France. Il faudra donner, pour les obtenir, un agio plus ou moins élevé ; et c'est ce qui fait hausser ou baisser le cours du change. Quand le cours du change est à cinq pour cent au-dessus du pair en faveur de la France, on donne cent cinq francs à Amsterdam pour un effet de cent francs sur Paris, ou cent francs à Paris achètent un effet sur Amsterdam de cent et cinq francs.

De son plein gré, J.-B. Say change, en faveur de son système, cette théorie reconnue par l'expérience. Fidèle à son principe que le numéraire varie de valeur, selon les lieux et les circonstances, suivant qu'il est plus ou moins abondant, il prétend, dans l'hypothèse dont il vient d'être fait mention,

que le numéraire a moins de valeur à Amsterdam qu'à Paris, puisqu'on en donne moins dans cette dernière ville, pour en obtenir plus dans l'autre. Si cet écrivain n'avait jamais été qu'un homme de lettres, on pourrait penser que faute de connaissance positive, il s'est fait illusion ; mais J.-B. Say avait été fabricant, et comme tel, il devait connaître la vérité.

Cent francs à Paris et cent francs à Amsterdam sont deux choses d'égale valeur ; mais si Amsterdam a acheté des marchandises à Paris, c'est à la Hollande à payer les frais de transport du numéraire destiné à les acquitter. Ainsi ce n'est pas parce que le numéraire a une valeur différente dans les deux villes qu'on donne moins d'argent à Paris pour en recevoir plus à Amsterdam, c'est que la Hollande a des frais de change à payer pour opérer le paiement des marchandises qu'elle a reçues.

Que faut-il penser d'un écrivain qui dénature sciemment les faits pour soutenir son système, et d'un système que ses défenseurs ne peuvent étayer que par des faits dénaturés ?

J.-B. Say dit plus loin : « Si les lois des partisans de la banque lance du commerce réussissaient à faire entrer l'or et l'argent, elles en aviliraient le prix, ce qui les ferait exporter : ils manqueraient donc leur but ? »

Où donc l'auteur a-t-il vu les métaux précieux avilis dans leurs prix par leur abondance ? Encore une fois, il nous donne ses suppositions pour des réalités, et il s'efforce de nous faire admettre ses rêves comme des vérités ! Jamais le monde civilisé, depuis qu'il existe, n'a présenté l'exemple d'une nation qui a surabondance d'or et d'argent. Le Pérou et le Mexique même n'en ont pas assez. Naguère ce dernier pays demandait à en emprunter.

Admettons cependant que la France, ou tout autre Etat, puisse, en échangeant ses produits contre des métaux précieux, en importer une quantité supérieure à celle dont on suppose qu'elle a besoin ; qu'en résulterait-il ? L'importation de cette matière première ne nuirait à aucune de ses industries. Voilà déjà un avantage important qui justifie seul les prohibitions, et qui doit mériter aux métaux précieux la préférence à l'importation sur tous les autres produits étrangers.

D'un autre côté, les métaux précieux ne se détériorent pas, varient si peu de valeur qu'on peut considérer cette va-

riation comme nulle. C'est encore un avantage que ne présentent pas la plupart des autres produits du dehors.

Les métaux précieux ne se consomment que fort peu et fort lentement ; on serait donc obligé d'en faire des épargnes, d'en former des capitaux, d'accumuler des richesses que l'on est fort heureux de trouver au moment du besoin ou du danger : voilà encore un autre avantage que n'offrent pas les produits périssables.

Supposons que l'or et l'argent diminuent un peu de valeur par leur abondance, la France trouverait du bénéfice à en fabriquer du numéraire pour le louer à l'étranger, comme ont fait les Hollandais à la fin du XVIII^e siècle, qui, à cette époque, ont versé de l'argent par milliards dans les fonds des autres nations de l'Europe.

Au reste, les considérations que nous venons d'émettre sur la surabondance des métaux précieux ne sont que spéculatives ; on n'a pas d'exemple d'une nation qui se soit trouvée dans cette situation. Depuis plus de trois mille ans, l'Inde importe de l'or et de l'argent plus qu'elle n'en exporte, et elle n'en a pas encore assez ; car elle continue à en demander, et les denrées et la main-d'œuvre y sont toujours à bas prix.

En louant le numéraire à intérêt, en l'exportant, dirait J.-B. Say, le système protecteur manque le but qu'il se propose. Aucunement. Le but du régime protecteur n'est pas de l'accaparer pour thésauriser ; mais pour en tirer profit ; en en formant des créances productives d'intérêt, on n'en perd pas la valeur, et l'on peut stipuler des époques de remboursement. Si J.-B. Say lui prête une autre intention, c'est qu'il ne l'a pas conçu dans toute son étendue ; ou c'est pour lui attribuer un tort qu'il n'a pas, afin d'avoir plus de facilité à le déprécier aux yeux des lecteurs.

Du reste, nous devons le répéter, le but du régime protecteur n'est pas uniquement de donner la préférence à l'importation des métaux précieux sur tous les produits étrangers ; c'est d'exciter l'extension de la production nationale, le développement de tous les genres d'industries, et l'augmentation de toutes les classes de la population.

« Demandons à l'Italie de l'huile, dit J.-B. Say, elle nous » en fournira ; demandons-lui de l'argent, nous en ferons » hausser la valeur, car elle n'en produit pas. »

Say raisonne ici sur des abstractions, des illusions, et non sur des faits. Il est préférable pour la France de favoriser la production de l'huile dans ses provinces du Midi, que dans l'Italie. Si l'Italie ne produit pas d'argent, non plus que la France, elle s'en procure en vendant ses huiles aux peuples qui n'en ont pas ; elle aura probablement toujours de l'argent par la même voie, et elle pourra continuer à acheter à la France ceux de ses produits dont elle a besoin. A cet égard, le passé nous répond de l'avenir ; depuis plus d'un siècle l'Italie en agit ainsi, et les prévisions de J.-B. Say ne semblent pas près de se réaliser.

Dans le même chapitre, vol. II, page 318 de l'ouvrage de Say, nous trouvons un alinéa où il y a autant d'erreurs que de propositions. Il dit :

« Nulle contrée ne peut fournir aux autres, d'une manière » constante, autre chose que ses produits. »

Encore une affirmation sans preuve, une illusion présentée comme une réalité ! On ne trouve donc pas une seule vérité favorable au système de l'anarchie commerciale ? Il n'est donc basé que sur l'erreur ? Ne sait-on pas que tel pays vend constamment contre écus au Midi, et achète constamment contre écus au Nord ? Il obtient d'un côté ce qu'il donne de l'autre. C'est ainsi qu'il se procure de l'argent et qu'il peut acheter ce qu'il ne produit pas.

« Les marchandises sont payées par des marchandises, » dit J.-B. Say.

Encore une exception présentée comme une règle générale ! Nous savons tous par expérience que l'on achète constamment les marchandises avec du numéraire, et que les échanges de marchandises sont extrêmement rares.

« Il faut, pour que les commerçants trouvent leur compte » à faire le commerce, que les importations surpassent en » valeur les exportations. »

Oui, pour leur bénéfice particulier ; mais il faut bien se garder de prendre, comme le fait insidieusement J.-B. Say, l'intérêt privé pour l'intérêt général : ce sont choses fort différentes. Le sophiste tend ici à faire confondre par le lecteur, les envois et les retours en marchandises des négociants, avec la balance du commerce général d'une nation, ce qui n'est nullement une seule et même chose. Les retours que reçoivent

les négociants doivent surpasser en valeur leurs envois, pour qu'ils y trouvent leur bénéfice, et il en est de même d'une nation; mais avec cette différence que celle-ci doit exporter plus de marchandises qu'elle n'en reçoit, et recevoir plus de numéraire qu'elle n'en exporte; circonstance qui est indifférente à l'intérêt du commerçant.

« Nous recevons toujours du dehors en marchandises, une » valeur supérieure à celle que nous y avons envoyée. »

C'est généralement vrai, par rapport aux commerçants; mais il n'en est pas de même par rapport à l'intérêt public. Les importations de marchandises étrangères sont préjudiciables à l'Etat, nous l'avons déjà assez prouvé; elles ruinent ses manufactures, et diminuent sa population en amoindrissant la production intérieure qui lui assure ses moyens d'existence.

J.-B. Say ajoute : « C'est ce que l'on a fort ridiculement » appelé une balance défavorable. »

Jamais on n'a appelé balance favorable ou défavorable le résultat des transactions commerciales considérées relativement à l'intérêt particulier des commerçants qui s'en étaient chargés; cette expression est réservée pour désigner le résultat du commerce général d'une nation envisagé dans l'intérêt public et économique.

Ici J.-B. Say déverse le mépris et le ridicule sur ses adversaires en opinion, pour faire admettre par ceux qui craignent de partager un ridicule apparent ce qui n'est que relatif à l'intérêt particulier, comme une chose d'intérêt général et politique, et il ne se doutait probablement pas, dans son illusion de triomphe, que le mépris et le ridicule retombent toujours sur celui dont les prétentions sont en défaut.

La suite de ce chapitre de J.-B. Say présente la phrase suivante :

« On peut entraver les communications des peuples; mais, » du moment qu'un trafic s'établit entre eux, on ne peut » faire qu'ils se paient en d'autres valeurs que les produits de » leur sol et de leur industrie. »

Toujours les mêmes moyens de fascinations, toujours la même imposture dite et redite sans cesse, offerte sous toutes les formes, pour en pénétrer l'esprit des lecteurs, les y habituer, les en infatuer, comme on inculque des préjugés absurdes à l'enfance, à l'ignorance, aux hommes irréfléchis ou sans jugement !

Quand les Anglais, les Français, et toutes les autres nations qui ne produisent pas de l'or, importent ce métal chez les autres peuples, pour payer les produits qu'ils y achètent, peut-on dire qu'ils paient les marchandises étrangères avec les produits de leur sol et de leur industrie ?

Si, par des affirmations sans preuves, J.-B. Say espère démontrer que le régime protecteur se propose un résultat impossible, il se fait encore illusion, car il est absolument en contradiction avec les faits. La prospérité et les richesses de l'Inde, de la Chine, de la France, de l'Angleterre, etc., sont des exemples qui prouvent son erreur ; et les raisonnements irréfragables que l'on peut opposer à son système ne sont pas moins convaincants.

Ne savons-nous pas que tous les achats de marchandises se font contre du numéraire ? N'est-il pas certain que si une nation vend plus de produits qu'elle n'en achète, il lui restera dans les mains en numéraire une valeur plus grande que la somme qu'elle aura exportée pour ses achats, et qu'ainsi elle accumulera du numéraire, ou des métaux précieux, suivant le but du régime protecteur ?

Si le système de l'anarchie commerciale était vrai, la Suisse devrait être le peuple le plus riche de l'Europe ; la Hollande aurait conservé et accru son ancienne prospérité, l'expérience aurait fait apprécier les avantages de la liberté du commerce, et on se serait hâté de la rétablir. Au lieu de cela c'est le contraire qui existe.

Pour terminer son chapitre, J.-B. Say s'efforce de nous prouver, ce que personne ne lui conteste, que les tableaux de la balance du commerce ne méritent aucune confiance ; mais les partisans du régime protecteur sont à peu près d'accord avec lui à cet égard : ils ne les ont jamais considérés comme la représentation exacte des transactions commerciales entre deux peuples. On n'a jamais ignoré les nombreuses différences qu'y apportaient la contrebande, les déclarations incomplètes que les négociants font à la douane pour les prix de leurs marchandises, les évaluations erronées ou frauduleuses des ministres, etc., etc. : les tableaux des opérations des douanes n'ont été considérés que comme des aperçus approximatifs, qui, grandement secondés par le cours du change et les renseignements du commerce, donnent des notions assez

rapprochées de la vérité, pour que l'administration puisse agir d'après ces données ; elles servent surtout à indiquer l'importance des importations et des exportations de telles ou telles marchandises ; connaissance qu'il importe d'acquérir, toute imparfaite qu'elle est, pour se diriger en conséquence. C'est par ce moyen que dernièrement le gouvernement français s'est aperçu de l'augmentation considérable qu'a éprouvée, depuis l'invention des machines à filer le lin, l'introduction en France des fils d'Angleterre, et qu'il tend à prendre les mesures les plus efficaces pour protéger l'industrie linière dans son pays.

Il ajoute ensuite : « Cette diminution de numéraire métallique, tant en Angleterre qu'en Russie, indiquerait, suivant la doctrine de la balance du commerce, une diminution d'opulence ; or, il est de fait, au contraire, que jamais ces deux pays n'ont été plus riches ; notamment l'Angleterre qui, durant ce dix-huitième siècle, a vu doubler sa population, etc. »

Puis il conclut : « Ainsi voilà des lois faites pour augmenter la masse des métaux précieux d'un pays et qui ne l'augmentent pas ; et voilà des nations qui ont moins de métaux précieux qu'elles n'en avaient, et qui sont incontestablement plus riches. »

Si les tableaux de la balance du commerce ne peuvent offrir avec exactitude l'état des transactions mercantiles entre les différentes nations, à bien plus forte raison devons-nous refuser toute croyance aux renseignements que les sectaires ont imaginés sur les sommes de numéraire que possèdent la Russie et l'Angleterre. Il est encore plus difficile de constater les valeurs en métaux précieux que chacune possède, que l'état des affaires commerciales que font entre elles ces nations. Il suffit d'y penser un moment pour se convaincre qu'il est d'une absolue impossibilité d'obtenir des idées exactes sur les quantités d'or et d'argent qui existent dans les mains des individus des divers Etats de l'Europe. Ces objets se refusent à toute espèce d'investigation, et même, souvent, ils se cachent, et quelquefois ils s'enterrent pour ne plus reparaitre. Tout ce que les sectaires nous disent sur ce sujet, est encore un nouveau leurre qu'ils tendent à la crédulité.

Cependant on conçoit que l'Angleterre, malgré ses im-

menses richesses en tout genre, ne doit pas avoir beaucoup de numéraire, non pour les motifs incompréhensibles et fallacieux qu'allègue la secte ; mais pour une autre cause qui doit frapper tous les yeux : les voyages des Anglais, leur séjour sur le continent européen doivent enlever annuellement une somme énorme à l'Angleterre, et apporteraient un bien grand changement à la balance des importations et des exportations, si les dépenses des voyageurs y étaient comprises : c'est une circonstance qu'il ne faut pas perdre de vue ; elle empêche cette nation d'accumuler toutes les richesses que sa grande production et son immense commerce lui apportent. Des légions d'Anglais quittent leur pays, où tout est à des prix exorbitants, pour pouvoir vivre ailleurs avec plus d'aisance, de plaisir, ou d'économie, et c'est là un des grands inconvénients d'une dette publique effrayante, de la masse de contributions qu'elle nécessite, de l'influence des impôts sur le prix des denrées et de la main-d'œuvre.

Ainsi la nation la plus prospère du globe perd les fruits de son étonnante production, par l'immensité de l'impôt qui pèse sur elle ! Si l'Angleterre veut conserver et accroître sa prospérité, éviter, par la suite, une terrible catastrophe, elle doit penser sérieusement à amortir sa dette ; la concurrence des peuples qui marchent aujourd'hui sur ses traces, lui en fait une condition d'existence.

Voilà un bien haut enseignement pour les économistes de tous les systèmes, et pour les gouvernements de toutes les nations, qui sont souvent si prodigues des trésors de l'État par le sot orgueil de primer dans la balance politique de l'Europe.

Ainsi, si l'Angleterre ne conserve pas le numéraire qu'elle importe, il n'y a pas lieu de s'en étonner, la cause en est bien connue ; et ce n'est certainement pas parce qu'elle reçoit des produits étrangers qu'elle prohibe, parce qu'elle échange marchandises contre marchandises, suivant les principes de J.-B. Say. D'après ces considérations, nous concluons que toutes les erreurs dont se compose son chapitre treizième, ne prouvent pas que le régime protecteur se proposerait un résultat impossible, si même il se bornait à n'avoir pour but que l'accumulation des métaux précieux.

CHAPITRE VIII.

EXAMEN DU QUATORZIÈME CHAPITRE, VOL. II, DE J.-B. SAY, SUR
LA PROHIBITION DES PRODUITS MANUFACTURÉS DE L'ÉTRANGER.

On devait espérer qu'un auteur d'une si grande capacité allait examiner ce sujet essentiel, dans toute son étendue, d'une manière franche et profonde ; mais il n'en a trouvé les moyens ni dans sa cause, ni dans sa manière de l'envisager.

Les défenseurs du régime protecteur expriment avec l'assurance de la conviction et de la vérité, les motifs qui les déterminent à repousser les marchandises de l'extérieur ; et ces motifs sont puissants, d'une haute importance, basés sur des faits nombreux, éclatants, et sur l'expérience de près de deux siècles.

De leur côté, les promoteurs du système de la liberté du commerce, nous annoncent que le plus grand bien-être des peuples serait le résultat de la libre concurrence en affaires commerciales.

Comment ces derniers prouvent-ils cette affirmation prophétique ? Voilà précisément ce qui les embarrasse, et ce qui les empêche d'aborder franchement la question. Ils sont dans l'impossibilité de réfuter directement leurs adversaires. Ils n'ont aucun fait réel qui appuie leur système, ceux qu'ils donnent pour tels, sont des faits controuvés ; ils n'ont aucun argument solide, que puisse avouer une saine logique ; mais ils ont pour eux la ruse, l'adresse, la subtilité, l'enthousiasme, et une masse de sophismes et d'arguties bien faits pour déconcerter et séduire les hommes qui ne sont pas habitués à ce genre d'argumentation.

Par ces moyens, et la publication d'une immense quantité d'ouvrages scientifiques souvent bien faits, toujours entraî-

nants ; par les secours de la presse périodique, des missions, de l'enseignement public, etc., etc., ils ont tant dit, redit et répété leurs principes, qu'ils ont fini par les faire croire, et qu'ils sont parvenus à obtenir une grande influence sur l'opinion de cette foule d'hommes ignorants, légers, superficiels, exaltés ; de cette foule de gens d'esprit sans jugement ; de savants sans réflexion et sans idées qui leur soient propres ; de cette foule enfin que l'on nomme le public, c'est-à-dire la majorité des hommes.

Cette influence a déjà été funeste dans bien des circonstances : à commencer par le traité de commerce entre la France et l'Angleterre, de 1786, qui a ruiné les manufactures françaises à cette époque, et à finir par l'hésitation qu'éprouve le gouvernement belge, pour entrer dans la voie du régime protecteur que réclame l'industrie de la Belgique. Qui sait ce que l'avenir nous réserve par suite de cette cause ? Souvent les nations, comme les individus, ne reconnaissent la vérité que par les désastres que produisent leurs erreurs.

Il est à remarquer que quand on est dans le vrai, on l'expose franchement, on l'énonce clairement et sans subtilité, et on n'a rien de mieux à faire. Quand on est dans le faux, on le présente à demi voilé, on lui prête un éclat artificiel, on tend au but par des détours, et on ne montre les objets que d'un côté.

J.-B. Say est évidemment dans cette dernière situation : il se garde bien de s'occuper des motifs que font valoir ses adversaires pour repousser les produits étrangers, leur évidence aurait jeté trop de lumière sur ce sujet ; loin de là, il en écarte ses lecteurs, il en distrait leur attention ; il leur soumet d'abord des vérités banales que tout le monde connaît, qu'il était inutile de rapporter ; mais qui tendent ici à gagner leur confiance, et insensiblement il leur présente modestement sous un faux rapport une faible partie de la question à résoudre, leur montre une pensée de Chaptal telle qu'elle n'est pas, et combat artificieusement la signification trompeuse qu'il lui prête.

J.-B. Say rapporte que Chaptal, dans son *Industrie française*, dit : « Ce n'est pas sur la *quotité de la valeur* comparée des échanges, mais sur la *nature des objets* échangés, qu'il convient d'établir les stipulations commerciales avec les

» autres nations ; » et il fonde son opinion sur ce calcul :
« qu'une nation agricole livre pour un million de laine à une
» nation manufacturière, celle-ci, avec le quart de cette laine
» fabriquée en étoffes, va payer la nation agricole ; » puis il ajoute :

« Ceux qui soutiennent cette opinion oublient que les
» gains ou les pertes que fait une nation, aussi bien qu'un
» particulier, ne sont point en raison du poids ou du volume
» des choses qu'ils donnent ou reçoivent, mais en raison de
» leur valeur. »

Evidemment Chaptal entend parler ici de la valeur des draps ; c'est avec cette valeur que l'on paie les laines ; il entend parler de la nature des objets échangés : matière première ou produit manufacturé, qui doit être prise en considération en économie politique pour les admettre ou les repousser.

Que fait J.-B. Say pour se tirer d'embarras ? Pressé qu'il est par la doctrine qu'il veut combattre, pour distraire ses lecteurs, les entraîner à admettre son système ; pour se donner une apparence de triomphe sur un homme d'une grande réputation européenne, il insinue que Chaptal et ses adhérents admettent que les gains et les pertes d'une nation sont en raison du poids et du volume des objets échangés, et il ose attribuer ainsi au génie judicieux de Chaptal une erreur grossière. Quel méprisable moyen !

Quand on emploie de pareils subterfuges pour défendre une cause, c'est qu'elle n'offre pas de bonnes raisons à faire valoir ; c'est que décidément elle est mauvaise.

J.-B. Say continue : « On dit à ce sujet qu'il y a bien plus
» de main-d'œuvre et de profit gagné dans la partie d'étoffe
» qui vaut cette somme (un million) que dans la matière
» première qui la vaut également. Il est possible qu'il y ait
» plus de main-d'œuvre dans une partie de drap d'un million
» que dans une partie de laine de même valeur ; mais
» il n'y a pas plus de profit gagné pour la nation. »

Tel est le principe sur lequel Say élève tout l'échafaudage de son argumentation : il concentre l'attention du lecteur sur la comparaison des deux opérations mercantiles, que l'on peut considérer, par une vue superficielle, comme donnant chacune un égal bénéfice à la nation, et il se garde bien de

révéler les désavantages que présente la vente des matières premières.

Non, il n'y a pas plus de profits gagnés dans ces opérations prises isolément, abstraction faite des circonstances et des effets qui doivent en résulter ; mais il y a beaucoup de profits négligés, que la nation agricole aurait pu faire, si elle avait su tirer parti de sa matière première. Il est à remarquer que la nation manufacturière, avec une valeur en laine de deux cent cinquante mille francs et des services productifs, a produit une valeur d'un million avec cette somme. Elle a acquis de la laine, le moyen de quadrupler son opération et d'entretenir un grand nombre d'ouvriers. D'un autre côté, la nation agricole n'a produit que pour un million. Si elle avait fabriqué du drap avec ses laines, elle en aurait quadruplé la valeur, elle aurait augmenté ses moyens d'existence et sa population.

C'est pour forcer, en quelque sorte, une nation à cette production que le régime protecteur repousse les produits manufacturés étrangers, et admet les matières premières quand il lui en manque, pour obtenir les profits de la fabrication ; et c'est ce qui lui assure une supériorité marquée sur le système de la liberté du commerce.

Après avoir dressé ses embûches à ses lecteurs, les avoir embrouillés dans leurs idées, ébranlés dans leur conviction par les moyens que nous avons combattus, et d'autres que nous avons négligés, Say leur présente les conséquences de son principe.

« Dans ce moment, dit-il, nous cherchons à savoir quel » commerce est le plus avantageux à la nation en masse. Or, » ce qui lui convient le mieux n'est pas de vendre telle marchandise préférablement à telle autre ; mais de multiplier » ses affaires lucratives et de vendre le plus possible de ses » services productifs quels qu'ils soient, car ce sont eux qui » lui procurent des bénéfices. Or, le régime qui favorise le » plus les développements de l'industrie et des affaires lucratives, n'est-il pas celui où l'on permet à chacun de vendre » et d'acheter ce qui lui convient, sans le brider par aucune » prohibition, et quelle que soit la marchandise. »

Voilà des notions bien vagues, et c'est parce qu'elles sont vagues, qu'elles ont une apparence de vérité. Nous allons voir que dans la confusion des idées, elles cachent un sophisme

fort adroitement déguisé : l'intérêt de quelques négociants mis à la place du bien public. Pour apprécier ces pensées, étudions-les dans les résultats qu'elles doivent nécessairement produire à l'application.

Supposons que la France, ou tout autre pays, lève les prohibitions et les droits sur les produits étrangers. Voilà les différentes branches de l'industrie en concurrence, sur le marché intérieur, avec celles de toutes les autres nations. Parmi ces industries étrangères, celle-ci vend ses métaux, celle-là ses grains, une troisième ses bestiaux, une quatrième ses cuirs, une cinquième ses laines, une sixième ses lins, ses chanvres, ses toiles, une septième ses tissus de coton, une huitième ses soieries, une neuvième ses draperies, une dixième sa quincaillerie, à plus bas prix que les industries nationales : l'une, parce qu'elle est favorisée par des circonstances locales, l'abondance des houilles, des métaux qui nous manquent en partie ; l'autre, parce que chez elle les capitaux sont considérables et le taux de l'intérêt très-bas ; une autre encore, parce qu'elle a plus d'assiduité au travail, d'industrie, et la main-d'œuvre à bon marché.

Dans cette situation que deviendront votre agriculture et vos manufactures ?

Vous me direz qu'en compensation de vos pertes, vos consommateurs obtiendront tous les produits à meilleur marché, qu'avant la levée des prohibitions. Mais pour acheter ces marchandises à bas prix, il faut toujours de l'argent, ou au moins des produits à échanger. Votre argent disparaîtra par les achats à l'étranger, et il n'est pas sûr que les autres nations voudront de vos marchandises ; soit qu'elles produisent les analogues à moindre frais ; soit que leur gouvernement en défende l'entrée ; soit qu'elles ne soient pas assez riches, ou qu'elles n'aient pas l'habitude ou le goût de les consommer. D'ailleurs, pourrez-vous encore produire des marchandises quand vous serez écrasés par la concurrence de toutes les nations ?

Si un peuple n'a pas les combustibles fossiles à vil prix, comme l'Angleterre ; s'il n'a pas d'immenses capitaux, et l'intérêt à un taux peu élevé ; si son industrie n'est pas supérieure à toutes les autres, il ne peut, sans se ruiner, admettre la libre concurrence.

En vain l'on proclame par toutes les voies de la publication que la liberté du commerce aurait pour résultat la prospérité de toutes les nations, cette prophétie ne s'accomplirait pas ; bien s'en faut, nous avons vu aux chapitres II et III que les faits lui sont contraires. Elle n'est donc qu'une notion hypothétique qui devrait être appuyée sur un calcul de probabilité pour en constater le degré de certitude, et elle ne l'est pas, car on ne peut considérer comme telles les idées vagues que nous présente la secte; elle dit :

« Le régime qui favorise le plus les développements de » l'industrie et des affaires lucratives, n'est-il pas celui où l'on » permet à chacun de vendre et d'acheter ce qui lui con- » vient sans le brider par aucune prohibition ? »

On ne peut répondre que négativement à cette question insidieuse; parce que les négociants n'agissent dans les transactions commerciales que pour leur intérêt particulier, et que l'intérêt de quelques négociants n'est pas l'intérêt général; parce qu'en achetant à l'étranger ils lui portent profit au préjudice des producteurs nationaux et du bien public, comme il a été démontré au chapitre III. L'efficacité du système de la liberté du commerce pour satisfaire au bien public n'est donc qu'une supposition gratuite sans nul fondement; nulle cause existante ne nous révèle cet effet, cette prospérité promise. Tout bien considéré, elle tombe dans la catégorie des leurres, des rêves, des chimères, et elle pourrait produire, par son application, les résultats les plus funestes pour la majorité des nations.

Pour étayer sa doctrine, J.-B. Say tend un nouveau piège à ses lecteurs, et dit :

« On ne s'est point avisé de soutenir qu'une ligne de douane » établie entre la Normandie et la Bretagne pourrait être fâ- » cheuse pour la Bretagne ; mais qu'elle était favorable aux » intérêts de la Normandie. Il en est exactement de même » des barrières qui séparent les nations. »

Voilà une des erreurs capitales de la secte. Elle s'obstine à ne pas voir de différence entre les rapports de deux provinces qui font partie du même Etat, et les rapports de deux nations différentes.

Deux provinces sont des divisions du même tout, elles doivent être gouvernées dans l'intérêt général et non dans leur

intérêt particulier. Deux Etats, au contraire, sont des êtres collectifs, distincts, séparés, qui se gouvernent dans leurs intérêts particuliers, et qui souvent ont des intérêts opposés, comme deux hommes, deux familles. La secte voudrait-elle changer l'ordre de la nature, la loi de conservation, l'intérêt particulier ? Entend-elle que l'homme sacrifie son bien-être à celui de son voisin ? Ce serait beau, poétique, romanesque ; mais ce ne serait pas juste, ni même avantageux à l'humanité, et ce serait contraire à son essence. Toute chose a ses limites, même la vertu.

Sans doute, en considérant les choses sous le rapport moral et politique, il serait à désirer que la Bretagne fût aussi riche, aussi industrielle, aussi éclairée que la Normandie ; mais sous le rapport de l'économie politique qu'importe que les richesses soient dans un lieu ou dans un autre, pourvu que ces lieux soient l'un et l'autre dans le territoire de l'Etat, qu'ils en fassent partie intégrante ? Nous sommes loin d'en conclure qu'il ne faut rien faire pour la prospérité de la Bretagne, bien au contraire, mais qu'il ne serait pas juste de favoriser une province au préjudice d'une autre, comme si elles étaient des Etats différents.

Dans l'intérieur d'une nation, il faut laisser faire et laisser passer, comme disent les sectaires ; mais dans nos relations avec l'étranger, c'est absolument tout le contraire ; la loi naturelle de conservation s'y oppose.

Il est reconnu qu'en achetant au producteur ses produits, on le favorise, on lui procure un bénéfice, on lui donne le motif nécessaire pour renouveler sa production, on lui fait gagner son entretien, on lui procure le moyen de s'enrichir. Faut-il assurer cet avantage à un concitoyen ou à l'étranger ? faut-il que la France donne ce bénéfice à l'Allemagne, ou à ses propres enfants ? Prenez-y garde, demain, peut-être, l'étranger emploiera les richesses que vous lui auriez procurées pour vous combattre, vous vaincre, vous anéantir !

Une nation prise en masse ressemble à un individu : elle n'est qu'un seul tout. Considérée sous un autre rapport, elle en diffère entièrement. L'individu est un être simple, unique ; comme tel, il ne peut tout faire pour satisfaire les besoins de l'homme civilisé. La nation, au contraire, est un être complexe, composé d'un grand nombre de membres, qui peut

produire à peu près tout ce qui lui est nécessaire. Ce qu'un citoyen ne peut faire, l'autre le peut, et ainsi du reste.

J.-B. Say dit quelque part, qu'un tailleur n'aurait pas d'avantage à faire lui-même ses souliers ; il a raison par rapport à l'individu ; mais il a tort de comparer, en ce sens, une nation à un homme isolé.

Chez un peuple, par suite de sa nature complexe, la division du travail s'établit naturellement, et c'est un immense avantage pour sa production, ses richesses et sa population. Plus il produit, plus il se multiplie en nombre. C'est une loi de notre nature que l'expérience nous a révélée ; plus les moyens d'existence augmentent, plus s'accroît la population ; mais, si un peuple, au lieu de créer ce dont il a besoin, achète au dehors les objets de sa consommation qu'il pourrait produire lui-même, il ne profite pas de sa complexité, il se nuit évidemment, comme un homme qui reste les bras croisés au lieu de créer ce qui lui est nécessaire, nuit à ses intérêts et au bien-être de sa famille.

On le voit, par ces considérations le régime protecteur qui oblige un peuple à se suffire à lui-même, à produire autant que possible les objets de sa consommation, est en harmonie avec l'organisation des sociétés politiques ; il est une conséquence rigoureuse de la loi de conservation qui les dirige, de leur intérêt en richesse, en population, en puissance sociale.

J.-B. Say est loin de reconnaître ces vérités. Ne pouvant les attaquer directement, il y procède de loin d'une manière détournée. Il semble plutôt chercher des prosélites dans la majorité des hommes qu'à démontrer sa doctrine à ceux qui sont capables d'en juger ; car ses arguments ne sont que des sophismes, et les faits qu'il présente à l'appui ne sont que des faits controuvés ; il va nous en fournir une nouvelle preuve. Voulant donner un exemple remarquable, éclatant, de l'efficacité de ses principes, il nous montre victorieusement la création, la prospérité d'Odessa, due, dit-il, à la liberté ; et c'est encore une nouvelle supercherie.

De la manière qu'il signale ce fait, c'est un prodige extraordinaire, un miracle opéré par l'application de son système ; mais, à cet égard, il y a quelques questions à adresser à la secte, dont la solution est très-propre à redresser ses idées.

Croyez-vous qu'une ville, chétive d'abord, puisse attirer,

par ses productions et ses consommations, le commerce de l'Europe?

Croyez-vous sérieusement que la liberté du commerce puisse créer cette merveille?

Ne craignez-vous pas que le désir de propager votre système ne vous ait fait illusion sur la cause de ce fait? Pourquoi tel village qui laisse faire et laisse passer n'offre-t-il pas le même phénomène? Si la liberté du commerce est si avantageuse, pourquoi l'expérience qu'en ont faite tant de nations anciennes et modernes, n'a-t-elle pas donné les mêmes résultats? Pourquoi les nations les plus éclairées ont-elles établi le régime contraire? Pourquoi les peuples qui veulent prospérer, renoncent-ils à cette liberté?

Vous ne devez pas ignorer que pendant que la Russie était entourée de douanes, les marchandises étrangères soumises à des droits sur toutes les frontières, étaient transportées clandestinement du seul port d'Odessa à certaine distance, et de là, en hiver, au moyen de traîneaux glissaient sur la neige dans la plus grande partie de l'empire.

Cette opération frauduleuse à laquelle Odessa doit sa prospérité, au préjudice de l'Etat; ce monopole du commerce, vous le nommez, par une méprise stupide ou fallacieuse, la liberté du commerce. Voilà comment on dénature les faits, on trompe le public pour faire prévaloir un système!

Toujours dirigé par la même intention, J.-B. Say nous entretient ensuite des progrès qui ont accompagné l'affranchissement des colonies espagnoles de l'Amérique; progrès qu'il attribue encore par supercherie à la liberté du commerce, et qui ne sont dus qu'à leur émancipation, comme il a été démontré au deuxième chapitre de cet ouvrage. Après cet exemple trompeur, l'auteur revient sur les profits de la vente à l'étranger des produits bruts et des produits manufacturés, et il réitère que la nation a autant de bénéfice sur la vente des uns que sur celle des autres. Nous avons déjà reconnu que ce principe est faux, que ce n'est qu'un leurre tendu à l'ignorance des faits industriels, qu'une nation a plus d'avantage à vendre à l'étranger ses produits manufacturés. Par la suite il fait remarquer que les bénéfices résultant de la vente des produits de différentes natures se distribuent à des producteurs différents : les cultivateurs ou les manufac-

turiers ; et il appuie sur cette observation pour en déduire cette conséquence :

« Puisqu'il y a autant de richesses gagnées par la nation » dans l'une et l'autre supposition, la question se réduit à » ceci : dans quelle classe la somme des richesses procure-t-elle » à une nation plus de bonheur et de puissance ?

» Comme chaque classe se multiplie à proportion des profits qu'elle fait, et que la classe agricole a une existence » moins précaire que celle qui s'occupe aux manufactures, je » serais porté à croire (si la liberté d'industrie et la marche » naturelle des choses n'était pas préférable à tout) que c'est » la classe agricole et l'exportation des produits bruts dont » l'extension devrait être favorisée de préférence, comme » étant moins dépendante des événements ainsi que des caprices des hommes. »

S'il était prouvé qu'une nation doit être agricole ou manufacturière, si elle devait opter entre l'une ou l'autre condition, la question de Say serait intéressante à résoudre, pour se déterminer en conséquence de sa solution ; mais comme il n'en est rien, comme l'industrie agricole et l'industrie manufacturière peuvent exister simultanément dans le même pays, au plus grand avantage de l'une et de l'autre, cette question est au moins oiseuse, et la solution que Say en donne ne tend qu'à faire dédaigner les manufactures afin que l'on puisse, avec moins d'inconvénients, établir la liberté du commerce. L'aveuglement, l'extravagance des sectaires sont portés au point qu'ils se montrent toujours disposés à tout sacrifier pour voir réaliser leur absurde et funeste chimère !

Les dispositions exclusives en faveur de l'agriculture ont toujours été dans les principes de la secte : c'est pour elle que le système de la liberté du commerce a été créé ; c'est parce que Quesnay s'imaginait que toutes les nations viendraient en France acheter ses blés qu'il a inventé le système de l'anarchie commerciale.

Ni Quesnay, ni ses disciples, qui lui ont succédé jusqu'à nos jours, n'ont jamais eu des connaissances assez approfondies des différentes branches de l'industrie, pour apercevoir les liaisons qui existent entre elles. Ils n'ont vu et étudié les choses que sous un rapport, que dans un seul but, la liberté du commerce : non comme des philosophes, mais

comme des hommes passionnés, infatués d'une impertinence.

La préférence à accorder à l'une ou à l'autre des branches de l'industrie, tient à des circonstances exceptionnelles et de localités. On fait ainsi quand on ne peut pas faire autrement.

Que Venise, Gènes, la Hollande aient préféré le commerce maritime, ces Etats ne pouvaient pas faire mieux peut-être. Leur territoire était trop borné pour faire penser aux intérêts de l'agriculture ; et celle-ci, dans un pays riche, est presque toujours aussi prospère quel'état de la science le comporte. Mais dans les autres nations de l'Europe qui ont un territoire assez étendu, il serait contraire à l'intérêt général d'accorder une distinction à une des branches de l'industrie ; il faut les protéger toutes, pour atteindre au plus haut degré de prospérité possible.

Dans la situation actuelle des choses, avec la lutte industrielle de tous les peuples entre eux, le commerce dit d'économie ne peut plus exister à la hauteur où les Etats d'Italie et la Hollande l'avaient élevé dans le temps. Aujourd'hui, pour faire le commerce maritime, il faut savoir créer des produits agricoles et manufacturés qui puissent obtenir la préférence des peuples éloignés ; sans cette condition, il est impossible de soutenir la concurrence des autres nations.

Pour être supérieur en industrie manufacturière, il faut que l'agriculture et les mines du pays fournissent à prix modérés la plupart des matières premières dont les fabriques ont besoin, et que le commerce leur procure le débouché de leurs produits.

Pour favoriser l'agriculture, il faut malheureusement encore éclairer les cultivateurs et leur procurer la possibilité de vendre leurs denrées. Eu égard au volume et au poids des productions agricoles, les consommateurs qui leur conviennent le mieux sont les plus rapprochés, ce sont les populations manufacturières et commerçantes établies sur le même territoire. Les terres les mieux cultivées et les plus fertiles sont toujours les environs des grandes villes, des villes manufacturières et commerçantes.

On le voit, tout se tient, tout se lie en industrie ; toutes ses parties se soutiennent, se favorisent entre elles ; si l'une manque, les autres ont moins de vigueur.

D'après ces considérations, que faut-il penser de la préfé-

rence que Say et ses adhérents sont disposés à accorder à l'agriculture? Que deviendraient l'Angleterre, la Belgique et la France, si elles étaient privées de leurs manufactures? Que deviendrait leur agriculture si elle était dans la nécessité d'aller au loin chercher la vente de ses produits? La Turquie, l'Espagne, le Portugal et la Pologne nous en disent assez. D'ailleurs quels sont les peuples qui voudraient acheter ces produits? Car, par cela seul que les denrées sont de première nécessité, les nations en sont presque toutes pourvues, la Hollande exceptée.

Par cetissu de sophismes et de faits controuvés, Say a-t-il prouvé que le régime protecteur a tort de repousser les marchandises étrangères? a-t-il prouvé que les motifs qui y déterminent sont insuffisants? a-t-il prouvé que les motifs contraires ont plus de gravité et doivent décider la conviction? Rien de ce qui démontre la vérité, la révèle, la met en évidence, n'a été fait. Il ne cherche pas à convaincre, mais à nous mystifier, à nous inspirer une croyance. Il agit en apôtre, mais non en philosophe.

Comme sophiste Say est admirable par son adresse et sa subtilité! Et s'il n'a pas suivi, dans cette discussion, la marche de la logique et de la raison, c'est que sa cause est trop mauvaise, et ne lui en a pas fourni les moyens.

CHAPITRE IX.

EXAMEN DU QUINZIÈME CHAPITRE, VOL. II, DE J.-B. SAY, INTITULÉ : DE LA LIBRE IMPORTATION DES MARCHANDISES ÉTRANGÈRES, ET DE L'AVANTAGE QU'UNE NATION EN RETIRE.

On serait porté à penser, en lisant ce titre, que l'auteur a dû être bien embarrassé pour traiter ce sujet, et trouver des avantages où il n'y en a pas, mais J.-B. Say a l'esprit trop fertile en expédients, il se met trop à l'aise avec la vérité, pour rester en défaut ; et, dans ces situations, qui seraient si difficiles pour tout autre, il n'en est que plus étonnant par l'abondance de ses ressources et l'adresse avec laquelle il produit des illusions qui ont, à la première vue, une vraisemblance bien propre à ébranler les convictions les plus robustes, et à séduire les faibles.

Cependant ces moyens insidieux ne peuvent s'employer sans précaution, sans y préparer convenablement l'esprit du lecteur : il faut beaucoup de fécondité dans l'imagination, pour inventer toutes ces ruses et ces notions fausses qui sont un peu vraies, sous certain rapport, et il faut beaucoup d'habileté pour ne les montrer que du côté favorable au but qu'il se propose.

Dans le chapitre xv, que nous allons examiner, l'auteur débute par cette phrase :

« Après avoir démontré qu'une nation ne retire pas de la » prohibition des produits étrangers les avantages qu'on attribue à cette mesure, je vous ferai connaître les biens » très-positifs dont ce système nous prive. »

En considérant la témérité de Say dans le mensonge et la bénévolence de ceux qui sont les dupes de son insolence envers le public, on ne peut s'empêcher de rire. Il n'y a pas

une seule idée vraie dans toute cette agglomération de pensées ; et cependant il ose les affirmer !

Bien que le titre de son chapitre quatorzième le promît, Say n'a pas traité le sujet en question, il n'a pas dit un mot des avantages attribués à la prohibition ; il s'est occupé de tout autre objet ; et si, par le long amas d'arguties et de faussetés qu'il a exposées il a cherché à prouver quelque chose, il a eu plutôt pour but de persuader qu'une nation gagne autant en vendant ses produits bruts qu'en vendant ses produits manufacturés. Au reste, il ne tire aucune conclusion des hallucinations qu'il étale avec tant d'assurance, et termine son chapitre quatorzième en exposant les désavantages qu'il attribue à l'industrie manufacturière pour donner la préférence à l'industrie agricole.

Après en avoir agi ainsi dans le chapitre quatorzième, il ose nous dire, en commençant le chapitre suivant, qu'il a démontré qu'une nation ne retire pas de la prohibition les avantages qu'on attribue à cette mesure, tandis qu'il n'en a rien fait.

Ici J.-B. Say dit avoir fait ce qu'il aurait dû, ce qu'il aurait voulu faire s'il l'avait pu ; mais il n'a pas osé entretenir ses lecteurs des avantages attribués à la prohibition. C'eût été mettre sous leurs yeux des vérités qu'il n'aurait pu contester victorieusement, et qu'il avait intérêt à laisser dans l'ombre.

Cette tactique n'est pas sans efficacité, parce que beaucoup d'hommes, et même beaucoup de gens d'esprit, sont souvent comme le dindon de la fable de Florian, ils s'imaginent voir quelque chose où il n'y a rien, et croient les charlatans sur parole.

Le chapitre quatorzième de Say n'était guère qu'une introduction au chapitre suivant ; aussi, dans celui-ci, l'auteur entre-t-il de suite en matière sans préparation, et nous dit :

« Quand un commerce s'établit entre nous et une nation
» étrangère, nous renonçons à la consommation des produits
» que nous lui envoyons, pour jouir de la consommation de
» ceux que nous obtenons en retour. L'effet est précisément
» le même que si nous avions produit les marchandises étran-
» gères sur nos champs et dans nos ateliers ; au fond nous
» ne consommons jamais que ce que nous produisons : mais

» il y a d'assez grands avantages à opérer cette consommation après le circuit du commerce extérieur. »

Que d'idées vagues et fallacieusement alambiquées ! ce n'est pas ainsi que s'exprime la vérité. Est-il vrai que nous renoncions à la consommation des produits que nous envoyons à l'étranger ? Est-il vrai que nous en agissons ainsi pour jouir des produits du dehors ? Est-il vrai que nous ne consommons jamais que ce que nous produisons ? Jamais on n'a conçu de pareilles pensées. Quel amas d'erreurs !

Jusqu'à présent on a été généralement d'accord que deux Etats qui échangent des marchandises pour des sommes équivalentes ne se font réciproquement aucun tort. Ce que l'on perd d'un côté, dit-on, on le gagne de l'autre : il y a compensation.

Ce principe n'est vrai qu'en théorie, mais il n'en est pas de même dans la pratique. Pour en être convaincu, il suffit de considérer que cette égalité de valeur n'existe jamais en réalité, et que, par conséquent, on s'expose à de graves mécomptes en voulant l'appliquer. Ensuite, il faut avoir égard à la nature des marchandises échangées dont la vente peut être plus avantageuse à l'un qu'à l'autre. Par exemple, si la France fournissait ses vins contre des tissus étrangers, elle ferait une mauvaise opération ; parce que les nations qui lui achètent ses vins, ne peuvent pas en produire, leur climat s'y oppose ; elles sont obligées d'en acheter contre du numéraire ; tandis que la France peut établir chez elle la fabrication des tissus, et accroître ainsi son industrie et sa population.

D'un autre côté, il y aurait inconvénient grave pour deux Etats qui échangeraient continuellement des marchandises pour des valeurs égales ; parce qu'ils se trouveraient par là dans une dépendance mutuelle, et que cette dépendance leur serait funeste en temps de guerre.

On le voit, l'opinion légèrement admise que deux Etats qui échangent leurs produits pour des sommes équivalentes ne se nuisent pas, est bien loin d'être vraie, et J.-B. Say en a profité pour faire passer ses lecteurs, d'une opinion reçue, à une erreur complète. Toutes les notions que renferme la citation de Say rapportée en dernier lieu dérivent de cette opinion.

Au fond, nous ne consommons que ce que nous produisons, dit Say.

Oui, quand nous ne consommons que nos propres productions ; mais quand nous consommons les produits étrangers, il n'en est pas ainsi. Si nous achetons au dehors des marchandises pour une somme plus forte que la valeur des produits fournis à l'étranger, nous lui paierons un solde en numéraire.

D'où vous vient ce numéraire, dira Say, si ce n'est pas par la production indirecte ? vous ne produisez ni or, ni argent, vous ne pouvez les avoir acquis qu'avec vos produits. — Mais si nous avons fait des épargnes, si nous avons formé des capitaux, pouvons-nous, sans nous nuire, les dépenser ? Or, le numéraire comme les biens-fonds, fait nécessairement partie de notre capital national ; nous ne pouvons pas en faire autre chose, car il ne se consomme pas. Si nous entamons notre capital pour subvenir à nos dépenses, nous nous appauvrissons, et nous courons à notre ruine.

Voilà le résultat que l'on obtiendrait en appliquant le principe fondamental du chapitre de Say. Examinons-en les conséquences :

« Les produits que nous n'avons pas du tout, sont pour » nous d'un prix excessif. Sans le commerce extérieur, le café » et le coton seraient pour la France des produits infiniment » chers, et dont un Français, quelque opulent que vous » vouliez le supposer, ne pourrait pas jouir ; car toute sa fortune suffirait à peine pour lui procurer quelques tasses » d'un café probablement fort médiocre, qu'il obtiendrait en » cultivant à grands frais des plantes dans une serre chaude. » Eh bien, au moyen du commerce étranger, une livre » d'excellent café ne lui coûte plus que 40 sous. »

Ici, pour nous séduire, nos habitudes, notre sensualité sont mises en jeu avec tout l'artifice imaginable ; il semble que les nations aient un avantage immense à avoir des communications entre elles, à échanger leurs produits, et que sans le commerce elles ne pourraient être heureuses. Cependant l'histoire nous présente des faits nombreux qui prouvent que ces avantages se réduisent à peu de chose, et sont accompagnés de bien fâcheux inconvénients, quand le régime protecteur n'y met pas de limites.

Parmi les nations qui ont existé ou qui existent encore, celles qui n'ont que peu ou point de relations avec l'étranger sont au nombre des plus pacifiques, des plus heureuses, des

plus industrieuses, des plus célèbres. Ce sont elles qui nous offrent l'exemple des plus nombreuses populations, et de la plus longue durée. Voyez les anciens Egyptiens, les Chinois et le Japon.

Sans doute ces nations ne peuvent être données pour modèles à tous égards aux peuples de l'Europe ; elles ont leurs préjugés, leur état stationnaire, et des mœurs que n'approuve pas la raison ; mais en revanche elles savent se contenter des dons que la nature leur a faits, produire les objets d'utilité et de luxe, tout ce qui est nécessaire à l'homme civilisé ; s'élever à un haut degré d'industrie et de puissance sans le secours de l'étranger ; et elles prouvent qu'une société politique peut parvenir à une grande civilisation sans de grandes relations au dehors.

Loin de moi, cependant, l'intention de conclure de ces faits qu'il faut borner le commerce, nous en avons besoin pour la vente de nos produits, et l'acquisition des métaux précieux, des matières premières que notre sol ne produit pas ; mais il est à propos de faire observer qu'un peuple, pour son économie et sa prospérité, peut se contenter des productions naturelles et artificielles de son territoire, et restreindre autant que possible avec avantage la consommation des marchandises exotiques. L'usage des produits de l'Inde est funeste à l'Europe depuis environ trois mille ans ; il nous a empêché d'étudier les végétaux de notre climat pour satisfaire à notre consommation, en augmenter nos arts et nos jouissances ; il nous rend tributaires des contrées intertropicales qui nous enlèvent par là nos richesses durables, nos capitaux monétaires contre des valeurs éphémères.

Il n'y a donc pas d'avantage pour la France ou pour tout autre Etat européen, à obtenir le café à 40 sous : il serait plus sage et plus économique de s'en priver, et de remplacer cet usage par un autre que l'on peut satisfaire avec nos produits indigènes ; et les droits qui frappent cet objet de luxe, ne fût-ce que pour en diminuer la consommation, sont donc calculés avec sagesse, conformes aux résultats de l'expérience, et aux principes les plus certains de la science économique.

Ici Say tend à séduire ses lecteurs par tous les moyens possibles, même par la sensualité, et à cette erreur il en ajoute une autre qui n'est pas moins trompeuse :

« De cet avantage, il en naît un autre, c'est que le produit
» étranger pouvant être établi à un prix modique, et ses
» consommateurs pouvant être nombreux, il multiplie la
» consommation, et par conséquent la demande des produits
» indigènes au moyen desquels on l'achète. »

Merveilleux argument fondé sur une imposture grossière !
supposition mensongère et sophistique, les produits achètent
toujours les produits, admise par la secte pour mystifier
ceux qui n'ont aucune connaissance industrielle.

On sait que, chez les peuples civilisés, on achète et on
vend généralement contre du numéraire, et exceptionnel-
lement, contre marchandise. Ainsi vendre et acheter contre
numéraire, voilà la règle générale ; vendre produit contre
produit, voilà l'exception. Dans le passage de Say, que nous
venons de citer, le sophiste donne l'exception pour la règle
générale, et ne fait pas mention du reste. Il ne tient pas
compte des besoins et des bornes de la consommation ni des
intérêts des acheteurs dans le choix des marchandises des
différentes nations, pour les obtenir dans les qualités et les
prix qui leur conviennent. Il semble, d'après ce qu'il dit,
qu'il suffit de créer des produits pour les échanger contre des
produits étrangers, et il fait abstraction de toute condition,
de toute autre considération.

Tout ce qu'il nous dit des couteaux que la France fabrique
pour échanger contre du café, est un rêve sans fondement
imaginé pour appuyer son imposture par quelque chose qui
ressemble à un fait.

Quand la France a besoin de café, elle en achète avec des
espèces ; et, quand les producteurs de café ont besoin de
couteaux français, ils les achètent de même avec du numé-
raire. Ce n'est donc pas en consommant du café que la France
détermine les étrangers à lui acheter ses couteaux : ces deux
opérations sont absolument indépendantes l'une de l'autre ;
ceux qui vendent le café ne sont pas ordinairement ceux qui
achètent les couteaux ; et la France pourrait s'appauvrir,
s'épuiser de numéraire, en achetant du café ou toute autre
chose, se trouver dans une crise financière, comme celle que
l'Angleterre a éprouvée depuis peu de temps, sans que pour
cette circonstance les autres nations voulussent de ses pro-
duits. C'est ce qui est arrivé après le traité de commerce de

1786-1787 entre la France et l'Angleterre. Les Anglais vendirent leurs tissus en France, et ne voulurent ni ses vins ni ses huiles; comme, d'un autre côté, les Français vendent leurs vins à des nations dont ils ne veulent pas recevoir les produits.

Dans le monde matériel, les ventes et les achats sont déterminés par les besoins et non par les lois mensongères et ridicules du monde fantastique de J.-B. Say.

Pour surprendre adroitement ses lecteurs, J.-B. Say leur fait valoir d'abord l'avantage de l'anarchie commerciale pour nous procurer les objets exotiques que malheureusement nous avons pris l'habitude de consommer, que nous ne pouvons pas produire sous notre climat, que nous sommes obligés de recevoir des pays chauds, afin de nous faire admettre par similitude ceux que nous pouvons confectionner, « cet avantage, dit-il (les bas prix), qui est très-frappant dans le cas » que je vous cite, se rencontre encore, mais à un moindre » degré, dans tous les commerces que l'on fait avec l'étranger, » même lorsque nous recevons en échange des marchandises » manufacturées que nous pourrions au besoin fabriquer » nous-mêmes. Par le commerce nous les obtenons à un prix » inférieur à celui qu'elles nous coûteraient si nous les fabri- » quions.... Nous les produisons bien toujours, mais nous les » produisons indirectement en produisant les objets que nous » donnons à l'étranger en échange. »

Que de ruses, de mensonges et de subtilités il faut employer pour faire prévaloir une erreur ! Dans cette intention, Say est obligé de sortir de la réalité, de ne présenter à ses lecteurs que des faits imaginaires, des lueurs décevantes qui disparaissent dès qu'on les compare aux choses réelles. Tout l'échafaudage de son argumentation dans ce chapitre xv est établi sur une imposture : les produits achètent toujours les produits, et il en tire comme conséquence un autre rêve, la production indirecte.

Nous l'avons déjà fait observer, l'avantage des bas prix, tant enflé par Say, ne peut être de longue durée : l'étranger se hâte de relever le taux de ses produits aussitôt qu'il a anéanti les fabriques nationales et leur concurrence, et il se gardera bien de se payer en produits de votre industrie, si lui ou une autre nation voisine produit les analogues un peu à meilleur

marché. Au reste, achevons de prouver son erreur en examinant l'exemple qu'il nous donne à l'appui de ses principes.

« Ainsi, pour faire sortir d'un exemple cet effet avantageux, » je supposerai que des commerçants achètent pour l'Allemagne cent aunes de taffetas dont les frais de production, » et par conséquent le prix, soient de 400 francs ; je suppose serai que ce taffetas est vendu à Francfort 450 francs ; » qu'avec cette somme on achète cent pièces de padous ou » rubans communs qui se fabriquent à Elberfeld, et qui, » rendus à Paris, se vendront 500 francs. Nous aurons produit » nos padous en fabriquant du taffetas. Maintenant je suppose » poserais que nous voulions produire nous-mêmes nos padous : on en prohibera l'entrée, et les cent pièces seront » fabriquées en France où elles reviendront à 600 francs. »

Admettons que cette opération ne présente aucune perte à la France ; que ce qu'elle gagne d'un côté, elle le perde de l'autre ; admettons qu'il y ait compensation entière. Il ne s'ensuit pas qu'il en serait de même si on levait les prohibitions. En bonne logique, on ne peut conclure du particulier au général, et un exemple imaginé à plaisir ne peut nous offrir aucune garantie pour les conséquences que l'on veut en tirer en thèse générale. On ne peut donc en conclure que les relations commerciales qui s'établiraient entre la France et l'Allemagne sous la libre concurrence, amèneraient la même absence de perte, la même compensation. Ce n'est là qu'une éventualité infiniment rare, qui est fortement combattue par les causes d'une haute probabilité contraire.

Remarquons qu'ici on suppose que l'Allemagne achète les taffetas de la France. Mais si elle n'en voulait pas, que deviendrait la compensation ? Que deviendrait la production indirecte si artificieusement imaginée par Say ? car, il est bien à remarquer que l'on ne vend pas à l'étranger quand on veut.

Dans le monde idéal qu'il s'est créé, tout se fait au gré de ses désirs : on produit des marchandises comme si l'on avait la certitude de les vendre, et on les achète comme s'il y avait obligation de les acheter ; on ne s'occupe ni des convenances des acheteurs, ni des limites de la consommation : or, on sait

par expérience que les choses réelles ne se font pas ainsi.

Si l'Allemagne ne veut pas de taffetas, la France sera obligée de payer ses padous en numéraire ; il n'y aura pas d'indemnité en services productifs pour ses fabricants et ses ouvriers. Elle emploiera une partie de son capital non en dépenses productives mais improductives, en consommation, comme un homme qui se ruine.

Recherchons maintenant s'il n'y aurait pas plus d'avantage pour la France en appliquant à l'hypothèse de Say les principes du régime protecteur, qu'en employant la production indirecte. D'abord la France profiterait de ses ventes de taffetas à l'Allemagne, et fabriquerait elle-même les padous dont elle a besoin ; elle ferait bénéfice des deux côtés, sur la vente à l'étranger, et sur la fabrication intérieure.

La secte objectera : « Si nous fabriquons les padous, ils » nous coûteront 600 francs ; si nous les achetons à l'étranger, » nous les obtiendrons pour 500 francs. »

C'est là raisonner comme un individu, un négociant qui calcule son intérêt privé, et non comme un administrateur, un économiste, qui ne doivent voir en toute chose que l'intérêt public. La confusion de ces deux intérêts si différents est un moyen de déception qu'emploie volontiers J.-B. Say, et dont beaucoup de personnes sont dupes. .

Il est possible que les consommateurs paieraient les padous plus cher dans les premiers temps de leur fabrication, jusqu'à ce que l'expérience l'ait perfectionnée et que la concurrence en ait fait baisser les prix ; mais, d'un autre côté, ce serait une augmentation d'industrie, de richesse, de moyens d'existence, de population : avantages bien supérieurs au bas prix des padous ; et, quand bien même les consommateurs devraient les payer toujours plus cher qu'à l'étranger, ce serait un impôt en faveur de la production nationale dont ils seraient largement indemnisés d'ailleurs, comme je l'ai prouvé au chapitre III.

Voilà ce qui en est de cette merveilleuse invention, de cette production indirecte ! ce n'est qu'une illusion, un système fondé sur une compensation, une éventualité dont on ne voit pas d'exemple. En dernière analyse on n'y trouve qu'un moyen de mystification.

Pour soutenir son système, il restait à J.-B. Say la res-

source des fausses comparaisons, et d'un petit moyen qui n'est pas tout à fait innocent, et qui consiste à rechercher dans les ouvrages des défenseurs du régime protecteur, les erreurs qui peuvent leur être échappées, pour les attribuer au régime qu'il combat, et se donner un air de supériorité et de triomphe. A cet égard, il n'est pas resté en défaut.

« L'économie que l'on fait, dit Say, en employant une main-d'œuvre étrangère, est exactement pareille à celle que l'on fait, quand on emploie un moteur au lieu des bras de l'homme. »

Entre les deux termes de cette comparaison il n'y a pas de parité, l'un est réel, l'autre est illusoire. Une machine qui économise le travail de l'homme est favorable à l'industrie, elle procure des marchandises à plus bas prix, elle lui permet de multiplier ses ventes dans l'intérieur et à l'étranger, elle étend nos jouissances et la satisfaction de nos besoins à un plus grand nombre de consommateurs, elle augmente la production, et par cette augmentation elle procure du travail aux hommes qu'elle remplace : elle ne coûte guère eu égard au bénéfice qu'elle donne, et par là elle rembourse son prix en peu de temps.

D'un autre côté, nous venons de voir que la production indirecte est éventuelle et fallacieuse ; que l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, non-seulement ne produit aucun avantage, mais qu'elle est ruineuse, nous enlève nos richesses accumulées et capitales, diminue notre production et notre population. Entre les deux termes de la comparaison de Say, il n'y a donc pas plus de ressemblance qu'entre l'erreur et la vérité.

Cet écrivain n'ignore pas que la répétition du même principe, présenté sous de nouvelles formes, appliqué à différents objets, est un moyen très-efficace pour séduire les esprits inattentifs ou ignorants des faits, et il ne s'en fait pas faute : il l'applique aux padous, au fer, aux étoffes, etc., et il dit, par rapport aux dernières :

« De deux étoffes parfaitement pareilles, celle qui revient à 40 francs est moins chère que celle qui revient à 45, et il vaut mieux l'acheter à l'étranger pour 40 francs, que de la produire pour 45 francs ; car, quand bien même nous donnerions à l'étranger ces 40 francs en espèces, il est im-

» possible que nous nous les soyons procurés, ou que nous
» puissions les remplacer, autrement que par nos propres
» productions. Le commerce avec l'étranger n'est qu'un pro-
» cédé différent pour produire chez soi, et un procédé plus
» économique ; autrement l'intérêt personnel ne l'emploie-
» rait pas. »

Encore une fois l'intérêt personnel mis à la place de l'intérêt général ! Que faut-il penser d'une doctrine défendue par de pareils moyens ? Que des gens d'un esprit étroit, qui ne s'occupent que d'eux-mêmes, et jamais de vues plus élevées, soient pris dans un tel piège, on ne peut s'en étonner ; mais que des gens de lettres, des gens d'une intelligence développée, des écrivains distingués, ne s'aperçoivent pas que cette supercherie révèle l'erreur qui l'emploie, c'est trop d'étourderie ! et cette étourderie prouve peu de jugement et de logique.

Si la France n'imité pas l'enfant prodigue, ce ne sera pas la faute de ce novateur audacieux et trompeur. Say voudrait lui voir acheter à l'étranger tous les produits que celui-ci peut lui fournir à plus bas prix qu'elle ne peut les produire. Mais si la France ne peut fabriquer à si bas prix par suite de quelque circonstance particulière, faut-il donc pour un avantage éphémère, pour obtenir pendant peu de temps les produits à bon marché, qu'elle cède à son affaiblissement et à sa perte ? Faut-il qu'elle laisse détruire toutes les branches de son industrie manufacturière, une grande partie de sa population, qu'elle se réduise à l'état de la Turquie et de l'Espagne ?

La France ne produit pas de métaux précieux. Elle s'en est procuré avec ses produits ; s'ensuit-il, parce qu'elle en possède, parce qu'elle s'est enrichie, qu'elle doive les dépenser, s'appauvrir, se ruiner ? Et pourquoi s'exposer à ces désastres ? pour donner à quelques hommes le plaisir de voir réaliser leur chimère.

Observons des faits que nous avons souvent sous les yeux. Allons d'abord du simple au composé.

Un homme possède cent mille francs. En les faisant valoir par l'industrie, il se procure un revenu de dix mille francs.

S'il dépense ses revenus, il n'est pas plus pauvre, il n'est pas plus riche ; mais il agit avec imprudence, en ce qu'il

n'accumule pas des richesses, pour augmenter son bien-être, et parer à un accident imprévu.

Si, au lieu de dix mille francs, il en dépense vingt mille, il diminue son capital de dix mille francs, et s'il continue les mêmes dépenses, il se ruine.

Il en est de même d'une nation, si elle consomme plus qu'elle ne produit, elle diminue son capital et décline.

La France et l'Allemagne sont en relation de commerce. Supposons qu'elles échangent pour 50 millions de marchandises. Cet échange se balance, il n'y a point de perte, ni pour l'une, ni pour l'autre. Que la France fournisse à l'Allemagne pour 50 millions de produits, en reçoive pour 60 millions, et en vende pour 10 millions à l'Espagne ; il n'y a pas encore de perte pour elle ; la France pourra même gagner sur la revente à l'Espagne ; mais si elle consomme cette valeur de 10 millions, elle est en perte, son capital est diminué.

Non, diront les défenseurs de la nouvelle doctrine, elle a reçu valeur pour valeur : si elle n'avait pas consommé les produits étrangers, elle aurait consommé les siens.

Grande est la différence, entre dépenser ses revenus, et dépenser son capital ! entre consommer ses productions, ou le capital qui aide à les créer !

Supposons que le revenu de la France, c'est-à-dire le bénéfice qu'elle fait par son industrie, soit de cent millions ; c'est fort au-dessous de la réalité, je le sais, il n'est pas nécessaire d'exprimer ici un chiffre exact, mais de faire concevoir ma pensée.

Si, avec 100 millions de revenu, elle en dépense 110 millions, elle est évidemment en diminution de capital, comme le négociant dont je viens de faire mention. Or, la France est ici dans cette situation. Elle a dû donner 10 millions de son capital à l'Allemagne pour balancer les 10 millions qu'elle a dépensés en produits de ce pays.

Qu'est-ce qui prouve que la France a puisé dans son capital les 10 millions qu'elle a payés à l'Allemagne, me dira-t-on ?

Une raison fort simple : la France a dû payer l'Allemagne en numéraire, et le numéraire fait nécessairement partie de ses richesses accumulées permanentes, comme les fonds de terre et plus encore ; parce que le numéraire est inconsom-

mable par sa nature et sa destination, et comme tel il est extrêmement propre à l'accumulation des richesses et à la formation des capitaux. Pour en dépenser la valeur, il faut nécessairement l'échanger contre des objets de consommation. Cet échange, la France l'a fait avec l'Allemagne. Par conséquent la France a diminué son capital, et l'Allemagne a augmenté le sien.

« Préjugé vulgaire, dirait orgueilleusement J.-B. Say !
» Erreur cent fois réfutée, et sur laquelle on a honte de
» devoir revenir si souvent. J'ai démontré qu'un capital n'est
» pas une somme d'argent. »

Une assertion n'est pas une démonstration, ne vous y trompez pas. Vous pouvez bien, par des sophismes et des mensonges, faire illusion, mystifier ceux qui ne se donnent pas la peine de vous étudier ; mais il n'est pas dans votre puissance de dénaturer réellement les faits industriels et les conventions des hommes, pour les faire accorder, ainsi altérés, avec votre système. Il faut les voir tels qu'ils sont. et vous mettre d'accord avec Adam Smidt, qui admet que le numéraire fait toujours partie du capital national.

Pour embrouiller les notions reçues, mettre la confusion dans l'esprit de vos lecteurs, il vous a paru convenable de ne considérer comme capital que les avances faites à la production, et d'en séparer les autres richesses, afin que l'on ne vît pas un capital dans une somme d'argent ; mais cette acception arbitraire, mal fondée, ne change rien à la nature des choses, et se réduit à une dispute de mots.

J.-B. Say ne se fatigue pas de répéter toujours la même chose : c'est sa manière d'inculquer ses erreurs. Tout son système est fondé sur une illusion ou un mensonge qu'il nous répète encore et qu'il résume comme suit :

« Tout cela repose sur cette idée mère et fondamentale que
» je vous prie de ne pas perdre de vue : c'est que, même
» lorsque nous consommons des marchandises étrangères,
» nous ne consommons toujours que des produits de notre
» pays, attendu qu'il nous est impossible de rien acquérir,
» soit au dedans, soit au dehors, si ce n'est avec des produits
» de notre pays. »

Nous avons déjà démontré ailleurs que cette doctrine est en contradiction avec les faits et l'expérience ; que l'on achète

toute chose avec du numéraire, et que sans numéraire, on ne peut pas acheter. Les échanges de marchandises ne se font qu'avec les peuples barbares qui ne connaissent pas la monnaie, et avec lesquels l'on ne peut faire autrement ; mais on ne fait des échanges que bien rarement chez les nations civilisées qui considèrent ces opérations comme des transactions de dupes.

Dans toutes les transactions commerciales, le numéraire est mis en jeu. Quand l'Angleterre, ou tout autre pays, vend ses produits à la France, elle reçoit des écus en paiement. Si elle n'achète pas des marchandises françaises, elle emporte les espèces qu'elle a reçues, et la France en est privée. Il est donc absurde de prétendre que les produits achètent les produits : c'est nier l'évidence.

Quand un navire américain arrive en France avec du coton, y vend ses produits contre écus comme à l'ordinaire, et va à Anvers acheter avec ces écus des draps qui sont au moins aussi beaux et à plus bas prix que les draps français, croit-on que la France a acheté le coton avec ses produits ?

Say dira que le numéraire que la France a donné pour avoir du coton, elle l'avait acquis avec ses produits. — Soit ; mais, si elle s'est enrichie, il ne doit pas lui convenir de s'appauvrir. En donnant ses métaux précieux qu'elle ne produit pas, elle donne les valeurs qu'elle avait accumulées, capitalisées, elle se ruine, elle diminue son capital, pour obtenir des objets de consommation qui n'ont qu'un moment d'existence.

En vain Say fait les plus grands efforts pour prouver son système ; en vain il appelle à son secours la ruse, l'imposture, les arguties et les subterfuges des sophistes, il ne parviendra jamais à le démontrer logiquement : les faits et la raison le condamnent. S'il est parvenu à le répandre, à faire de nombreuses dupes, c'est que ses adversaires se sont contentés d'exposer les vérités, les principes du régime protecteur, sans réfuter les raisonnements qui appuient le système de la secte. La grande majorité des hommes n'ont ni le temps, ni la patience, ni l'intérêt, ni la capacité de soumettre une argumentation captieuse à une analyse sévère, pour en reconnaître la validité, et, sans cette opération, on ne peut apprécier un système qui se fonde principalement sur des subtilités insidieuses très-difficiles à pénétrer ; mais dévoilez,

détruisez les sophismes, la doctrine de l'anarchie commerciale n'aura plus de base, elle s'écroulera comme tant d'autres systèmes qui ont surgi et disparu depuis deux à trois mille ans, après avoir égaré l'esprit humain pendant quelque temps.



CHAPITRE X.

EXAMEN DU CHAPITRE SEIZIÈME DE J.-B. SAY, QUI A POUR
TITRE : DES PRÉCAUTIONS QU'IL FAUT AVOIR AVANT D'ÔTER
LES PROHIBITIONS.

L'auteur s'occupe peu de ce sujet, il se hâte de nous entretenir de la contrebande et des inconvénients des prohibitions, et débute en ces termes :

« Quoiqu'il y ait des prohibitions absolues par la loi, il n'y »
» en a réellement pas par le fait. L'entrée des tissus de l'Inde »
» et notamment des châles de cachemire est prohibée en An- »
» gleterre, et cependant on n'y manque ni des châles ni des »
» mousselines de l'Asie. »

Si J.-B. Say nous dit la vérité, il est étonnant que l'Angleterre souffre ces infractions à ses lois, et ne voie ni les moyens de les empêcher, ni l'avantage qu'il y aurait pour elle d'encourager l'établissement d'une industrie nouvelle qui lui serait utile pour sa consommation intérieure et la vente à l'étranger. On peut en dire autant de l'autorité de Tarare, qui se croit obligée de fermer les yeux sur l'introduction clandestine des cotons filés d'Angleterre, qu'elle a prohibés.

Un gouvernement qui entend l'économie politique, doit encourager, sur son territoire, les fabrications qui peuvent lui présenter des avantages, et savoir assurer ses prohibitions par des visites domiciliaires.

Je conçois les ridicules clameurs, les phrases de rhétorique, le sot apitoiement des sectaires en faveur des marchands qui les subissent ; mais il n'en est pas moins vrai que cette mesure est le moyen le plus efficace pour atteindre le but ; que ceux qui foulent aux pieds les lois de leur patrie, ne méritent aucun ménagement ; que l'impossibilité qui en résulte

de faire la fraude empêche les marchands de s'y livrer ; que l'on est dispensé par là d'établir plusieurs lignes de douanes ; et que ces moyens évitent en grande partie beaucoup d'autres inconvénients que J.-B. Say signale avec emphase.

Les écrivains de la secte ont beaucoup exagéré les inconvénients des visites domiciliaires ; mais, quand cette mesure est bien organisée et convenablement exercée, elle est réellement moins vexatoire que toute autre. Il n'est pas nécessaire que les employés du fisc soient souvent chez les marchands pour exercer une surveillance suffisante. Il est facile de connaître ceux qui vendent des marchandises prohibées ; et c'est chez ceux qui sont découverts ou dénoncés qu'ils doivent faire des visites.

Au reste, voyez l'exemple de la France par rapport à la répulsion des draps belges : l'expérience lui a prouvé que les droits étaient insuffisants et excitaient la contrebande ; elle a admis les visites domiciliaires, et elle a complètement atteint son but.

Tout ce que nous dit Say, à cet égard, est un hors-d'œuvre dans son chapitre. Revenons au véritable objet de son titre, et examinons ce qu'il dit des précautions qu'il faut avoir avant d'ôter les prohibitions.

Il sent bien que cette entreprise présente beaucoup de difficultés, et, dans la crainte que leur prévision ne porte obstacle à la réalisation de son système, il cherche à les aplanir autant que possible. Il veut que le législateur n'agisse pas avec légèreté, procède avec réserve, gradation, et appelle le temps à son secours, afin d'éviter des désastres aux industries établies sous une autre législation.

C'est fort bien ; mais ces mesures n'empêchent pas l'anarchie commerciale d'avoir son effet nécessaire sur les nations inférieures en industrie à celle dont elles consentent à recevoir les produits. Pour le prouver d'une manière irrésistible, quittons les abstractions et venons aux faits.

Afin d'éclairer ce sujet et corroborer ce que j'ai dit sur le chapitre précédent, il est à propos de rapporter ici un exemple presque inconnu, dont la secte se garde bien de parler ; que l'on cherche à faire oublier de plus en plus ; que la révolution française a laissé dans l'ombre, et qui est très-propre à répandre beaucoup de lumière sur la question qui nous occupe :

je veux parler du traité de commerce entre la France et l'Angleterre de 1786.

A cette époque, les esprits étaient vivement impressionnés par les écrits de Quesnay et de ses disciples. Le système de la liberté du commerce était déjà très-répandu ; toute l'Europe en était occupée.

Pitt, à la tête du ministère anglais, voulut, en ministre habile, profiter de cette circonstance, pour obtenir de différentes nations européennes, des traités de commerce avantageux à son pays, et il réussit avec le Portugal, la Russie et la France.

Ses propositions n'étaient pas contraires au principe de Quesnay : les produits s'achètent avec des produits ; et les disciples de cet économiste composaient alors le ministère français. De Vergenne, premier ministre, signa un traité qui stipulait que les vins français seraient reçus en Angleterre sur le même pied que ceux de Portugal, et que des droits de 10 et 12 pour cent seraient perçus sur les produits anglais à leur entrée en France.

Certes, ce n'était pas là une entière liberté de commerce. On avait bien pris toutes les précautions que prescrit J.-B. Say à la levée des prohibitions : 10 et 12 pour cent de droit ; et cependant, bientôt après que le traité fut signé et mis à exécution, la France fut inondée de marchandises anglaises ; et ses fabriques hors d'activité et près de leur ruine.

Les Anglais s'applaudirent beaucoup du débouché que leurs marchandises avaient trouvé en France ; mais, habitués au vin de Portugal qui est chargé d'eau-de-vie, et préparé pour eux, ils trouvèrent les vins français trop faibles à leur goût, les huiles de Provence plus chères que celles d'Italie ; il ne leur convint pas de se payer en ces marchandises ; de manière que le principe de la secte : les produits s'achètent avec des produits, se trouva en défaut, et la France fut obligée de payer les tissus anglais en numéraire.

Si cet état de choses avait duré, les fabriques françaises auraient été ruinées, anéanties ; les populations qui y trouvaient leurs moyens d'existence se seraient dissipées ; l'agriculture privée de leur consommation aurait été obligée de diminuer les prix de ses productions pour les vendre au loin. Alors les bas prix des produits du sol de la France auraient probable-

ment déterminé les Anglais à lui enlever ses matières premières en paiement de leurs fabricats ; alors la France, ne pouvant mieux faire, aurait peut-être véritablement échangé produits pour produits ; mais ses richesses auraient été considérablement diminuées par la perte d'une grande partie de son numéraire, l'anéantissement de son industrie manufacturière, le décroissement de son agriculture et de sa population. Elle eût été réduite à l'état de nation agricole, et de beaucoup, ravalée dans sa puissance politique. Diminution de richesses, diminution de production, diminution de population : voilà les désastres qui attendent les nations qui voudraient encore faire l'essai de la liberté du commerce. Je rappelle ce fait avec d'autant plus d'empressement, que même les partisans du régime protecteur semblent l'avoir oublié.

Il nous reste peu de détails sur ce grand événement d'économie politique. Personne, que je sache, n'en a bien observé les effets directs et indirects. L'assemblée des notables en 1788, et la révolution de 89 vinrent immédiatement absorber les pensées de l'Europe ; et les écrivains furent peu disposés à s'occuper de ce sujet, en présence des grands intérêts que présentait la régénération politique des peuples.

Ce n'est pas là le seul fait de l'histoire de notre temps qui appuie les principes du régime protecteur, l'époque du blocus continental nous en offre de nouveaux exemples.

Par le décret de Napoléon daté de Berlin, les marchandises de l'Angleterre furent prohibées sur une grande partie du continent européen. Que s'ensuivit-il ? Les besoins des nations continentales, et l'absence de la concurrence anglaise excitèrent toutes les industries, et en firent naître de nouvelles. Les manufactures déjà établies prirent un immense développement ; à mesure que Napoléon faisait des conquêtes, il leur ouvrait des débouchés ; celles qui n'existaient pas sur le continent purent s'établir, la prohibition des produits anglais leur était favorable, rendait leur existence nécessaire. La rareté des denrées coloniales et leur prix exorbitant firent recourir à la fabrication du sucre de betteraves, que la science avait déjà découverte. On trouva le moyen d'extraire du pastel la fécule colorante, comme on extrait celle de l'indigo dans les Indes ; on chercha à remplacer le thé, le café et les épices par des produits euro-

pécuns. Si le blocus continental avait duré quelques années de plus, toutes ces nouvelles industries se seraient développées, nos habitudes se seraient changées, et nous aurions cessé d'être tributaires des terres intertropicales.

La chute de Napoléon et de son système, favorable à la liberté politique des peuples, a été funeste à l'industrie du continent de l'Europe ; beaucoup de nouvelles fabrications ont dû être abandonnées, écrasées par la concurrence ; elle nous a rendu toutes nos vieilles habitudes en consommations de produits exotiques, et nous a soumis de nouveau au tribut que l'humanité civilisée a payé à l'Inde orientale pendant cette longue série de siècles qui s'étend d'une époque antéhistorique, sous les Phéniciens, jusqu'à nos jours.

Voilà deux faits éclatants éminemment intéressants à observer sous le rapport de l'économie politique ! Le blocus continental d'une part, et de l'autre la chute de Napoléon et de son système. Les prohibitions ont étendu la production d'une partie de l'Europe, et la levée de cette barrière lui a été désastreuse dans ses intérêts actuels et surtout dans son avenir.

Comment concilier ces faits avec les principes du système de l'anarchie commerciale ? Dans cette situation embarrassante, comment la secte considère-t-elle ces deux grands événements économiques ? Comme à son ordinaire, en se faisant des illusions, en dénaturant les faits, en ne les envisageant que sous un rapport, en montrant le faux comme vrai et dissimulant la vérité.

J'ai regret de me trouver à cet égard en opposition avec un des premiers écrivains didactiques de notre époque. Il semble qu'il soit dans la destinée des plus beaux génies de perdre leurs facultés, dès qu'ils admettent le fatal système de l'anarchie commerciale. Un défenseur de la secte prétend que « le décret de Berlin devint la base du régime industriel et commercial de la France et de l'Europe continentale, pendant toute la durée de l'Empire. Ce décret, qui mettait l'Angleterre en interdit, faisait tomber les barrières qui séparaient les autres nations. Il établissait une sorte de fédération entre elles contre l'ennemi commun, et il ouvrait le continent tout entier, en fermant une île.

» Pour la première fois la liberté semblait renaître de l'excès

» de la prohibition. Les différents Etats européens, soumis aux
» mêmes lois commerciales par la conquête ou par les traités,
» ne formèrent plus qu'un seul peuple de producteurs, et ja-
» mais le développement de leurs manufactures ne prit un
» plus grand essor que sous l'influence de cette concurrence
» qui les animait tous. Ce furent les plus beaux jours de
» l'industrie française, et cependant alors la France possé-
» dait la Belgique, l'Italie, la Prusse rhénane, dont les fa-
» briques de drap, de soieries, de toiles, rivales des nôtres,
» loin de nuire à leur prospérité, en rehaussaient l'éclat et
» la valeur. Le blocus continental aurait ouvert l'ère de la
» liberté du commerce en Europe, si elle avait pu naître
» d'une pensée de guerre et de représaille, comme celle qui
» avait inspiré l'empereur.

» Mais le résultat définitif de ce système fut d'accoutumer
» l'industrie européenne à vivre de protection et de tarifs.
» Toutes nos manufactures prirent un essor immense, encou-
» ragées par l'exclusion des produits dont la rivalité pouvait
» leur être la plus dangereuse, et par les débouchés certains
» que nous offrait l'Europe entière, à peu près soumise à nos
» armes. Le fer et la houille de Belgique, les toiles de Hol-
» lande, les soieries italiennes, les laines de l'Allemagne ad-
» mises sur nos marchés comme marchandises françaises,
» n'empêchèrent point alors le développement de nos fabri-
» ques nationales : comment donc a-t-il fallu, pour les sou-
» tenir, après la paix de 1815, des tarifs chaque jour crois-
» sants et dirigés contre ces mêmes peuples dont la concurrence
» n'avait causé aucun préjudice à la France, pendant leur
» réunion à son territoire? Chacun d'eux s'est enfermé, de-
» puis, dans un triple cercle de douanes, et nous avons vu la
» guerre industrielle la plus acharnée succéder aux guerres
» politiques, comme si la paix générale était une chimère,
» une utopie incapable de se réaliser jamais. »

Voilà bien des déceptions ! L'auteur prétend que la liberté
du commerce établie entre la France, la Belgique, l'Italie et
la rive gauche du Rhin, qui composaient l'empire de Napo-
léon, était favorable à l'industrie française ; et qu'elle y a
trouvé ses plus beaux jours.

J'en appelle à la mémoire de tous ceux qui, à cette époque,
ont connu la situation industrielle de la France ; ils certifie-

ront comme moi que les manufactures françaises étaient en souffrance, entravées dans leurs ventes par la concurrence des fabriques de la Belgique, de la rive gauche du Rhin, etc. La fabrication de Verviers prit une extension immense, et répandit ses draps sur toute la surface de la France ; tandis que celles de Sedan, Elboeuf, Louviers étaient languissantes. Les toiles de Belgique, de Hollande, de l'Allemagne ; le fer et tous les produits qui en sont confectionnés à Liège, Namur, Salingre, etc. ; les cuirs de Liège, de Stavelot, de Malmédy ; toutes les industries destinées aux grandes productions luttèrent avec grand avantage contre les objets similaires que la France produisait.

Toutes les industries françaises étaient faibles à cette époque, et devaient l'être, après les pertes qu'elles avaient éprouvées par suite du traité de commerce entre la France et l'Angleterre en 1786 ; elles devaient l'être au sortir d'une révolution terrible qui avait tout bouleversé, déplacé les fortunes, divisé les propriétés, et saccagé Lyon. Quelques-unes d'entre elles reprirent ensuite, par les efforts que fit Napoléon pour les ranimer, par l'introduction des machines inventées en Angleterre, par la création de nouvelles fabrications ; mais elles n'atteignirent pas à cette époque la prospérité de leurs rivales du continent, et il faut n'avoir pas vécu dans ce temps-là, pour pouvoir imaginer que l'industrie en France était alors dans ses plus beaux jours, et fût comparable à ce qu'elle est aujourd'hui.

« Comment donc, dit le défenseur de la liberté du commerce, a-t-il fallu pour soutenir les fabriques françaises, après la paix de 1815, des tarifs chaque jour croissants et dirigés contre ces mêmes peuples dont la concurrence n'avait causé aucun préjudice à la France pendant leur réunion à son territoire ? »

On ne peut répondre à cette question provoquée par l'erreur de l'auteur, qu'en rappelant les faits que je viens d'exposer : c'est que les fabriques françaises ne produisant pas à si bas prix que leurs rivales devenues étrangères depuis la paix de 1815, ne pouvaient soutenir leur concurrence, et, ce qui le confirme, c'est qu'elles ne prirent l'extension que nous leur voyons à présent, qu'après qu'elles furent remises à l'abri des prohibitions soutenues des visites domiciliaires.

Ces faits nous prouvent, d'une part, l'efficacité des prohibitions, pour favoriser l'industrie nationale; et, d'autre part, les effets funestes de la liberté du commerce. L'expulsion du continent des produits anglais a été favorable à l'industrie continentale. Celle-ci, dans cette situation, prit de l'accroissement et créa de nouvelles productions; et le rétablissement des relations avec l'Angleterre lui a été nuisible par une concurrence formidable et l'anéantissement de ses jeunes industries élevées pendant le blocus.

La liberté du commerce établie par Napoléon entre les nations qui faisaient partie de son empire, a été préjudiciable aux plus faibles, aux fabriques françaises, et ces fabriques n'ont repris leur vigueur que par l'effet du régime protecteur.

Quelles que soient donc les précautions que l'on prenne pour lever les prohibitions, on ne peut, à la fin, empêcher l'effet de l'anarchie commerciale qui élève une ou deux nations supérieures en industrie ou favorisées par quelque circonstance locale, sur les ruines de toutes les autres.

Ces faits sont plus que suffisants pour dévoiler la vérité aux yeux des hommes sans prévention; et si les sectaires refusent de la reconnaître, c'est que leur aveuglement est extrême.

CHAPITRE XI.

EXAMEN DU DIX-SEPTIÈME CHAPITRE, VOL. II, DE J.-B. SAY, DANS LEQUEL IL MET EN QUESTION SI L'ON FAVORISE LES MANUFACTURES NATIONALES EN EMPÊCHANT LA SORTIE DES MATIÈRES PREMIÈRES.

On le sait d'avance, Say était décidé à improuver tout ce qui est contraire à sa fatale préoccupation, l'anarchie commerciale ; et la prohibition de sortie des matières premières est dans cette catégorie. Il cherche à prouver, par des faits dénaturés ou incomplets, que cette mesure est inutile ou nuisible aux fabriques qu'elle est destinée à favoriser ; qu'elle empêche la production des matières premières au préjudice de l'agriculture ; et il ne pense pas, dit-il, c'est-à-dire qu'il imagine, que les fabriques d'huile ne seraient pas moins bien pourvues de graines oléagineuses, si on en permettait la sortie, et que la France ferait le profit de l'exportation.

On s'aperçoit facilement que l'auteur n'a pas approfondi ce sujet, et qu'il n'y a cherché que des objections pour faire repousser la prohibition d'exportation.

Au reste, c'est une question délicate à traiter, qui présente beaucoup de difficultés à l'application, qui exige une connaissance parfaite de l'état des choses ; parce que deux industries nationales sont en présence, et que l'on peut nuire à l'une en voulant protéger l'autre.

Quand une nation permet l'exportation des matières premières qui sont employées par ses fabriques, elle s'expose à plusieurs inconvénients souvent très-graves : une nation rivale peut en faire une spéculation, les lui enlever, soit pour les lui revendre, quand les prix en seraient exorbitants ; soit pour en confectionner des produits qui entreraient ensuite,

avec grand avantage, en concurrence avec ceux de la nation qui produit les matières premières. Les Anglais en agissent souvent ainsi : ils emploient leurs grands capitaux à cette opération aux dépens des nations moins riches qui n'ont pas assez de moyens pécuniaires pour faire leur approvisionnement en temps opportun.

D'un autre côté, la multiplication de tous les produits agricoles n'est pas susceptible d'une extension indéfinie. Toutes les terres ne sont pas propres à certaines productions, et celles qui y sont propres ne peuvent en porter tous les ans. Ce n'est souvent qu'après un long terme que l'on peut en renouveler la culture ; quand donc une matière première ne peut se produire en grande surabondance pour les fabriques nationales, il est nécessaire d'en défendre la sortie, pour empêcher la spéculation de se porter sur cet article, et pour favoriser les manufactures de l'intérieur en les leur conservant. Un État a bien plus d'avantages à vendre des produits manufacturés que des produits bruts. La production des premiers emploie une plus grande quantité de services productifs ; fait vivre une plus nombreuse population de fabricants et d'ouvriers ; donne l'existence à des industries accessoires, et rapporte de plus gros bénéfices que la vente des matières premières. Aussi les nations qui ne sont qu'agricoles sont pauvres : voyez la Turquie, l'Espagne, le royaume de Naples, le Portugal, la Pologne ; les peuples manufacturiers sont riches : voyez l'Angleterre, la Belgique et la France. Les causes se conçoivent facilement, quand on considère que les uns ajoutent aux productions du sol les bénéfices ordinairement plus forts de la fabrication.

Au reste, avant de prendre des mesures à l'égard des entraves à mettre à la sortie des matières premières, il importe de bien considérer l'état des choses, non-seulement à l'intérieur mais au dehors ; examiner jusqu'à quel point on peut aller en faveur de la fabrication sans trop nuire à l'agriculture ; prendre en considération les capacités des nations avec lesquelles on est en concurrence, etc.

La prohibition de la sortie d'un produit agricole n'est pas toujours nécessaire ; il suffit très-souvent de la frapper d'un droit léger pour mettre les fabriques nationales dans une position plus avantageuse que celle des fabriques étrangères.

Enfin, il est des circonstances où il serait contraire à l'intérêt de l'Etat d'entraver l'exportation du produit par des droits élevés ou des prohibitions : c'est lorsque les matières premières se produisent en grande surabondance pour la fabrication intérieure. L'Espagne et l'Autriche seraient bien mal avisées, ce me semble, si elles empêchaient la sortie de leurs laines. Elles ne feraient pas grand bien à leurs manufactures et ruineraient leur agriculture.

Il est difficile de donner des règles générales par rapport à la défense d'exportation et aux droits à imposer à la sortie des matières premières, il faut se diriger suivant les circonstances, l'état des fabriques d'une part, et de l'agriculture de l'autre.

Quand l'Angleterre possédait seule, ou presque seule, les laines longues, elle avait raison d'en prohiber la vente à l'étranger : ses succès dans la fabrication avec des laines peignées l'ont prouvé ; quand sa fabrication en étoffes de laines peignées a été parvenue au plus haut degré de perfection et d'extension, elle a eu raison encore de lever la prohibition : elle pouvait alors laisser jouir son agriculture de tous ses avantages, et la laisser prendre tout le développement dont elle était susceptible.

Prohibez la sortie de vos matières premières, afin d'empêcher vos concurrents étrangers de vous les enlever pour vous les revendre plus tard à prix plus élevés, ou d'en fabriquer des étoffes qu'ils pourront vendre à meilleur marché que vos produits similaires ; défendez-en l'exportation, si vous avez la certitude de paralyser l'industrie étrangère qui vous porte préjudice ; mais prenez bien garde de nuire à votre agriculture... Assurez-vous bien si elle ne peut augmenter la production de l'article dont vous voulez défendre la sortie, et que vos fabriques peuvent employer tous les produits de cette espèce.

Il ne paraît pas que la Belgique pouvait naguère mettre en fabrique tout le lin qu'elle produisait : si elle en avait surabondamment, il lui importait de l'exporter ; mais si, par l'invention des machines à filer le lin, elle parvient à augmenter sa fabrication ; si ses terres ne peuvent pas en rapporter plus qu'elles n'en produisent aujourd'hui, il sera d'une bonne économie politique d'en défendre la sortie.

Il semblerait que l'on pourrait prendre, pour toutes les matières premières, les mêmes précautions qui sont pratiquées pour l'exportation des grains : admettre un tarif au-dessus duquel elles seraient prohibées à la sortie ; mais cette mesure me paraît encore insuffisante. L'étranger pourrait enlever la récolte, et quand les prix en seraient élevés au-dessus du taux qui détermine la défense d'exporter, il ne serait plus temps d'empêcher la vente à l'extérieur, les provisions seraient enlevées.

Quand on se trouve dans une situation telle que l'on ne peut pas prohiber la vente à l'étranger d'une matière première sans nuire à l'agriculture nationale, et quand la prohibition est grandement nécessaire aux manufactures, il vaut mieux ne pas favoriser l'agriculture que la fabrication ; parce que la première peut s'adonner facilement à une autre culture, tandis que la seconde ne peut pas se livrer à de pareils changements : ceux qui filent la laine ne sont pas propres à filer le lin et le coton ; et les machines qui font une opération ne peuvent pas faire l'autre. Cette vérité a acquis d'autant plus d'importance aujourd'hui, que toutes les opérations des manufactures se font par des moyens mécaniques.

Une nation ne peut atteindre à son plus haut période de prospérité durable, que, 1^o lorsqu'elle peut employer à sa fabrication toutes les matières premières qu'elle produit, pour ne les livrer à l'exportation que dans l'état le plus avancé de marchandises manufacturées, et surtout quand la guerre interrompra les communications ; et 2^o lorsqu'elle produit, autant que possible, toutes les matières premières dont ses fabriques ont besoin. Malheur aux manufactures qui ne voient pas naître dans leurs environs les matières premières qui leur sont indispensables, elles seront dépassées tôt ou tard par les pays étrangers qui les leur fournissent, et quand bien même le régime protecteur les défendrait de la concurrence dans l'intérieur, elles en souffriront dans leurs relations au dehors ! Malheur aux cultivateurs, s'il n'y a pas dans leur pays de nombreuses fabriques pour consommer les matières premières qu'ils produisent, leur succès et leur richesse dépendent de la facilité qu'ils trouvent à vendre leurs produits !

Ce sont là des vérités que l'administration publique ne devrait jamais perdre de vue, pour mettre à cet égard, par tous

les moyens possibles, l'agriculture en harmonie avec la fabrication. Il ne suffit pas qu'une nation prospère, il faut encore assurer sa prospérité pour l'avenir.

Malheureusement les gouvernements croient avoir tout fait pour l'industrie, quand ils ont pris en considération ses réclamations réitérées ; ils n'envisagent pas que les industriels ne voient que leur intérêt particulier, et non l'intérêt général ; ne s'occupent que des choses actuelles et ne jettent jamais les yeux sur les choses futures. Les administrateurs doivent faire tout le contraire, et, il faut en convenir, ils ne le font guère. N'en accusons cependant pas entièrement leur ignorance, leur défaut de pensée, il revient une bonne part de ces funestes négligences au découragement que leur inspire, aux difficultés que leur suscite le déplorable système de l'anarchie commerciale, qui jette dans l'indécision, tient dans l'inertie, des hommes qui n'ont pas le temps de l'étudier, de l'apprécier, et d'en reconnaître les fatales erreurs.

Ce qui se passe en Belgique depuis dix ans en est un exemple déplorable ! L'hésitation que le gouvernement manifeste pour admettre le régime protecteur, comme toutes les autres nations, est éminemment préjudiciable à ce beau pays. Ce qu'il gagne d'un côté, il le perd de l'autre, ce qui l'empêche d'atteindre à ses hautes destinées.

CHAPITRE XII.

EXAMEN DU DIX-HUITIÈME CHAPITRE DE SAY, QUI A POUR OBJET
ET POUR TITRE LA RÉFUTATION DE QUELQUES ARGUMENTS
FAITS EN FAVEUR DU RÉGIME PROHIBITIF.

L'auteur débute comme suit :

« Après vous avoir exposé les vrais effets des prohibitions
» et des droits d'entrée, je dois vous mettre en garde contre
» certains arguments, dont quelques-uns sont assez spécieux
» et dont on se sert communément, soit dans les livres, soit
» dans la société, pour justifier ces mesures et les faire con-
» sidérer comme protectrices des intérêts nationaux. Vous
» pouvez n'avoir pas toujours la réponse prête à un mauvais
» argument ; et, quoique cette réponse sorte nécessairement
» des principes quand on les a bien étudiés, il n'est pas inu-
» tile cependant qu'on puisse la trouver sans être obligé de
» recourir à de longues méditations. »

On le voit, l'intention de Say est de former ses disciples à cette argumentation captieuse, pleine de subtilité et d'astuce, qu'il a employée et perfectionnée pendant quarante ans de sa vie, et qui l'a placé au premier rang des sophistes des temps modernes. Ce moyen est très-efficace, il faut en convenir, ses succès dans la propagation de son système ne l'ont que trop prouvé. Il est très-efficace pour mystifier le vulgaire, et les gens qui n'ont pas le temps, ou qui ne prennent pas la peine de s'instruire de ce grand procès qui dure depuis près d'un siècle, d'examiner les plaidoyers des parties contendantes, et d'en porter un jugement impartial dicté par la bonne foi. Mais ce moyen révèle la source d'où il découle, on ne l'emploie que lorsqu'on n'en a pas de meilleur, que lorsqu'on a fait divorce avec la raison. Ce moyen ne peut reculer

les limites de la science ; il ne sert qu'à nuire aux peuples qui ont la simplicité d'admettre le système qu'il préconise, et à égarer l'esprit humain pendant un certain laps de temps, jusqu'à ce que l'erreur, qui n'est pas éternelle comme la vérité, soit dévoilée par la raison, ou par une éclatante et terrible expérience qui en démontre à tous les yeux les funestes conséquences.

Say dit ensuite : « Une fois qu'on est bien convaincu que, » de quelque façon qu'on s'y prenne, une nation n'exporte » jamais que ses propres produits, ou des choses qu'elle ne » peut acquérir qu'avec ses produits, et qu'elle n'importe ja- » mais que les marchandises qui conviennent le mieux à ses » intérêts, on n'attache pas une grande importance à l'argu- » ment suivant, dont on se sert souvent pour étayer les en- » traves qu'on a voulu mettre à l'introduction de certains » produits étrangers. »

Il est vrai qu'une nation n'exporte que ses produits, ou des choses qu'elle ne peut acquérir qu'avec ses produits ; mais ce principe est stérile dans cette question, il ne prouve rien, et, dès qu'on veut en conclure qu'une nation peut, sans se nuire, acheter contre numéraire des produits étrangers, cette conséquence est absurde. Parmi les choses qu'une nation qui ne produit pas des métaux précieux, ne peut acquérir qu'avec ses produits, il en est une, le numéraire, qui représente nécessairement ses épargnes, ses richesses accumulées, son capital productif d'intérêt ; et, dès qu'une nation donne ses capitaux pour obtenir de l'étranger des objets de consommation, elle s'appauvrit, et se met dans la même position qu'un individu qui, non content de dépenser ses revenus, dépense encore une partie de son capital.

Le second principe vaut encore moins que le premier ; car il est faux qu'un peuple n'importe jamais que les marchandises qui conviennent le mieux à ses intérêts. Ce sont les négociants qui font les achats des marchandises du dehors ; or, les négociants n'agissent que dans leur intérêt particulier ; et, quand ils achètent à l'étranger contre du numéraire des étoffes qu'ils introduisent dans leur patrie, ils font tort à l'intérêt général, ils diminuent le capital national, ils nuisent aux manufactures de leur pays, et à la population qu'elles font vivre.

Pour repousser un raisonnement présenté à l'appui du régime protecteur, et que Say reproduit textuellement, il rappelle à ses disciples son grand argument, son idée mère et fondamentale, comme il la désigne page 340, vol. II, et il dit :

« Cet argument est fréquemment employé, et je l'ai présenté ici sous la forme la plus plausible et la plus favorable »
» au système prohibitif. Mais vous sentirez facilement que »
» du moment que l'étranger ne peut être payé des marchandises qu'il nous fournit que par d'autres marchandises fruits »
» de nos propres services productifs; du moment que, même »
» en consommant des produits étrangers, ce sont toujours nos »
» produits que nous consommons sous une autre forme, il »
» devient indifférent que nous fassions nous-mêmes, ou que »
» nous achetions de l'étranger, fût-ce pendant l'éternité, les »
» objets qu'il nous fournit. Nous pouvons prendre notre parti »
» de ce commerce, comme nous le prenons de recevoir du dehors le poivre et la cannelle, qui ne croîtront jamais chez »
» nous, et dont nous avons vu que l'importation nous est »
» favorable, puisqu'elle encourage la production des marchandises avec quoi nous payons cette importation. »

On conviendra que l'idée mère et fondamentale de Say est véritablement une idée folle ! Elle n'est fondée que sur une illusion ridicule en contradiction avec les faits : les produits achètent toujours les produits. Car nous savons tous, par notre propre expérience, que toutes les marchandises s'achètent avec du numéraire. Say veut donc nous en imposer ; et, ce qui le prouve, ce sont les moyens de déception qu'il emploie pour nous persuader. On serait tenté de dédaigner une si fausse et si méprisable assertion, si elle n'avait trouvé des croyants qui peuvent nuire aux nations, s'ils y obtenaient la majorité ; et, pour ce motif, il importe de réduire à sa juste valeur le principal article de leur foi.

Quand la balance générale des importations et des exportations faites par une nation n'est pas en sa faveur ; c'est-à-dire, si elle a importé plus de marchandises qu'elle n'en a exporté, il s'ensuit nécessairement qu'elle a donné la différence en numéraire.

Je n'entends pas ici, par cette balance, le résultat des ventes et des achats indiqués par les relevés des douanes qui sont incomplets et frauduleux ; mais celle qu'admet Adam Smidt

et qui résulte des relations commerciales et autres entre une nation et les nations étrangères. Il est impossible que la différence qui existe entre les importations et les exportations n'ait pas été payée en numéraire ; parce que toutes les transactions se font en espèces, ou contre des effets qui représentent des espèces. Il s'ensuit donc que le principe de Say : l'étranger ne peut être payé des marchandises qu'il nous fournit que par d'autres marchandises, fruit de nos propres services productifs, est ridiculement faux et impertinemment imposeur.

Si le raisonnement ne vous suffit pas pour vous en convaincre, rapportez-vous-en aux faits. Rappelez-vous ce qui s'est passé en France, après le traité de commerce de 1786, entre cette puissance et l'Angleterre. Les Anglais ne voulurent pas des marchandises françaises et emportèrent les écus qu'ils y avaient obtenus pour leurs produits. Voyez ce qui se passe en Belgique depuis dix ans, les navires étrangers apportent à Anvers les marchandises de leur pays, reçoivent en retour du numéraire et s'en retournent sur l'est.

Quel est donc l'aveuglement de cet homme qui repousse l'évidence des faits pour s'infatuer de subtilités sophistiques qui n'expriment que de grossières erreurs ?

Dans ce chapitre, Say a porté la hardiesse jusqu'à l'audace ; il ne s'en tient pas, comme à son ordinaire, à la superficie des choses ; jusqu'à un certain point, il approfondit son sujet, il tâche de mettre sous les yeux de ses disciples quelque chose qui ressemble à une démonstration en règle ; il se croit si sûr de ses différents moyens de déception qu'il ose pousser l'argument jusqu'à ses dernières limites ; mais, sans s'en douter, il s'enferme complètement ; voici comme il répond à une objection qu'il rapporte :

On dit : « Si notre nation n'est pas en état de créer elle-même ces produits (les étoffes de coton) que vous consentez à tirer du dehors, elle peut en être accidentellement privée par la guerre ou d'autres événements. Je réponds qu'alors le moment sera venu pour notre nation de les créer par elle-même et avec plus de peine et de frais. Le système prohibitif veut l'en priver dès à présent pour qu'elle n'en soit pas privée plus tard, cela n'est pas raisonnable. »

Quand on sait ce que c'est que de créer une nouvelle in-

dustrie, les peines et l'argent qu'il en coûte, les conditions qu'elle exige pour réussir, s'étendre au point de suffire aux besoins d'une nation, on ne conçoit pas comment il est entré dans l'esprit d'un homme, qu'un peuple peut ne se livrer à certaine fabrication que pendant l'état de guerre. Cette pensée est si extravagante qu'on serait porté à croire que Say a voulu plaisanter, si on ne savait pas à quel point d'égarement l'esprit de système porte une tête exaltée et subtile.

Quand la guerre sera déclarée, où trouver des manufacturiers et des ouvriers qui connaîtront la fabrication des étoffes de coton ? Dans cette circonstance et dans l'anarchie commerciale, où trouver des fabricants assez inconsiderés qui voudraient et pourraient établir à grands frais, avec la certitude de les perdre à la paix, des fabriques considérables et les machines qu'elles doivent renfermer ? Ce qui se fait si péniblement sous le régime protecteur avec beaucoup de temps et l'assurance d'être encouragé et de l'être toujours ; de n'avoir aucune concurrence et de faire une grande fortune, ne peut se réaliser sans toutes ces conditions, et surtout avec promptitude et comme par enchantement. On ne trouve de pareilles créations que dans le pays des fées.

Voilà cependant à quoi se réduit, en dernière analyse, le principe fondamental de Say. Ce n'est qu'une erreur cachée sous des arguties captieuses, qui offre le moyen de disputer contre la vérité, d'élever une discussion interminable quand on a l'esprit fertile en expédients et en sophismes ; mais il ne parviendra pas à convaincre des gens sensés et réfléchis, qui suivent le conseil de la sagesse de Descartes, qui doutent et examinent avant de croire tout ce qui n'est pas d'une évidence frappante et d'accord avec les faits.

Say continue à appliquer son fameux argument à repousser différentes objections ; il reproduit entre autres celle qui suit :

« Si nous venions à fabriquer les quincailleries aussi bien » que les Anglais et à les établir aux mêmes prix, nous ne » leur en achèterions plus à la vérité ; nos fabricants joui- » raient des profits qu'ils font maintenant sur cet article ; » mais aussi nos fabricants ne jouiraient plus des profits qu'ils » font sur les marchandises qu'ils leur fournissent mainte- » nant en paiement de leurs quincailleries. »

Say a oublié de nous dire quelles sont les marchandises

françaises que les Anglais consentent à recevoir en paiement des quincailleries qu'ils envoient en France. Il a rêvé que les marchandises se paient toujours avec des marchandises, et il n'a pas pris la peine d'observer si réellement les transactions commerciales se font comme il l'a imaginé. Au reste, ce serait un grand avantage pour la France, et elle devrait bénir la législation qui le lui procurerait, si elle pouvait fabriquer des quincailleries comme l'Angleterre. D'abord elle se pourvoirait elle-même, et elle en vendrait à l'étranger. Voilà deux bénéfices bien plus certains que les prétendus profits que font les fabricants français sur les produits que, dans l'imagination de Say, ils envoient aux Anglais en paiement des quincailleries qu'ils en reçoivent. Des illusions ne sont pas des raisons, et bien certainement avec cet argument les disciples de Say auront un bien pauvre moyen de défense en présence des faits.

Il n'est pas plus heureux dans l'étrange supposition qu'il fait pour accorder à la libre concurrence, les mêmes avantages qu'a produits la prohibition des faux d'Allemagne en France. Il rapporte que :

« Je sais que quelques produits, tels que les faux à faucher, se sont perfectionnés en France, parce que la prohibition des faux d'Allemagne a permis aux fabricants français d'en établir avec succès des fabriques, qui, par leurs perfectionnements et leur concurrence, ont fini par les vendre à beaucoup meilleur marché que les faux d'Allemagne. Mais on peut présumer que les mêmes perfectionnements auraient eu lieu tout de même. Si véritablement nous tirons de l'étranger un produit que nous pourrions avec plus de profits produire nous-mêmes, le meilleur moyen d'y parvenir est, peut-être, de le recevoir de l'étranger, d'y accoutumer nos consommateurs. Bientôt un producteur plus ingénieux ou plus adroit que les autres, s'élèvera parmi nous, et découvrira le procédé qui permet aux étrangers d'en venir à bout mieux que nous. Il en a le modèle sous les yeux. Il a l'encouragement d'un prix courant établi, et une prime constamment ouverte en sa faveur, qui résulte des frais de transport et de commission que le produit étranger est obligé de payer de plus que le sien. »

Il était impossible à Say de donner à ses disciples une bonne raison pour anéantir l'impression que doivent faire sur les esprits des faits qui proclament si hautement les avantages du régime protecteur. Il tente, cependant, de conserver à l'anarchie commerciale la supériorité en toute chose, que très-gratuitement il lui attribue, et le moyen qu'il emploie est vraiment inconcevable. On peut présumer que les mêmes perfectionnements auraient eu lieu tout de même, dit-il. Ici il met en égalité une supposition gratuite et une certitude, ce qui est fort différent pour ceux qui ne sont pas aveuglés par un système, et il ose avancer que le meilleur moyen de nous déterminer à créer une chose que nous pouvons produire à plus bas prix, et en meilleure qualité, c'est de la recevoir de l'étranger, d'y accoutumer nos consommateurs. C'est clair, c'est efficace, c'est admirable ! sans doute ; mais avant de l'avoir appris, on ne s'en serait pas douté !

Say oublie que le besoin est le père de l'industrie ; que le régime protecteur fait naître le besoin et nous présente de grands avantages pour entreprendre la nouvelle industrie qui doit le satisfaire. Say oublie qu'un peuple accoutumé à la consommation des produits étrangers ne pense seulement pas à les créer lui-même ; il n'en sent pas la nécessité, il n'en connaît pas la fabrication ; et, sous l'anarchie commerciale, il n'est pas offert à l'intérêt particulier assez de faveurs pour compenser les peines, les frais, les chances d'une nouvelle entreprise et mettre une jeune production à l'abri de la concurrence d'une ancienne qui a pris tous ses développements, tous ses perfectionnements, et qui peut faire des sacrifices pour anéantir celle qui lui porte préjudice.

Say n'est pas mieux avisé en supposant « qu'il se trouvera » bientôt un producteur plus ingénieux et plus adroit que les » autres, qui s'élèvera parmi nous, et découvrira le procédé » qui permet aux étrangers d'en venir à bout mieux que » nous. »

Il ne peut pas se trouver un producteur plus adroit là où il n'y a pas de producteurs ; et, quand bien même le prodige se montrerait, il serait obligé d'aller à l'étranger faire valoir sa découverte, pour y obtenir chance de succès. La prime en sa faveur qui résulte des frais de commission et de transport que doit payer l'étranger, est trop faible de beaucoup, pour cou-

vrir ses risques, ses dépenses, et surmonter tous les obstacles qui encombrèrent une nouvelle entreprise sous le régime de l'anarchie commerciale.

Say continue sa polémique didactique avec plus de présomption que d'adresse. Il semble croire qu'il suffit qu'il se prononce sur un sujet pour entraîner la conviction. On est porté à penser que ses succès dans la propagation de son système lui ont donné trop de confiance, et que cette confiance ait affaibli ses capacités argutieuses. En présence des faits surtout il est embarrassé ; il n'a pour les combattre que de misérables assertions à offrir à ses disciples, et ces suppositions ne peuvent pas satisfaire des esprits sérieux.

« On a observé, dit-il, que l'interruption qui, durant plusieurs années de la révolution, a suspendu les communications de plusieurs parties de l'Europe avec la France, a naturalisé plusieurs arts nouveaux dans ce pays. Je le crois ; mais j'ai la conviction qu'aidé par la liberté d'industrie favorable à leurs progrès, il n'en est pas un qui ne se fût naturalisé de même sous le régime de la libre concurrence, et peut-être en moins de temps. »

Ses partisans doivent être bien embarrassés de n'avoir à faire valoir contre leurs adversaires et contre l'évidence des faits que la conviction du maître ! Ce n'est pas un moyen de persuasion fort séduisant, et il provoque le sourire sardonique. Cependant il leur fournit un exemple qui est en sa faveur ; mais cet exemple est un fait dénaturé.

« La faveur de Bonaparte, dit-il, et des droits énormes sur les sucres, n'ont pu naturaliser parmi nous l'industrie du sucre de betteraves, et elle s'est naturalisée toute seule lorsque le prix du sucre qui était à 5 francs est tombé à 24 sous. »

Il est à remarquer que Say n'a pas trouvé un seul fait à l'appui de son système ; et quand il lui arrive d'en citer un, on peut toujours être certain qu'il a dû le falsifier pour le mettre d'accord avec ses principes. Il en est encore ainsi de celui que je viens de rapporter. Que doit-on en conclure ? que ce système est en désaccord avec la nature des choses, et que lorsqu'on l'aura médité avec bonne foi et saine critique, on aura honte d'y avoir adhéré.

Du temps de Bonaparte, nous en étions aux essais sur la

fabrication du sucre de betterave. Il n'y avait que le haut prix de cet article qui pouvait déterminer à prendre la peine, à courir les chances, à faire la dépense de ces essais. Par la suite, l'expérience nous a éclairés, l'art s'est perfectionné, et successivement cette industrie est parvenue au degré où nous la voyons aujourd'hui.

Peut-on en conclure que cette fabrication se serait établie et développée sans les faveurs et les droits élevés de Bonaparte ? ce serait nier l'évidence, la conviction générale, sur un fait que nous avons eu sous les yeux.

Après cette époque, des droits trop faibles ont laissé disparaître cette industrie en Belgique ; des droits plus élevés l'ont conservée en France, où elle s'est perfectionnée ; et c'est avec ces perfectionnements et par leur moyen, qu'elle vient de renaître en Belgique. On sait quelle extension elle a prise depuis, quoiqu'elle soit encore loin de sa perfection, et quel rôle important elle est destinée à jouer en Europe, quand elle aura pris tous ses développements. C'est une révolution industrielle dont on ne prévoit pas encore tous les résultats et qui nous donne un grand exemple pour nous encourager à étudier les productions de l'Europe, à ne rechercher l'utilité comme matière première, comme éléments de nouveaux produits, afin de nous rendre indépendants des terres intertropicales. C'est un des grands bienfaits du blocus continental, dont les suites peuvent améliorer et embellir notre avenir.

Achevons l'examen de ce chapitre par le dernier paragraphe qui mérite notre attention.

« On a craint quelquefois, dit Say, que l'étranger, favorisé » par une situation plus favorable, ou par l'intérêt de l'argent » plus bas chez lui que chez nous, ne parvienne à obtenir la » préférence successivement pour chaque article et ne finisse » par produire tout ce qui nous est nécessaire. Mais si nous » ne pouvons payer l'étranger qu'avec nos produits, craindre » qu'il ne finisse par tout produire, c'est craindre qu'il ne » nous approvisionne de tout gratuitement. »

Telle est la pensée d'un homme qui a hautement la prétention de connaître la nature des choses ! L'étranger ne vous approvisionnera pas gratuitement, il vous vendra ses produits aussi longtemps que vous aurez de l'argent et des matières premières à sa convenance à lui donner en retour. Il ruinera

vos manufactures, il vous enlèvera vos richesses, il vous réduira à l'état de nation agricole, et tout en donnant valeur pour valenr, votre production et votre population seront diminuées de moitié. Alors vous sentirez l'extravagance de votre système ; mais il ne sera plus temps, le mal sera fait, et il ne sera pas facile à réparer.

On le voit maintenant, j'espère, l'instruction de Say dans l'art des sophistes ne sera guère profitable à ses disciples.

CHAPITRE XIII.

EXAMEN DU CHAPITRE DIX-NEUVIÈME DE J.-B. SAY, INTITULÉ :
DES TRAITÉS DE COMMERCE.

L'auteur ne s'occupe guère de ce sujet que pour nous dire :
« Les traités de commerce sont basés sur l'opinion erronée
» de deux gouvernements qui se persuadent qu'ils font tort à
» leur pays en admettant les produits l'un de l'autre. Ils
» croient perdre par les importations, tandis que les impor-
» tations leur procurent nécessairement des exportations, et,
» au total, un accroissement d'industrie. La seule bonne po-
» litique, économiquement parlant, consiste à faciliter de
» tout son pouvoir les communications commerciales, quelles
» qu'elles soient, pourvu qu'elles soient compatibles avec la
» sûreté de l'Etat, et les autres vues qu'un gouvernement
» peut avoir. »

C'est toujours le même principe ou plutôt la même imposture : les importations procurent nécessairement des exportations. Nous avons déjà assez démontré la fausseté de cette misérable assertion ; nous n'avons donc pas à nous y arrêter ; pas plus que Say qui ne voit dans ce sujet que l'occasion d'engager les nations à s'entendre pour établir entre elles l'anarchie commerciale. Pour les y décider, il dit :

« De deux nations, la plus sage et la plus éclairée doit dire
» à l'autre : Vous voulez m'apporter des marchandises, et
» vous ne voulez pas que j'en porte chez vous ; j'y consens,
» parce qu'une communication imparfaite vaut encore mieux
» pour moi que l'absence de toute communication. Lorsque
» vous serez plus éclairée vous admettrez nos marchands, de
» même que nous admettons les vôtres, et vous vous en trou-
» verrez beaucoup mieux. »

« Il est probable, ajoute-t-il, que ce langage amènerait » une communication entière beaucoup mieux que ces longues stipulations qui respirent toujours, plus ou moins, des » sentiments et des conditions hostiles comme des capitulations de guerre. »

L'Angleterre serait bien heureuse, si elle trouvait dans les nations de l'Europe des dispositions aussi débonnaires, aussi aveugles ! mais ce langage, qui affecte la modération et qui cherche à séduire, ne parviendra pas à décevoir les hommes d'expérience : ils savent ce que valent ces promesses sans garanties, ces assurances dénuées de preuves, ces prophéties de l'imagination en délire.

Say a bien senti la difficulté de réussir dans son projet, le peu de confiance que doit inspirer un système sans fondement réel, et, dans une note ajoutée après le texte, il croit pouvoir se permettre une supercherie propre à faire illusion.

Il cherche à appuyer son opinion sur celle de M. de Saint-Cricq qui a dit, dans un discours à la chambre des députés, que les traités de commerce n'étaient plus de notre époque, parce qu'une meilleure intelligence des intérêts nationaux prescrit partout d'accorder ce qu'autrefois on regardait comme des faveurs.

Say n'a pas compris, ou a affecté de ne pas comprendre le ministre qui a trop de lumières en économie politique pour penser à établir l'anarchie commerciale, comme l'insinue Say pour tromper ses lecteurs.

Non, les traités de commerce ne devraient plus être de notre époque. Tous les ministres devraient connaître assez bien les intérêts des nations pour les rendre inutiles en accordant généralement tout ce qui est compatible avec l'intérêt de l'Etat ; mais il serait difficile aux madrés diplomates de ne pas en proposer aux novices pour leur tendre un piège, et abuser de leur ignorance ou de leurs erreurs.

On dit que les traités de commerce sont des conventions par lesquelles deux nations stipulent ce qui leur convient mutuellement ; mais ce n'est le plus souvent pour celui qui le propose, nous l'avons vu plusieurs fois de nos jours, qu'une manière honnête de faire une dupe, à moins qu'il ne se trompe lui-même, ce qui arrive souvent aux hommes rusés et ignorants.

Quand le ministre Pitt vit en 1786 le gouvernement français confié à des hommes infatigés du système de l'anarchie commerciale, il leur proposa un traité de commerce, et parvint à les décevoir au grand avantage de l'Angleterre.

On sait que, dans ce moment, la France et l'Angleterre sont encore en négociations pour le même objet. Laquelle des deux nations sera la dupe ? je crains pour la France ; parce que, dans ce pays, l'opinion en économie politique n'est pas définitivement fixée. C'est encore un mal dû au déplorable système de la secte.

Etre pris une fois au piège, c'est bien assez, ce me semble. pour acquérir de la prudence, quand il s'agit de si graves intérêts ; mais y tomber une seconde fois, ce serait une preuve humiliante d'étourderie, d'ignorance et d'incapacité. — S'il faut en croire les journaux, les clauses seraient à peu près les mêmes qu'en 1786.

Que le ministère français y prenne garde, il y va de sa réputation, de l'avenir de la France. Qu'il se défie de cette prétendue opinion publique qui pourrait bien n'être que celle des sectaires. Qu'il consulte au moins M. de Saint-Cricq dont l'expérience est d'une si grande autorité, ou plutôt, dans le doute, qu'il s'abstienne.

Il n'était pas inutile de présenter au lecteur quelques considérations sur les traités de commerce dont Say ne dit que quelques mots. Il a abandonné son sujet pour en revenir encore aux prohibitions, et force nous est de le suivre.

« Il y a plusieurs pays dans le monde, dit-il, qui admettent » les marchandises des autres nations, sans s'inquiéter si les » autres nations prohibent ou ne prohibent pas les leurs, » sans jamais exiger même que l'on ôte ou qu'on réduise les » droits que l'on fait supporter à leurs produits. De ce nombre » sont la Chine et tous les Etats asiatiques et africains ; les » pays de la domination turque, et les colonies nouvellement » indépendantes de l'Amérique. Personne que je sache ne » s'est avisé cependant de prétendre que cette communica- » tion ne soit avantageuse à ces pays-la. »

Say ne nous dit pas explicitement de prendre ces pays pour modèles, mais il l'insinue, il nous les présente comme heureux dans l'anarchie commerciale, et se garde bien de s'occuper des motifs qui déterminent ces vastes régions de

la haute Asie, de l'Afrique, de l'Amérique, à en agir comme ils ont fait jusqu'à présent, afin de leur laisser plus de similitude avec les peuples de l'Europe dans l'esprit du lecteur.

Si même ces nations vivent dans l'anarchie commerciale, ce n'est pas par choix, par détermination réfléchie, et il n'est guère possible qu'il en soit autrement, suivant les circonstances où elles se trouvent.

Le système prohibitif ne pouvait pas être conçu dans les contrées de la haute Asie, par la meilleure de toutes les raisons : c'est que, jusqu'à présent, elles n'ont pu en sentir le besoin. Lorsque, dans cette partie du globe, la politique juge les relations internationales dangereuses à ses vues, elle défend toute espèce de communications au dehors, sauf de faibles dérogations à cette loi générale : c'est ainsi qu'en agissent la Chine et le Japon.

Des peuples stationnaires, extrêmement attachés à leurs anciennes mœurs, à leurs habitudes, à leurs usages; qui produisent en surabondance tout ce qui est nécessaire à leurs différents besoins; qui, depuis trois mille ans, voient toutes les nations civilisées s'empresse à aller chercher les produits de leurs sols et de leurs industries, ne peuvent, à l'exception des métaux précieux, faire usage des produits étrangers, par conséquent, ne peuvent nuire à leur industrie nationale, ni penser à établir des prohibitions. Il n'est donc pas étonnant qu'ils diffèrent des Européens en cela comme en toute autre chose.

Par une raison contraire, les Européens, habitués depuis tant de siècles aux produits étrangers; soumis à l'influence des femmes, aux vicissitudes de la mode, dirigés par l'inconstance de la vanité, donnent la préférence aux productions du dehors, et leurs lois doivent être conçues, en conséquence, en faveur de leurs industries nationales.

Quant aux pays de la domination turque, nous avons déjà fait remarquer au deuxième chapitre de ce livre que l'anarchie commerciale y avait été conservée par l'ignorance et l'orgueil des Turcs, et qu'elle avait contribué à la ruine de leurs manufactures.

Si, maintenant, nous recherchons les causes qui agissent sur les déterminations des colonies européennes émancipées, et les nations de l'Amérique, nous les trouverons par rapport à

nous, à certains égards, ce que nous avons été, ce que nous sommes encore par rapport à l'Inde orientale, tributaires de l'industrie étrangère. Elles ont importé d'Europe nos mœurs, nos habitudes ; nous leur avons imposé nos produits manufacturés ; elles ont été réduites à l'industrie agricole dont elles nous livrent les productions. Dans leur état de civilisation, manquant de bras pour l'agriculture, elles ne peuvent établir l'industrie manufacturière qui exige encore plus de main-d'œuvre ; elles ont dû rester dans l'anarchie commerciale. Il leur est donc impossible de suivre un autre régime économique que celui que les circonstances locales, leur état de civilisation, leur ont donné. Voilà pourquoi personne ne s'est avisé d'improver la marche qu'ils suivent.

Pour achever de développer ces vérités, examinons ce que J.-B. Say nous dit de l'état de Buenos-Ayres.

« Le nouveau pays de Buenos-Ayres, sans exiger de réciprocité, fait un commerce avantageux avec l'Angleterre, » et lui envoie une quantité considérable de cuirs, de crins, » de suif. Or, supposez que les Buenos-Ayriens, animés des » principes du système exclusif, voulussent un beau jour favoriser l'établissement chez eux des manufactures de laine » et de coton, et qu'ils s'avisassent en conséquence de défendre la sortie de leurs produits bruts, et l'importation des » marchandises anglaises ; qu'arriverait-il ? Pour payer chèrement de mauvaises étoffes, ils renonceraient aux faciles » profits qui leur sont offerts par la nature de leur pays et de leur industrie. »

Cette supposition est très-adroitement imaginée pour faire illusion : elle ressemble à un fait, elle est placée dans des circonstances qui militent en faveur de la liberté du commerce, et elle est très-propre à séduire les esprits superficiels, et à leur faire déduire la conséquence, que les nations de l'Europe n'ont rien de mieux à faire que de renoncer au régime protecteur : mais une supposition n'est pas une réalité, et ce qui est avantageux dans un état de civilisation peu avancé, est funeste quand la civilisation a pris plus de maturité.

Les Buenos-Ayriens font ce qu'ils peuvent, ce qu'ils doivent faire dans leur situation actuelle : ils ne sont encore que pasteurs, cultivateurs et négociants ; leur territoire est immense et leur population très-faible ; la main-d'œuvre doit y être

très-chère ; ils n'ont encore aucun des éléments indispensables à la prospérité des manufactures ; et il est probable qu'ils seront encore longtemps dans cette position. Ils vivent dans l'anarchie commerciale, et ils n'ont aucun motif de changer aujourd'hui leur économie politique ; mais, dès qu'ils auront pris plus de développement, que leur civilisation sera plus avancée, leur population plus nombreuse, pour l'augmenter encore et accroître la production nationale, il sera alors de leur intérêt d'en venir au régime protecteur ; de chercher à tanner les cuirs que leur procurent leurs immenses troupeaux de bêtes à cornes, avant de les vendre ; d'établir des manufactures d'étoffes de crins, de coton, de laine, etc. ; de faire enfin ce que les Etats de l'Amérique du nord commencent à faire aujourd'hui.

J.-B. Say compare ici des peuples encore dans l'enfance aux peuples européens parvenus au plus haut degré d'industrie ; il voudrait en faire conclure que ce qui est avantageux aux colonies émancipées de l'Amérique méridionale, l'est également aux nations de l'Europe, et là git l'erreur ou la supercherie. Ce qui convient aux uns ne convient pas aux autres ; et, à cet égard, il ne pourra décevoir que l'ignorance. Ainsi les exemples qu'il nous présente à l'appui de son système ne prouvent rien en sa faveur, tournent à sa honte ; et il reste démontré que le régime protecteur est une des conceptions les plus admirables des temps modernes, créé par une haute sagesse, avoué par la raison, prouvé par les faits et sanctionné par l'expérience.

Après tous ces exemples insidieux, et ces raisonnements, modèles de sophisme et d'astuce, Say, d'un ton mielleux et patelin, propose des arrangements aux nations pour les amener doucement à établir entre elles la liberté du commerce. Il vise même en apparence au moyen d'y forcer l'Angleterre, en disant :

« Les négociants anglais ne pourraient jouir chez nous, par » exemple, de l'ouverture de nos ports, sans emporter sur » leurs navires des produits de notre industrie ; et si leur » gouvernement en interdisait l'entrée chez eux, il rendrait nul l'avantage dont les négociants anglais se seraient » flattés de jouir en vendant leurs produits à la France. Tout » l'odieux de la mesure porterait sur l'administration an-

» glaise : elle aurait la main forcée par l'opinion publique. »

Pour capter les deux nations, il ne trouve rien de plus rationnel, de plus séduisant que son grand argument : les produits achètent les produits ; mais il l'énonce ici d'une manière si vague, qu'on ne sait s'il entend que la France imposerait l'obligation aux Anglais d'exporter de ses productions pour la valeur de leurs marchandises, qu'à cette condition elle consentirait à recevoir ; ou s'il prétend qu'il est dans la nature des choses que les Anglais se paient en produits français. L'homme qui a quelques idées exactes des transactions mercantiles, ne sera pas la dupe de cette pitoyable déception ; et l'intention de Say est bien moins de décider l'Angleterre à admettre l'anarchie commerciale, que d'y engager la France d'une manière détournée et indirecte.

A cet égard, son but se dévoile par le soin qu'il prend d'en préparer d'avance les clauses principales ; il cherche à lui aplanir tous les obstacles, à lever toutes les difficultés ; et les raisons qu'il présente sont de la plus merveilleuse niaiserie. Les voici :

« Il est vrai que le gouvernement anglais pourrait faire un choix parmi les marchandises françaises, et nous dire : Nous recevrons autant de vin ou d'huile que vous voudrez nous en vendre, parce que nous n'en produisons pas ; mais nous excluons vos soieries et vos cotonnades.

» Sans doute ces préférences ont leurs inconvénients ; mais les goûts, les caprices des consommateurs ont leurs inconvénients aussi, et cependant on ne juge pas à propos de les combattre par des droits.

» Si les Anglais ne nous demandent jamais des pendules de cheminées, ce n'est pas parce que l'introduction en est défendue, c'est parce que leurs cheminées sont trop étroites pour les porter. Si leur administration est assez mal avisée pour prohiber nos rubans, considérons les Anglais comme des quakers qui, par principe de religion, ne portent jamais de rubans. Toute espèce d'industrie ne s'attache-t-elle pas à épier les besoins des hommes, leurs caprices même, afin de les satisfaire ? Les produits que l'étranger consent à recevoir de nous, doivent être à nos yeux des besoins qu'il a ; ceux qu'il ne veut pas recevoir, des besoins qu'il n'a pas. Irons-nous lui chercher querelle parce qu'il n'a pas tels ou

» tels besoins ? L'essentiel pour nous est le fait qu'il ne lui est
» pas possible de nous vendre ses produits sans racheter des
» nôtres pour une valeur équivalente. »

Autant eût-il valu ajouter : Si les Anglais ne nous achètent pas nos vins, c'est que les vins de Portugal conviennent mieux à leur goût et à leur climat, comme ils l'ont manifesté après le traité de commerce entre la France et l'Angleterre de 1786 ; s'ils ne veulent pas de nos huiles, c'est que celles d'Italie sont à meilleur marché que les nôtres ; s'ils n'achètent aucun de nos produits, c'est qu'ils n'en ont pas besoin ; et pour décider les Français à se contenter bénévolement de ces excellentes raisons, et d'autres de la même force ; pour affaiblir l'effet que la simplicité de celles-ci pourrait exciter, il se hâte de leur rappeler encore son formidable argument, son idée mère et fondamentale : L'essentiel pour nous, dit-il, est le fait qu'il n'est pas possible à l'étranger de nous vendre ses produits sans racheter des nôtres pour une valeur équivalente. Il ose nommer cette hallucination un fait ! Pour en inculquer d'autant mieux la croyance à la crédulité du lecteur, il le répète encore deux fois à la page suivante, et y ajoute une autre aberration du même genre.

« Nous gagnons autant à lui vendre un produit brut, qu'un
» produit travaillé ; ou plutôt, à somme égale, le premier
» renferme autant de nos services productifs, et nous procure
» par conséquent autant de profit que l'autre.

Pour tout homme qui a la connaissance de la fabrication, il est bien certain qu'il y plus de nos services productifs dans une partie de draps de la valeur d'un million, que dans une partie de laine de la même valeur. Quelques bergers suffisent pour produire la laine, mais pour fabriquer le drap il faut considérablement de main-d'œuvre, et la main-d'œuvre se compose de nos services productifs qui forment nos bénéfices, suivant cet écrivain.

Say ajoute : « Si la vente du produit ouvré favorise un peu
» plus la multiplication de la classe ouvrière, cet effet n'est pas
» désirable, puisque les produits, en multipliant les hommes,
» n'augmentent pas la somme des profits nécessaire pour l'entretien des hommes, et qu'il vaut mieux avoir un moins
» grand nombre de citoyens bien pourvus, qu'un plus grand
» nombre de citoyens obligés de vivre sur les mêmes profits. »

Un illuminé de la secte a rêvé que la population d'un pays est toujours en raison de la quantité des denrées alimentaires qu'il produit. Malthus était de bonne foi dans son erreur, et en cherchant des faits pour la fonder, il nous en fournit qui prouvent que son opinion n'est qu'une illusion. Quand on n'a pas assez de vivres pour nourrir une population, on en achète à l'étranger. La Hollande, depuis des siècles, et l'Angleterre, depuis quelques années, sont dans cette situation. Ce n'est pas la somme des comestibles qui limite le nombre des hommes, ce sont les moyens d'existence, les moyens de gagner son entretien par un travail lucratif. De cette erreur, il en naquit une autre : on prétendit qu'un grand nombre de prolétaires était un mal pour une nation. On a voulu y voir la cause de beaucoup de malheurs et de désordres qui surviennent de temps en temps ; mais on n'a pas considéré le bien que cette classe produit en tout temps à la société. Si les peuples de l'Europe, qui n'ont point d'esclaves, n'avaient pas cette classe de malheureux qui vivent de si peu de choses, qui travaillent péniblement pendant tout le jour, pour gagner une chétive existence, que feraient-ils pour le service domestique, pour le service militaire, pour les travaux de toutes les branches de l'industrie, les mines, l'agriculture, les fabriques, la navigation ?

Les prolétaires commettent la plus grande partie des délits dans la société, dit-on ; ils font les émeutes, les révoltes, etc. : c'est vrai, par la meilleure de toutes les raisons, c'est qu'ils font tout : le bien et le mal, et qu'on ne peut presque rien faire sans eux. Mais sont-ce les prolétaires qui suscitent les révoltes ? ne sont-ils pas toujours excités et payés par des hommes qui ne sont pas de leur classe, qui abusent de leur ignorance, de leur crédulité pour s'élever à la fortune, aux honneurs, au pouvoir ? Ils sont abrutis, sans raison. — A qui la faute ? Les nations devraient avoir honte de laisser la moitié au moins de leur population vivre dans un état voisin de la barbarie !

Les propriétaires qui font les lois, et qui, dans cet acte de souveraineté, ne pensent qu'au bien-être de la classe supérieure de la société, agissent, dans l'aveuglement de leur égoïsme, au plus grand préjudice du bonheur social, et des avantages immenses qu'ils trouveraient particulièrement,

eux-mêmes, dans l'amélioration morale et intellectuelle de la classe inférieure. Il a déjà été démontré que l'instruction publique, répandue sur la généralité des citoyens, est le seul moyen de régénérer un peuple, de l'arracher à l'ignorance de ses devoirs moraux et politiques, aux habitudes et aux vices qu'il a dû contracter sous l'oppression du despotisme et de l'aristocratie.

Au lieu de ne faire des prolétaires que des bêtes de somme, faites-en, par l'enseignement de l'enfance, des citoyens; alors vous pourrez atteindre un plus haut degré de liberté, de richesse et de puissance.

Say ne voit pas ainsi cette question importante dont la solution décidera de notre avenir. Les mêmes motifs qui lui ont inspiré, dans l'intérêt de son système, sa prédilection pour l'industrie agricole, le dirigent également dans le peu de cas qu'il fait de l'industrie manufacturière. C'est pour cette dernière que le régime protecteur a été institué, c'est encore elle qui oppose le plus d'obstacles à la réalisation de son utopie, et c'est comme un mal, qu'il voit la multiplication de la classe ouvrière. Ici l'esprit de parti se décèle.

Say dit : « Les produits ouvrés, en multipliant les hommes, » n'augmentent pas la somme des profits nécessaires pour » l'entretien des hommes. » On est porté à croire que Say conservait encore quelque chose de l'égarement de Quesnay, son maître, par rapport à la classe que ce dernier nommait stérile ! Où donc Say a-t-il vu que les fabriques ne donnent pas de profits suffisants pour entretenir les hommes qu'elles font vivre ? Pourquoi les prolétaires quittent-ils les travaux des champs pour ceux des manufactures ? C'est parce qu'ils y obtiennent de plus forts salaires, on le sait. Si cet écrivain dit le contraire, c'est que son idée fixe l'empêche de rendre hommage à la vérité.

La récapitulation et la conclusion qu'il nous donne de son chapitre ne sont pas moins remarquables que le reste. Son dernier alinéa n'est qu'une agglomération d'erreurs d'autant plus frappantes, qu'elles sont toutes réunies, présentées sans ménagement, et dans toute leur intégrité ; le voici :

« Il résulte de ces considérations que les traités de commerce sont inutiles ; car, d'un côté, il est impossible de faire » acheter aux étrangers des marchandises pour une plus forte

» somme qu'ils ne nous en vendent; et, d'un autre côté, il ne
» nous importe pas de leur faire acheter telle marchandise de
» préférence à telle autre. Il en résulte encore que, quelques
» mesures prohibitives qu'ils prennent à notre égard, il ne nous
» convient pas d'en prendre de semblables relativement à
» eux; ce qui détruit le germe de la plupart des querelles
» entre les nations, et vous fait pressentir combien les progrès
» de l'économie politique seront, avec le temps, favorables à
» l'humanité. »

Les traités de commerce sont inutiles, dit Say. Pourquoi ? Les deux motifs qu'il allègue sont radicalement faux. *Il est impossible de faire acheter aux étrangers des marchandises pour une somme plus forte qu'ils ne nous en vendent.* Il suffit d'exprimer cette pensée pour en reconnaître l'erreur. Elle est contraire à notre expérience de tous les jours. J'achète de la laine à un négociant allemand. Je le paie en numéraire, et l'opération est terminée. Une nation en fait de même.

Supposons que l'Allemagne vende à la Belgique pour trois millions de laine, et que la Belgique vende à l'Allemagne pour deux millions de drap : il en résultera que deux millions seront compensés par les opérations de banque, et que l'Allemagne emportera un million en numéraire, ou en disposera en faveur d'une nation à laquelle elle doit. Ainsi la Belgique achèterait dans ce cas des marchandises pour une somme plus forte que celle des marchandises qu'elle a vendues. On ne conçoit pas comment un homme est assez osé pour nier une vérité de fait aussi évidente.

Il ne nous importe pas de faire acheter à l'étranger telle marchandise de préférence à telle autre.

Quand la France a surabondance de vins, et que cet article ne trouve pas d'acheteurs, il lui importe certainement de vendre ses vins plutôt que ses houilles qu'elle n'a pas en suffisance.

Il importe à un commerçant, à un pays de vendre un article qui donne de gros bénéfices plutôt qu'un produit qui n'en donne que de faibles. On est étonné de trouver un homme qui affirme le contraire, tant ces vérités sont palpables et populaires.

Il en résulte encore que quelque mesure prohibitive que

les étrangers prennent à notre égard, il ne nous convient pas d'en prendre de semblables relativement à eux.

Voilà un grand moyen pour se ruiner ! Dans ce cas, l'Angleterre vous inondera de ses produits manufacturés, et nuira à vos fabriques de deux manières : elle leur fera une concurrence écrasante pour la vente de leurs produits, et leur enlèvera les matières premières que récolte votre pays ; ce qui finira par annihiler votre fabrication. Elle vous fournira ses marchandises aussi longtemps que vous aurez de l'argent, et quand vous en serez épuisé, vous serez réduit à votre production agricole et déchu de votre prospérité. Vous en avez la preuve dans la décadence de la Belgique après le traité de Munster, qui priva cette contrée de son commerce maritime.

Livrée, pour de faibles droits d'entrée, à l'industrie étrangère qu'avaient élevée les industriels émigrés de la Flandre, la Belgique perdit ses fabriques de soieries et de lainage, une grande partie de ses capitaux, et plus de la moitié de la population de ses villes. Si elle a conservé sa fabrication de toiles, c'est que, grâce à la propriété de son sol pour la production du lin, cette industrie est chez elle supérieure à celles de toutes les autres nations, et que les machines à filer le lin n'étaient pas inventées.

Le même pays nous offre encore un autre exemple de l'effet funeste de la liberté du commerce. L'industrie belge s'était ranimée pendant sa réunion à la France qui lui assurait ses vastes débouchés ; elle s'était maintenue, pendant son adjonction à la Hollande, malgré les faibles lois économiques qui la défendaient ; mais après sa révolution de 1830, livrée à elle-même, réduite au débouché intérieur, privée de la vente en Hollande et dans ses colonies, n'ayant pas de commerce maritime, elle est restée languissante depuis cette époque, malgré tous les efforts que l'intérêt national exalté et l'esprit d'association aient fait pour lui donner un nouvel essor ; la concurrence de l'Angleterre lui porte un préjudice notable. Pourquoi, disent les sectaires, l'industrie belge ne fait-elle pas en sorte de produire à aussi bas prix que son émule ?

La secte ne voit en industrie que les bas prix et rien de plus. L'ouvrage de Say, où elle puise toute sa prétendue

science, ne lui en dit pas davantage ; mais si elle étudiait les faits sans aveuglement, sans préoccupation, elle apprendrait autre chose.

Ce n'est pas seulement le bon marché qui détermine le consommateur à acheter les marchandises, c'est la vogue ; et la Belgique est encore de trop peu d'importance en Europe pour donner la mode à ses produits.

Ce sont les marchandises de mode de la France et de l'Angleterre qui lui nuisent sur le marché intérieur. En vain la Belgique fabrique à moindres frais que ces deux nations, quand il s'agit d'objet de mode il n'est plus question de prix, l'acheteur paie ce que le vendeur lui demande ; et, de nos jours, tout est soumis à la mode, tout varie à chaque semestre, et il n'y a guère plus rien de stable. C'est donc aujourd'hui chose très-importante que cette déplorable instabilité qui déshonore les peuples modernes !

Je le savais par expérience, et j'en ai eu dernièrement une nouvelle preuve qui m'a vivement frappé. J'ai vu vendre à un riche tailleur, par un industriel belge, une étoffe de laine d'un certain dessin à six francs l'aune. Lorsque le marché fut terminé, et que l'acheteur eut acquis la certitude qu'il pouvait avoir à ce prix autant de pièces de cette étoffe qu'il pouvait en avoir besoin par la suite, il la compara à une pièce d'étoffe française de la même qualité, dessin, couleur, etc., et l'étoffe belge fut trouvée au moins égale à l'étoffe étrangère. Alors le tailleur avoua qu'il avait payé cette dernière douze francs l'aune, le double du prix de l'étoffe belge.

Voilà ce qui arrive tous les jours pour tous les genres de produits ; et à peine un tissu de mode est-il imité en Belgique, qu'il en vient un autre envahir tous les marchés, au préjudice de la fabrication nationale.

Ce fait prouve mieux que tous les raisonnements la nécessité d'établir en Belgique le régime prohibitif, si l'on veut qu'elle accomplisse les hautes destinées que lui promettent la possession des mines de houille, la main-d'œuvre à prix modéré, l'activité, l'assiduité au travail, et l'industrie de ses habitants.

Cependant la nécessité d'un changement de régime économique se fait sentir plus que jamais. La paix rendue à la

Belgique, son indépendance, sa neutralité reconnue par toutes les nations, n'ont fait presque aucun effet sur la production, tant elle est affaiblie, et ce mal n'est pas récent. Depuis dix ans toutes les branches de l'industrie belge réclament en vain la protection du gouvernement contre la concurrence étrangère, leurs plaintes restent sans effet. Les hommes qui depuis 1830 ont été investis du pouvoir, ont agi avec loyauté et intelligence, j'en suis convaincu ; ils ont fait tout le bien qui était dans les limites de leurs principes ; mais, administrateurs improvisés, et encore novices, n'ayant en économie politique que les notions fausses et superficielles qu'ils ont puisées dans les ouvrages publiés par la secte, étrangers à l'esprit du régime protecteur, n'en ayant d'autres idées que celles que les critiques insidieuses de Say leur ont données, ils ne voient, de la meilleure foi du monde, dans l'exemple des nations les plus éclairées, que des institutions surannées qu'ils doivent soigneusement éviter d'établir ; et les fallacieuses démonstrations des gouvernements de France et d'Angleterre qui feignent de vouloir renoncer au régime protecteur pour en dégoûter les cabinets qui ne l'ont pas admis, sont bien faites pour les entretenir dans leurs malheureuses dispositions.

En attendant que l'expérience et la réflexion les éclairent, et qu'ils aient pénétré les ruses de la politique étrangère, leur pays est en souffrance ; ses anciennes industries sont paralysées ; ses nouvelles ne peuvent prendre de l'extension ; la production n'a pu soutenir l'élan remarquable qu'elle avait pris ; ses sociétés industrielles destinées à employer toutes ses ressources, à le doter de toutes les fabrications qui lui manquent, et mettre la Belgique en état de se suffire à elle-même, se trouvent, faute de protection, dans une situation dangereuse, et menacées de leur ruine. Voilà le résultat du déplorable système de l'anarchie commerciale ! Puisse le bon sens belge arrêter là le honteux désastre qu'une erreur en économie politique lui a fait subir. Assez longtemps la Belgique a été tributaire de l'Angleterre pour cinquante à soixante millions par an ; assez longtemps elle lui a donné ce qu'elle gagne d'autre part ; il est temps qu'elle réserve sa consommation pour ses propres industries, et qu'elle facilite, par là, le rétablissement de son commerce maritime.

Il se pourrait, cependant, que je sois en erreur par rap-

port aux principes des hommes distingués qui depuis 1830 ont été à la tête du gouvernement belge ; il se pourrait qu'ils n'aient pas cru le moment opportun pour établir le régime protecteur qui pouvait déplaire à la France et à l'Angleterre, à une époque où la Belgique était sous leur protection ; que son existence politique, son indépendance en dépendaient ; et que ce motif ait modifié la direction de l'administration belge ; mais cette circonstance ne change rien à ce qui a été dit des effets nuisibles de l'anarchie commerciale ; et, dès que l'indépendance de la Belgique a été reconnue par toutes les puissances de l'Europe, cet Etat a repris tous ses droits ; il doit agir dans ses intérêts, se défendre de la concurrence étrangère ; et le temps est venu de changer son régime économique, comme son bien-être l'exige, comme ses industries le réclament, comme ses représentants y paraissent disposés.

CHAPITRE XIV.

EXAMEN DU CHAPITRE VINGTIÈME DE J.-B. SAY, SUR LES
ENCOURAGEMENTS ET LES PRIMES.

Il est à remarquer que la vanité de Say se plaît à ravalier les grands hommes, quand il les croit en erreur et qu'il en trouve l'occasion, il nous en fournit ici une nouvelle preuve, et dit :

« Montesquieu consacre un chapitre de *l'Esprit des lois*,
» à chercher les moyens d'encourager l'industrie en général.
» Vous vous attendez qu'il va proposer d'assurer à chacun le
» fruit de ses labeurs, de protéger l'épargne qui grossit les
» capitaux, et multiplie les instruments de l'industrie, de fa-
» voriser la libre circulation des hommes et des produits....
» Point du tout : les moyens qu'il propose se réduisent à un
» seul qui consiste à donner des prix aux meilleurs labou-
» reurs, aux meilleurs ouvriers, comme si le prix le plus as-
» suré, le plus considérable et le plus impartialement dis-
» tribué, n'était pas dans les produits mêmes obtenus par les
» plus habiles. »

Montesquieu est ici d'accord avec le régime protecteur, et c'est ce qui fait son tort aux yeux de Say ; mais ce dernier se garde bien de rapporter les motifs qui appuient la pensée de l'écrivain célèbre, pour mettre ses lecteurs à même de juger entre lui et l'auteur de *l'Esprit des lois*. Un acte de bonne foi ne paraît guère dans ses habitudes.

Quand on sent la nécessité d'introduire dans un pays une nouvelle industrie ; quand on veut donner de l'extension à celle qui y existe déjà ; quand enfin on veut sortir les hommes de leur apathie, il faut bien offrir des primes et des encouragements, pour les déterminer à une entreprise utile

à l'intérêt général que leur ignorance, ou leur incapacité les empêche d'apprécier.

Si vous manquez de cette sollicitude, bien souvent votre industrie restera stationnaire, elle ne se perfectionnera pas, elle ne s'étendra pas ; l'étranger viendra vous apporter les produits qui vous manquent, vous enlèvera vos capitaux pour des objets de consommation ; vous vous appauvrirez, au lieu d'augmenter vos moyens de production, qui seuls peuvent augmenter vos richesses.

Voilà en partie les motifs qui déterminent le régime protecteur à employer le stimulant des primes d'encouragement ; mais par cela seul que ces moyens ne sont pas en harmonie avec l'anarchie commerciale, Say les repousse et les dénigre. Il prétend avec emphase que le prix le plus assuré, le plus considérable, et le plus impartialement distribué, est dans les produits mêmes obtenus par les plus habiles. Cela est possible ; mais quand ce stimulant ne suffit pas, force nous est bien d'en employer un autre, pour éveiller l'attention des hommes sur les avantages qu'ils peuvent y trouver, les exciter aux essais, etc.

Pourquoi les Espagnols ne font-ils pas généralement d'aussi bons vins que les Français, quoiqu'ils aient des raisins d'une qualité supérieure ? Parce que l'art de la vinification n'est pas aussi avancé en Espagne qu'en France ; parce qu'on n'a pas pris soin de le leur faire connaître, et de les encourager à sortir de leur routine.

Pourquoi dans tels pays fait-on mieux certains produits que dans les pays voisins qui sont dans les mêmes circonstances ? Pourquoi le moyen de Say, ce qu'il nomme l'encouragement naturel, ne suffit-il pas dans ces pays retardataires ? C'est que les hommes ne savent pas toujours ce qui peut leur être utile. qu'ils sont esclaves de leurs habitudes, que les nouvelles entreprises présentent des difficultés, des chances de non-succès ; c'est que, jouissant d'un état supportable auquel ils sont accoutumés, ils ne cherchent pas leur mieux-être par apathie, par ignorance, par insouciance, etc., et qu'ils ont besoin d'être stimulés par un nouveau motif qui frappe leur imagination, et tente leur amour-propre. Souvent une distinction est plus efficace que le plus grand bénéfice.

Say voulant déprécier les encouragements qu'il nomme

artificiels, ne peut réussir en apparence que par ses moyens ordinaires, les illusions, les déceptions ; il dit :

« Bonaparte désirant que l'on substituât le lin au coton, »
» offrit un million de récompense à celui qui filerait le lin à »
» un certain degré de finesse par des procédés mécaniques. »
» La nature des choses, plus puissante que Bonaparte, avait »
» donné 24 millions de récompense au barbier Arkwright, »
» pour avoir découvert les métiers à filer le coton. Voilà ce »
» que j'appelle un encouragement naturel plus puissant que »
» ceux que promettent les potentats. »

Dans l'exaltation de son triomphe imaginaire, Say ne fait pas attention que la prime ne prive pas un homme de génie des bénéfices qu'il peut faire en vendant, ou en faisant usage de la machine qu'il a inventée. Si un homme du temps de l'empire avait créé un métier à filer le lin, il aurait pu avoir le même avantage qu'Arkwright en sus du don offert par Bonaparte. Ce que Say appelle l'encouragement naturel existe toujours avec prime ou sans prime, et l'emphase qu'il met dans l'expression de sa pensée n'est que ridicule, et ne prouve pas que les primes sont inutiles. Il se pourrait même que l'encouragement de Bonaparte ait éveillé la pensée de l'Anglais qui a inventé la machine à filer le lin, dont on tire aujourd'hui tant de profit, et qui paraît destinée à faire en industrie, une révolution tout à l'avantage de l'Europe.

Say continue : « Une production qui ne peut se soutenir »
» que par des encouragements artificiels, cause toujours de la »
» perte à la nation qui les donne : elle n'a le soin d'encoura- »
» gements que parce qu'elle cause de la perte, et si, au »
» moyen de ces encouragements, le producteur est indemnisé »
» de cette perte, la nation qui paie l'indemnité, la supporte »
» à sa place. »

Cette pensée ne paraît plausible que par le vague des expressions. Pour en apprécier la valeur, il faut la soumettre à l'analyse, et l'étudier dans les faits. Say ne nous indique ici aucune industrie qui soit dans le cas de ne pouvoir se soutenir que par les primes. Pour y suppléer, examinons-en une qui est dans cette catégorie, d'après l'auteur, et qu'il présente plus loin à l'appui de ses principes.

« Le gouvernement français, dit-il, paie tous les ans onze »
» cent mille francs de primes d'encouragement pour la pêche

» de la morue sur le banc de Terre-Neuve. Sans cela les ar-
» mements n'auraient pas lieu. Il s'en faut donc de onze
» cent mille francs que cette industrie rembourse ses avances ;
» le prix que l'on met au produit qui en résulte, est de onze
» cent mille francs au-dessous du prix auquel il revient ; et
» c'est le contribuable qui rembourse cette perte. »

Il est de la plus haute probabilité que Say nous présente un fait inexact et dénaturé ; d'abord, parce que c'est son habitude d'en agir ainsi ; ce ne serait pas la première fois que nous trouverions sa véracité en défaut ; ensuite, parce qu'il est impossible que cette industrie ne rapporte aux pêcheurs que juste la prime qu'ils reçoivent du gouvernement ; et enfin, parce que la main-d'œuvre n'est pas en France plus chère qu'en Angleterre, bien au contraire. On ne peut donc avoir aucune confiance dans ce que nous dit cet écrivain. Au reste, admettons le fait tel qu'il l'annonce.

On conçoit que pendant la guerre maritime de l'Angleterre contre la France, sous la république et l'empire, la pêche de la morue a été anéantie en France par le blocus des ses ports ; qu'après la paix entre ces deux puissances, le gouvernement français ait dû faire des efforts pour ranimer cette industrie qui avait tant d'importance avant la révolution, en lui accordant une prime d'encouragement, jusqu'à ce qu'elle ait repris son ancienne vigueur. Tout était rationnel dans cette opération d'économie sociale, dicté par l'exemple et approuvé par l'expérience des nations les plus éclairées.

Say impute hautement une mesure si sage, et il s'y trouve obligé par son intention de ramener, à tout prix, l'anarchie commerciale. Il prétend que cette industrie est onéreuse à l'Etat ; qu'elle lui coûte annuellement onze cent mille francs ; qu'en supposant qu'elle forme onze cents nouveaux matelots par an, cette éducation est trop dispendieuse, puisque chaque matelot reçoit mille francs d'engagement ; et que la France aurait plus de bénéfice à acheter sa provision de morue aux Anglais et aux Américains, qui lui prendraient ses produits en retour.

On le voit, Say ne nous montre que la prime payée par le gouvernement, et nous dissimule la plupart des avantages qui en résultent : il ne veut pas voir que l'encouragement n'est que temporaire, que la pêche de la morue donne à la

France une grande quantité de matières alimentaires, augmente sa production, ses moyens d'existence, sa population, et lui forme d'excellents matelots. Tous ces avantages valent grandement la prime sans doute, nonobstant le capital que la consommation en morue coûterait à la France.

Pour nous rassurer à cet égard, Say nous présente son idée mère et fondamentale, les produits français que les étrangers prendraient en retour; mais nous savons à quoi nous en tenir sur cette chimérique éventualité : les Anglais ont prohibé la plupart des marchandises françaises, et celles qu'ils peuvent importer en Angleterre seront achetées à la France, quand bien même la France ne prendrait pas les morues anglaises. Les transactions commerciales se font en numéraire, et non en échange de marchandises. Il en est de même des Américains : leurs commerçants ne demanderont pas si la France a acheté leurs morues pour se déterminer à acheter des produits français, ils agiront suivant leurs convenances particulières.

D'après ces considérations, on doit conclure, ce me semble, que les primes d'encouragement données par un gouvernement sage, ne sont ni inutiles ni onéreuses à l'Etat, quand on n'en prolonge pas le terme sans discernement ou par corruption, au delà du temps nécessaire pour établir une industrie qui manque au pays.

Say ne s'en tient pas là, il continue la critique des prétendus inconvénients qui découlent suivant lui des primes d'encouragement, et ses considérations à cet égard ne sont ni plus justes, ni plus judicieuses les unes que les autres.

Say dit : « Toujours dans l'idée que l'autorité peut donner » à l'industrie commerciale une direction plus profitable que » celle qu'elle reçoit de la nature des besoins, on ne s'est pas » contenté de prohiber certains produits absolument, et » d'autres partiellement au moyen de droits d'entrée, on a » encouragé l'exportation de quelques-uns par des primes » d'exportation, de quelques autres par des restitutions d'impôts qui ne sont pas même toujours des droits d'entrée. Les » droits d'accises étant fort élevés en Angleterre, notamment » les verreries, les fabriques anglaises n'en pourraient point » vendre à l'étranger si l'on ne remboursait pas ces droits à la

» sortie. C'est ce qui fait que les citoyens des Etats-Unis paient
» à Boston deux sous pièce seulement les mêmes gobelets de
» verre, sortant des fabriques anglaises, que les Anglais paient
» huit sous. »

Le système de l'anarchie commerciale a forcé Say à admettre que l'industrie reçoit des besoins et des caprices des individus une direction plus profitable que celle que peut lui donner l'autorité administrative. Il suit de là, que l'intérêt individuel que représentent les besoins, doit avoir la suprématie sur l'intérêt général que l'autorité est appelée à faire prévaloir. C'est là évidemment pervertir toutes les notions données par les leçons de l'expérience et reçues dans tous les temps et dans tous les lieux ; c'est se mettre en opposition flagrante avec le sens commun ; c'est élever la licence au-dessus de la liberté, détruire les limites que le bonheur de tous impose aux mauvaises passions et à l'égoïsme de l'individu. Voilà où aboutit le système de la liberté du commerce ; ce n'en est que la licence.

Aussi voyons-nous sans cesse, en toute occasion, J.-B. Say mettre en jeu l'intérêt des individus isolés, contre l'intérêt général : de là, toutes ses récriminations contre les prohibitions, les droits d'entrée, les primes d'exportation, la restitution des droits à la sortie. Toutes ces mesures prises pour le bien public sont envisagées par lui comme des maux ; parce qu'elles sont des entraves pour les particuliers. Autant vaudrait-il se plaindre des lois qui punissent le vol et les autres délits, parce qu'elles arrêtent certains actes individuels.

Say poursuit ainsi : « C'est principalement l'Angleterre qui » a offert l'exemple de tous ces expédients : et cet exemple a » été dangereux, parce que l'Angleterre ayant en même temps » prospéré, toutes les personnes incapables de rattacher les » effets à leurs véritables causes, n'ont pas manqué de dire » qu'elle avait prospéré à cause de ses prohibitions et de ses » primes ; et ils ont eu soin d'ajouter d'un ton triomphant » que c'étaient là des vérités de faits contre lesquelles les raisonnements ne pouvaient rien.

» Non, messieurs, ce n'est point une vérité de fait que » l'Angleterre ait prospéré à cause de ses primes et de ses » prohibitions. La vérité de fait est que l'Angleterre a prospéré parce qu'au total elle compose une nation active, la-

» borieuse, intelligente, parce qu'elle donne à ses travaux
» une direction utile ; parce qu'elle unit l'audace à la pru-
» dence ; parce que ses citoyens, en accordant à une entre-
» prise tous les fonds nécessaires pour en assurer le succès,
» retranchent toutes les dépenses superflues ; parce que si ses
» lois économiques sont mauvaises, son administration est en
» général bonne ; si son gouvernement est cher, il ne tracasse
» pas les administrés et les protège constamment ; en un mot,
» l'Angleterre prospère parce que les causes de prospérité
» sont chez elle plus puissantes que les causes de détresse. »

Say nous proteste que la prospérité de l'Angleterre n'est pas due au régime protecteur. Voilà une affirmation. Où en sont les preuves ? C'est, dit l'auteur, parce que cette nation est active, laborieuse, intelligente, etc. Les qualités intellectuelles et morales des Anglais ne les distinguent pas assez de leurs voisins, pour expliquer leur grande prospérité. Ces motifs seraient évidents, si les autres peuples de l'Europe, qui vivent à peu près sous la même influence atmosphérique ; qui reçoivent, dans leur enfance, la même éducation sous l'absurde système d'instruction publique du moyen âge, ne les mettaient tous à peu près au même niveau sous le rapport intellectuel. Les Suédois, les Danois, les Allemands, les Hollandais, les Belges et les habitants de la partie la plus au nord de la France, ont la même intelligence naturelle, et ils la dirigent également vers leurs intérêts matériels. Tous ces peuples ont fait leurs preuves ; ils ont la même aptitude, la même assiduité au travail, et s'ils se trouvaient dans la même situation que les Anglais, leur prospérité serait probablement aussi éclatante.

Ce qui différencie ces populations, ce sont les autres circonstances dans lesquelles elles se trouvent, et ces circonstances, chez les Anglais, d'où résulte la supériorité de leurs œuvres, sont la liberté politique dont ils jouissent depuis un siècle et demi, et surtout un régime prohibitif très-sévère qui les a forcés à se suffire à eux-mêmes, autant qu'il est possible ; à mettre à profit tous les dons que la nature leur a faits ; à perfectionner, à étendre leur industrie, et à porter leur commerce sur toutes les parties du globe. Si les autres nations de la même position astronomique ne se sont pas élevées au même degré d'industrie, c'est qu'elles n'y ont pas été

déterminées par leurs lois économiques, qu'on ne leur en a pas fait un besoin.

Pourquoi l'Angleterre ne prospérait-elle pas, à l'égal de la Flandre et de la Hollande qu'elle a surpassées depuis, avant l'acte de navigation de Cromwell et les prohibitions ? Par quel moyen a-t-elle su vaincre la concurrence de ces deux États qui lui fournissaient, avant cette époque, tous les fabricats qui lui étaient nécessaires, si ce n'est par le régime exclusif ?

L'Angleterre n'est pas le seul pays qui ait prospéré par le même moyen : la même cause produit ailleurs le même effet : c'est depuis l'adoption du régime protecteur de Colbert que la France a pu échapper à l'effet funeste de la concurrence des autres nations plus avancées qu'elle en fabrication, qu'elle a vu se développer, se perfectionner son industrie.

Pourquoi n'y a-t-il aucune nation moderne qui soit parvenue sous l'anarchie commerciale et depuis l'établissement du régime protecteur, à égaler la France et l'Angleterre, si le système de Say est si avantageux qu'il le proclame ?

Pourquoi les principales nations de l'Europe, qui par leur expérience l'ont trouvé funeste, l'ont-elles abandonné pour admettre jusqu'à un certain point le régime protecteur à l'imitation de la France et de l'Angleterre ?

Pourquoi l'industrie manufacturière a-t-elle péri en Hollande où elle était jadis si florissante, aussitôt que les autres peuples ont admis le régime prohibitif ?

Pourquoi les défenseurs de l'anarchie commerciale ne peuvent-ils s'appuyer sur aucun fait réel, et ne peuvent-ils la défendre que par des sophismes ?

Devant ces grandes et nombreuses vérités de faits contre lesquelles les raisonnements ne peuvent rien, que faut-il penser de ce système et de ceux qui le défendent ?

Say continue ensuite ses réflexions subtilement insidieuses contre les protections accordées à l'industrie nationale, et il cherche, par de mauvaises chicanes, à les faire considérer comme contraires à la nation.

« La France paie annuellement, dit-il, pour dix millions » de primes à l'exportation des produits de son commerce et » de ses manufactures ; et, grâce à cette dépense, ses voisins

» jouissent de ces produits à bien meilleur compte que les
» Français. On peut se procurer en Suisse le sucre raffiné en
» France pour 18 sous la livre, tandis qu'en France elle coûte
» 25 sous. C'est, dira-t-on, une restitution des droits que l'on
» fait payer en France quand le sucre est importé. Mais pour-
» quoi affranchissons-nous l'étranger d'un droit que nous fai-
» sons payer à nos concitoyens ? Quand nous exportons nos
» vins, restituons-nous aux exportateurs l'impôt territorial
» que supportent les vignobles ? »

Si les Français paient 25 sous la livre de sucre, c'est que l'Etat perçoit un très-fort impôt sur cette matière, et le gouvernement agit très-sagement de restituer cet impôt à la sortie, afin que les commerçants français puissent fournir du sucre aux Suisses et gagner sur ces opérations.

Pourquoi, dit Say, affranchissons-nous l'étranger d'un droit que nous faisons payer à nos concitoyens ? Cette question serait vaine si elle n'était trompeuse. On fait ainsi parce qu'on ne peut faire autrement. Si la France voulait faire payer aux Suisses le sucre à 25 sous, ceux-ci n'en vendraient pas. Ils achèteraient cette denrée en Hollande à 16 sous la livre, et la France perdrait l'occasion de leur vendre et les profits qui en résultent. Pour conserver le bénéfice de ce commerce aux commerçants français, leur gouvernement est donc obligé de restituer l'impôt à la sortie du sucre. Au reste, il ne perd rien à cette restitution, car ce qu'il donne d'un côté il l'a reçu de l'autre, et sans cette mesure, il empêcherait la France de faire cette exportation lucrative qui exige par suite une importation de sucre brut assujettie à l'impôt, et une fabrication profitable qui n'aurait pas lieu, si on ne pouvait pas en vendre les produits en Suisse.

Quand nous exportons nos vins, dit Say, restituons-nous aux exportateurs l'impôt territorial que supportent les vignobles ? Non, sans doute, cela n'est pas nécessaire. L'étranger qui a besoin des vins de France est obligé de les payer aux prix qu'on veut bien les lui vendre. Il ne peut acheter des vins de France qu'en France, et il les paie volontiers à leurs prix ; parce qu'il les préfère, et qu'ils sont encore à plus bas prix que ceux des autres nations. C'est la concurrence étrangère qui force la France à rembourser l'impôt à la sortie des sucres ; mais pour les vins, elle n'a pas de concurrence.

Say connaît fort bien ce qu'il en est à cet égard. Ses moyens sont pitoyables aux yeux des hommes sérieux ; mais, quelque pitoyables qu'ils soient, ils suffisent pour mystifier les étourdis, et, pourvu qu'il fasse des prosélytes, son but est atteint, il vise aux grands nombres, parce qu'il a l'espoir que les masses forceront un jour les gouvernements, à réaliser sa chimère.

C'est toujours dans l'intention d'aplanir toutes les difficultés qui s'opposent à cette réalisation, à son grand triomphe, si IMPATIEMMENT ATTENDU *depuis si longtemps, et si souvent prophétisé*, si glorieux pour la secte, si déplorable pour les nations, que Say argumente contre la prime accordée en France à la pêche de la morue dont nous avons déjà parlé, et qu'il ajoute :

« Les marins se forment dans la marine marchande, » quels que soient les produits qu'elle voiture ; et la marine » marchande prospère, comme toutes les industries, quand » elle ne rencontre pas d'obstacles sous ses pas. »

Oui, la marine prospère, quand elle ne rencontre pas d'opposition ; mais ici il faut distinguer la nature des oppositions ; il faut examiner si elles viennent de l'intérieur ou du dehors. Say ne s'est occupé que des prétendus obstacles présentés par le régime protecteur ; il n'a pas porté son attention sur les véritables obstacles qui viennent de l'étranger.

Si vous n'avez pas de navigation, et que, dans cette industrie, vous soyez devancés par l'étranger, comment ferez-vous pour établir une marine marchande, et ensuite une marine militaire ? Comment ferez-vous pour les étendre, les perfectionner au degré nécessaire au développement et à la prospérité de vos industries agricole et manufacturière ? Serait-ce de l'effet illusoire de votre système d'anarchie que vous attendriez ce prodige ? Si, au lieu de se faire des illusions, de se livrer à son imagination, Say avait consulté les faits, il aurait été complètement désinfectué de sa chimère, s'il avait pu l'être, s'il lui restait assez de discernement pour reconnaître la vérité.

N'est-ce pas par son acte de navigation que Cromwell a formé la marine anglaise en repoussant la concurrence de la navigation de la Hollande qui avait alors la suprématie des

mers ? N'est-ce pas par des institutions analogues, que Colbert a créé une grande marine en France ?

Avant de penser à former des marins par la marine marchande, il faut commencer, ce me semble, par rechercher comment on procurera des matelots à cette même marine.

Say ne veut pas que l'on donne une prime pour soutenir la pêche de la morue, cette excellente école de marins ; il prétend qu'il serait plus avantageux à la France d'acheter à plus bas prix le poisson à l'étranger que de faire elle-même la pêche. Puisqu'il n'est question que d'obtenir toute chose à bas prix, il s'ensuivrait donc que le même principe s'appliquerait à la navigation marchande ; or, les Anglais et les Hollandais naviguent à plus bas prix que les Français, et ceux-ci seraient donc forcés de renoncer à toute navigation, à ses profits, à tous les avantages qui s'y rattachent pour le commerce et la puissance maritimes. Voilà où l'on serait conduit par l'application du système de l'anarchie.

Qu'est-ce qui fait prospérer la marine ? Deux circonstances sont indispensables pour atteindre ce résultat : avoir des produits à exporter, et des vaisseaux pour en opérer soi-même l'exportation ; mais dans l'état actuel des choses vous n'aurez ni vaisseaux, ni marine, si des lois protectrices ne défendent pas votre navigation contre la concurrence étrangère.

Que l'on se garde donc bien d'imaginer qu'un peuple ou un monarque, quelque puissants qu'ils soient, puissent élever une marine sous l'anarchie commerciale. En vain ils emploieraient des centaines de millions pour construire des vaisseaux ; il est une condition sans laquelle votre navigation ne peut prospérer : il faut que vos commerçants puissent y trouver leurs profits. Or, ces profits sont impossibles dans la lutte d'une marine novice, contre une marine qui a pris, par l'expérience, tous ses perfectionnements, toute son extension. L'étranger aura sur la marine naissante l'immense avantage de connaître les marchandises qui conviennent aux différents pays, d'y avoir établi déjà des relations et l'habitude de ses produits, de naviguer avec plus de sûreté et d'économie, et il saura faire des sacrifices pour écraser, par sa concurrence, la nouvelle entreprise, et dans les pays où elle

dirigera ses produits, et dans ses propres ports où elle débarquera ses cargaisons de retour. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler ce qui s'est passé lorsque la liberté des mers a été rétablie après la chute de Bonaparte, et comment les Anglais s'y prirent pour éloigner la concurrence des nations du continent européen. L'établissement d'un commerce maritime est déjà une œuvre bien difficile, qui exige beaucoup de temps, de longanimité, de travaux et de capitaux à l'abri du régime protecteur, et sous celui de la libre concurrence; il ne peut offrir chance de succès que dans des circonstances extraordinaires dont la conjonction ne peut être attendue.

CHAPITRE XV.

QUEL SERAIT LE RÉSULTAT PROBABLE DU RÉTABLISSEMENT DE
L'ANARCHIE COMMERCIALE EN EUROPE, A L'ÉPOQUE ACTUELLE?

La secte nous proteste que la liberté du commerce rendue à l'Europe amènerait l'époque la plus heureuse et la plus florissante des nations modernes. Tâchons donc de vérifier ces assurances, de prévoir le résultat de cette mesure, si elle était réalisée de nos jours ; réalisons-la par la pensée. Voyons, par un calcul de probabilité, quel effet elle pourrait produire.

Pour connaître l'avenir, il faut étudier le passé, profiter des leçons de l'expérience : les mêmes causes produiraient sans doute les mêmes effets.

Nous avons déjà remarqué le résultat de la liberté du commerce dans l'antiquité, qui n'a pas connu le régime protecteur ; nous avons reconnu que dans cette circonstance, une ou deux nations s'emparaient de l'industrie et du commerce à l'exclusion de toutes les autres, et que cet avantage était dû à la priorité. La première nation qui s'adonne au commerce comprime celui de toutes les autres par sa concurrence, ou plutôt empêche leur commerce de naître. Nous avons donc à rechercher quelle serait, dans l'Europe moderne, la nation privilégiée qui primerait tous les autres peuples dans l'anarchie commerciale.

Il suffit de poser cette question, pour en provoquer de suite la réponse. On est généralement d'accord que l'Angleterre a une industrie supérieure, dans toutes ses branches, à celles de toute l'Europe, et nous en avons la preuve sur tous les marchés où elle écarte partout la concurrence de ses rivaux.

Non contente de cet immense avantage, elle voudrait en

core la liberté du commerce pour avoir l'entrée libre, chez les peuples qui ont admis le régime protecteur, et elle est trop éclairée pour ne pas en prévoir les conséquences. Elle sent bien que l'anarchie commerciale lui donnerait ce qui lui manque encore. Depuis plusieurs années ce pays a besoin des denrées alimentaires de ses voisins, pour nourrir sa nombreuse population à plus bas prix, et pouvoir diminuer le taux de sa main-d'œuvre, dont l'élévation nuit à ses manufactures, et augmente le paupérisme ; mais son aristocratie, les propriétaires du sol s'opposent à la réduction des droits d'entrée sur ces articles.

L'anarchie commerciale lèverait cet obstacle, et sans débat parlementaire, sans intrigue, sans moyen corrupteur, sans émeute, l'Angleterre parviendrait à son but, et son agriculture se trouverait dans l'heureuse nécessité de ne produire que les matières premières les plus précieuses, les cultures qui donnent le plus de bénéfices.

D'un autre côté, l'anarchie commerciale lui permettrait d'introduire partout ses produits manufacturés, et c'est pour elle l'objet le plus important.

Par suite de la supériorité des fabriques anglaises, les nations manufacturières de l'Europe ne peuvent échapper à la concurrence de l'Angleterre et conserver leur existence qu'à l'abri du régime protecteur ; il s'ensuit donc que dès que ses fabricats pourront entrer dans toutes les divisions du territoire européen, elle pourra ruiner leurs manufactures par la concurrence de ses produits, et par l'enlèvement des matières premières qui y croissent ; et dût-elle faire des sacrifices pour atteindre ce but, il est de la plus haute probabilité qu'elle n'hésiterait pas.

Les manufactures du continent étant anéanties, l'Angleterre resterait seule manufacturière et le commerce du monde lui serait définitivement acquis.

Crainte chimérique, dira-t-on, si l'Angleterre importe ses produits sur le continent, le continent importera les siens en Angleterre. Si les nations européennes y envoient leurs marchandises, les y vendront-elles ? les produits anglais sont supérieurs aux leurs. Les Anglais ont beaucoup de patriotisme, et ne s'engouent guère de nouveautés ; et si cet événement arrivait, il ne serait que passager chez un peuple aussi sé-

rieux, aussi positif, qui reconnaîtrait promptement la qualité plus parfaite de ses fabrications et les bas prix de ses marchandises; tandis que les populations du continent sont dans les dispositions toutes contraires.

L'Angleterre a sur tous les autres peuples des avantages naturels et acquis qui lui assurent une supériorité marquée en industrie. Il est reconnu que l'exploitation de ses houilles crée annuellement bien plus de valeur que toutes les mines d'or et d'argent du nouveau monde; et ce pays est mieux pourvu de ce combustible, à plus bas prix et en meilleure qualité que tous les autres. La houille lui assure une prééminence décidée pour le travail des métaux; le chauffage des ateliers, les autres besoins des fabriques et des teintureries où la chaleur est nécessaire, et depuis que, dans les mains des Anglais, les manufactures de tissus sont devenues des collections de machines qui filent, qui tissent, qui apprêtent, mises en mouvement par la force de la vapeur, elles lui procurent conjointement avec leurs grands capitaux, la possibilité d'étendre indéfiniment leurs fabriques et elle ne leur est pas moins favorable pour leur navigation en bateaux à vapeur.

Plus que les autres peuples, les Anglais ont fait preuve d'activité pour leurs intérêts matériels, d'assiduité au travail, de génie inventif, de l'esprit d'association, de dispositions aux grandes entreprises. Moins que leurs émules, les Anglais perdent le temps en conversations oiseuses, en intrigues de galanterie, en plaisirs frivoles. Ils sont particulièrement ambitieux et cupides, et comme tels, avec de hautes capacités, ils sont nés pour les grandes affaires et l'exploitation du commerce du monde.

Déjà ils ne sont pas loin de leur grand but. Les circonstances leur ont été propices. Pendant les guerres qu'amena la révolution française, ils se sont emparés de toutes les îles, de toutes les colonies appartenant à l'Europe, qui pouvaient faciliter ou assurer leurs industries, leurs navigations commerciale et militaire. Pendant cette époque, ils se sont mis en relation avec tous les peuples des deux Indes, avec les colonies espagnoles qui, privées des communications de leurs métropoles, étaient bien obligées de recourir aux Anglais pour obtenir les choses qui leur étaient nécessaires et qu'elles ne pouvaient produire, et ainsi ils ont fait contracter à toutes ces

grandes et nombreuses populations l'habitude de leurs produits.

Ayant introduit leurs marchandises sur toutes les plages accessibles, leur industrie manufacturière, excitée par de si vastes débouchés, s'est accrue en proportion ; elle dépasse en étendue et en perfection tout ce qui s'est fait sur le globe, par le secours de la mécanique, de la chimie, de la physique ; elle a vaincu l'industrie de l'Inde orientale, où la main-d'œuvre est à si bas prix, dont les peuples civilisés ont été tributaires pendant une si longue série de siècles. Avec le coton et la soie qu'elle en retire, elle fabrique des étoffes qu'elle renvoie à la consommation des pays qui ont produit ces matières premières. Elle a vaincu toutes les industries du continent européen, et c'est en vain que les manufactures rivales l'imitent, profitent de ses découvertes, de ses nouveaux procédés ; au moment où elles croient s'être mises à son niveau, les fabriques anglaises ont fait de nouveaux progrès, et les ont laissées bien loin derrière elles.

L'industrie anglaise s'est développée sous le régime prohibitif ; elle est parvenue aujourd'hui à un point où, pour atteindre à une prospérité inouïe, comme on n'en a pas d'exemple, comme on ne l'a peut-être jamais imaginée, il ne lui manque que la liberté du commerce.

Que le continent européen abaisse ses barrières protectrices, comme le lui conseillent des esprits subtilement systématiques, et il reconnaitra à ses dépens la puissance de ces redoutables concurrents. Les nations qui l'habitent éprouveront le sort de la France, après le traité de commerce de 1786 ; elles perdront leurs manufactures, elles seront réduites à l'industrie agricole, leurs populations seront amoindries, leurs richesses diminuées ; et quand elles n'auront plus de produits ouvrés, comment feront-elles le commerce maritime ? Qu'auront-elles à offrir à l'Amérique qui ne peut demander autre chose ? Voilà précisément ce que cherche l'Angleterre ; être seule en possession du commerce maritime sur tous les points du globe.

D'après ces considérations, on le voit, l'anarchie commerciale ne peut être profitable qu'à l'Angleterre, et elle entraînerait, si pas la ruine totale, du moins une diminution considérable de la prospérité des autres nations. Celles-ci n'ont d'autre moyen de conserver leur industrie manufacturière

que de se tenir à l'abri du régime protecteur qui peut leur assurer du moins le débouché intérieur et leur permettre de prendre part avec les Anglais, dans certaine proportion, au commerce des autres parties du monde.

Cependant, malgré son immense opulence, sa supériorité industrielle, sa puissance mercantile, la force et l'étendue de sa navigation, la situation de l'Angleterre est encore précaire. Elle doit voir avec crainte les progrès des manufactures continentales, les bas prix de leur main-d'œuvre. Aujourd'hui elle est la première en industrie ; mais qui peut répondre de l'avenir aux nations, comme aux individus ? Des circonstances imprévues, une seule découverte même, peut quelquefois bouleverser l'ordre des choses existant.

Qu'un peuple admette un système d'instruction publique qui lui donne des mœurs plus frugales, plus simples, plus d'assiduité au travail, qui développerait le moral et l'intelligence des classes inférieures, qui formerait des industriels éclairés par les sciences physiques et mathématiques ; ce peuple alors s'élèverait en capacité intellectuelle, et dépasserait peut-être les Anglais ; il pourrait, à son tour, inventer des machines, trouver des procédés nouveaux, changer l'industrie, produire de nouvelles matières premières en rapport avec son climat ou ses habitudes, des tissus préférables à ceux déjà connus, profiter au moins du bas prix de sa main-d'œuvre, et ravalier la puissance anglaise. Que l'une ou l'autre de ces hypothèses vienne à se réaliser, que deviendrait la Grande-Bretagne accablée sous le poids de sa dette qui lui impose la nécessité de conserver une immense suprématie commerciale, ou de se voir anéantie ? Voilà sans doute pourquoi Caning désira pour sa patrie le rétablissement de la liberté du commerce. Il voulait, quand il en était temps encore, lui assurer irrévocablement le commerce du globe, et il fit des démarches envers la France, dans cette intention.

Les écrivains de la secte firent grand bruit de cette négociation ; ils crurent avoir vaincu l'opinion de l'Angleterre, avoir converti à leurs principes un ministre célèbre, le gouvernement le plus éclairé. Dans leur aveuglement, ils ne comprirent pas le discours de Huskisson à la chambre des communes ; ils se firent illusion sur ses aveux, comme sur toute chose ; ils ne virent pas que l'Angleterre devait désirer

l'anarchie commerciale, non pour l'intérêt de toutes les nations, mais pour son intérêt particulier; non par adhésion aux principes de la secte, mais pour en profiter.

Sous quelque rapport que l'on envisage le système de la liberté du commerce, on le trouve partout en défaut, et quant à son origine, et quant à son développement, et quant à son application. En tout point il est contraire à la vérité. Il a été conçu par l'intérêt particulier, développé dans le monde idéal de l'imagination, par la fécondité et la finesse d'esprit, propagé par l'enthousiasme, défendu par la ruse et le sophisme, admis par ceux qui n'avaient aucune connaissance des réalités industrielles, et soumis plusieurs fois à des essais partiels qui n'ont produit que des résultats désastreux. Que faut-il donc à ses partisans, pour être désillusionnés? Le moyen est fort simple pour les hommes qui cherchent sincèrement la vérité : ils reconnaîtront facilement la fausseté de ce système aussitôt qu'ils se décideront à prendre la raison pour guide, à descendre de la sphère des illusions où on les a malicieusement attirés, et à étudier les faits réels en eux-mêmes. Qu'ils commencent par douter, suivant le conseil de la sagesse de Descartes; qu'ils examinent par eux-mêmes et non d'après autrui, et qu'ils jugent alors par un acte de leur propre intelligence. Après cette étude, ils auront du moins une opinion qui leur sera personnelle, et ils cesseront d'être sous une influence étrangère; car ils ne sont égarés que parce qu'on les a trompés, séduits, déviés.

CHAPITRE XVI.

DES PROGRÈS DU RÉGIME PROTECTEUR.

J'ai déjà dit que le système de l'anarchie commerciale avait arrêté la marche progressive de l'économie politique ; et, en effet, en envahissant tous les esprits, il les a détournés de la voie de l'amélioration et de l'expérience ; il a occupé leur activité de notions abstraites, vagues et sans compléments sensibles, de vaines et subtiles recherches, de travaux infructueux ; il a mis de l'incertitude, de l'hésitation dans les principes ; il a découragé, paralysé l'action du gouvernement, pour la protection et l'amélioration de l'industrie ; et il nous a fait perdre un laps de temps de près d'un siècle ; car nous avons fait peu de progrès depuis Colbert ; et ceux qu'a fait faire l'exemple de ce grand homme, ne sont pas tous enregistrés dans les annales de la science.

Si pour atteindre à la plus haute prospérité, but de l'économie politique, un peuple doit produire tout ce qu'il lui est possible pour augmenter ses richesses et sa population, il ne doit pas, ce me semble, s'en tenir seulement à la conservation de ce qu'il possède déjà en industrie, comme le régime protecteur l'a pratiqué jusqu'à présent ; il faut qu'il crée ce qu'il lui manque en agriculture, en manufacture et en commerce.

Voilà une nouvelle carrière à parcourir qui présente un vaste champ, de nouvelles combinaisons à former, de nouvelles institutions à élever, dont l'esprit humain peut s'occuper pour améliorer son avenir.

Il n'est point de nation en Europe qui ait tout fait pour son bien-être, dans les trois branches de l'industrie.

Si nos terres ne sont pas fertiles comme nos jardins,

comme les terres de la Chine, c'est notre faute, notre grande faute. Cela est impossible, me dira-t-on. Et, en effet, c'est impossible aussi longtemps que le territoire sera cultivé par des fermiers qui ne peuvent, dans leur intérêt particulier, faire toutes les améliorations que le sol exige ; mais cet obstacle n'est pas insurmontable à la toute-puissance du législateur. Et quand bien même on ne peut extirper entièrement un mal, il y a toujours grand avantage à le diminuer.

L'agriculture réclame les soins et les capitaux des propriétaires fonciers, pour défoncer suffisamment les terres, les amender, les fertiliser, les soumettre à l'assolement le plus profitable, les abriter par de longs massifs d'arbres verts, y établir les fabrications rurales les plus avantageuses, et doubler les productions agricoles ; comme je crois l'avoir démontré dans mon ouvrage sur l'instruction publique des peuples libres, chapitre xiv, et il importe éminemment que l'on avise au moyen d'écarter un inconvénient qui s'oppose à l'augmentation des richesses et de la puissance de l'Etat.

Aussi longtemps que les terres n'appartiendront pas à ceux qui les cultivent, nous ne parviendrons jamais au plus haut point d'opulence publique ; parce que la plupart des nombreuses améliorations que l'on peut désirer, dépendent principalement de l'amélioration du sol.

Pour remplir le but que doivent se proposer les nations en agriculture, il est encore une condition sinon indispensable, du moins extrêmement importante : c'est la conservation des engrais. Au lieu de les recueillir soigneusement dans les villes, on les jette, on les laisse écouler en majeure partie dans les fleuves, les rivières, les canaux ; et aucun gouvernement n'a pensé à en prescrire l'accumulation, pour la prospérité du premier et du plus utile des arts ! A cet égard encore les Chinois valent mieux que nous.

Depuis la révolution française de 89, les hommes progressifs cherchent à faire sentir la nécessité d'établir des fermes modèles, des écoles spéciales pour hâter les progrès de l'agriculture, former des élèves aux bonnes méthodes, servir d'exemple aux cultivateurs, et ces institutions seraient d'autant plus désirables, à notre avis, qu'elles pourraient surtout donner aux propriétaires des biens-fonds les moyens de

les exploiter eux-mêmes, ou par leurs enfants, d'une manière lucrative et honorable. Les gouvernements n'en ont rien fait ; ils n'ont pas conçu, ou plutôt on ne leur a pas fait concevoir, que dans l'état actuel de la culture, dans la situation où l'a laissée le moyen âge, ce n'est pas seulement de l'avancement de l'art qu'il s'agit ; mais d'une réforme complète dans l'agriculture pratique ; et ce n'est pas avec de petits moyens que l'on opère une révolution telle que celle qui est nécessaire pour produire une si grande métamorphose.

Tout est changé en Europe, chez nous et autour de nous : nous sommes entrés dans une ère nouvelle, nos institutions politiques, nos besoins, l'émancipation de toute l'Amérique qui ouvre ses vastes débouchés à toutes les nations, tout n'est plus le même, et, dans cette grande vicissitude des choses, l'art de la culture doit être renouvelé aussi, pour prendre la marche progressive, et s'élever au niveau du siècle.

Quand on ne considère l'esprit humain que sous le rapport de l'industrie agricole, on serait tenté de croire qu'il s'est affaibli, rapetissé de nos jours ; on ne s'occupe à cet égard que de petites choses, les grandes ne sont pas aperçues, ou, n'ayant pas le courage de les entreprendre, on les repousse. — Quelles lois pour l'amélioration de l'agriculture a-t-on proposées aux chambres, depuis tant d'années qu'on les désire ? Napoléon a cherché à tenter la vanité des producteurs en général par des expositions des produits de toutes les branches de l'industrie nationale ; cette mesure a procuré des réunions de curiosités, de plaisirs, de dépenses, et peu ou point de progrès.

Il est vrai que l'intérêt personnel, et des associations de généreux agronomes ont formé en Europe quelques établissements ruraux qui peuvent servir de modèle ; mais sur une si grande étendue, quels effets peuvent-ils produire ? S'ils se conservent, ils auront fait quelque bien dans un siècle peut-être. Nous n'avons pas le temps d'attendre.

Voilà ce qu'il arrive quand l'économie politique enseigne de s'en rapporter en industrie à l'intérêt particulier pour opérer le bien ! Chacun fait dans son petit coin de terre, ce qui lui convient, et l'intérêt public est oublié, et les grandes entreprises restent inconçues ou écartées. Les peuples de l'Eu-

rope ont rencontré moins d'obstacles dans le développement des manufactures et du commerce. Ici ne s'est pas trouvée la circonstance paralysante du partage entre le propriétaire et le fermier, l'opposition et la divergence de deux intérêts. Le fabricant et le commerçant sont maîtres absolus de leurs affaires, il y a unité de vue et d'intérêt ; aussi ces industries exercées par des hommes plus éclairés que les cultivateurs en général, ont-elles fait d'immenses progrès. Cependant l'action du gouvernement, la pensée du bien public a manqué à la plupart des nations européennes. Les progrès des modernes en économie politique, n'ont pas été généralement appliqués, et même, parmi les Etats qui ont admis le régime protecteur, leurs gouvernements n'ont pas fait tout ce qu'ils devaient, tout ce qu'ils pouvaient, ils n'ont pas su créer toutes les industries qui leur manquent, faire toutes les entreprises qui leur étaient nécessaires.

Tout ce manque d'action, ces retards, ces négligences résultent, ce me semble, du défaut de direction dans l'industrie, ou de l'ignorance des directeurs. Les gouvernements ne sont que trop portés à abandonner la direction des affaires industrielles. Dans ce cas, leur besogne est plus facile ; ils se persuadent volontiers qu'il suffit de laisser agir l'intérêt privé, pour atteindre au mieux possible. Il y a même une sorte de raison dans leur inertie ; ils sentent qu'ils sont dans l'ignorance des faits industriels, et, à cet égard, ils n'ont pas de pensée à eux, comme Colbert, le commis négociant devenu ministre, pouvait en avoir. Dans cette obscurité de leur esprit, ils n'osent avancer, prendre et donner une direction. Leur amour-propre et même leur prudence les empêchent souvent de recourir à des lumières étrangères qui pourraient bien être de fausses lueurs, qu'ils n'ont pas la capacité d'apprécier. N'ayant pas, ne pouvant avoir par eux-mêmes de détermination bien positive, bien certaine, ils s'abstiennent d'agir, ils en repoussent même la pensée. Voilà pourquoi, ce me semble, tout va si peu, et parfois si mal dans l'administration économique.

Il n'y a pas à s'en étonner : les emplois ne sont exercés que suivant les hommes qui les remplissent. Quels hommes charge-t-on ordinairement des fonctions publiques ? Autrefois, c'étaient des prêtres ; ensuite, ce furent des nobles ; sous les

gouvernements représentatifs, ce sont des avocats, des littérateurs à élocution facile, des savants qui connaissent tout, je veux le croire, excepté ce qu'ils devraient savoir profondément : l'industrie dans toutes ses ramifications.

Si parfois un banquier est admis, les finances sont bien administrées ; mais l'agriculture, les manufactures, le commerce sont négligés, ou on n'y porte que des petites vues.

Pour remplir convenablement les fonctions publiques, il faudrait des hommes sinon universels, du moins qui connussent tout ce qui est nécessaire, et il ne s'en trouve pas.

Il est cependant un moyen très-facile et très-sûr de s'en procurer, si nos habitudes, nos préjugés et certains intérêts ne s'y opposaient : c'est d'établir un système d'instruction publique qui forme des administrateurs ; mais malheureusement nous sommes encore bien loin de là. Comme les Caraïbes, nous nous occupons du présent et point de l'avenir.

La France, qui manque rarement d'idées heureuses, mais qui ne sait pas toujours les réaliser convenablement, a établi un ministre du commerce. Si cette fonction était vue et exercée dans toute son étendue, dans toute sa plénitude, il est indubitable qu'elle produirait de grands progrès dans les trois branches de l'industrie, et que la France en obtiendrait un accroissement de puissance ; mais que pourrait aujourd'hui le ministre ? Une partie du public lui crie avec violence : Laissez faire et laissez passer ; l'autre lui dit : Faites comme par le passé.

L'opinion publique ne le secondant pas, il ne pourra rien entreprendre. S'il demande des fonds aux chambres pour une amélioration, il n'en obtiendra pas si son projet n'est pas en harmonie avec les idées en vogue.

C'est ainsi que les systèmes économiques et les dissidences dans l'opinion publique paralysent les meilleures institutions.

Dans la situation actuelle des esprits, un traité raisonné d'économie politique basé sur le régime protecteur, étendu, développé, perfectionné, est une nécessité de l'époque pour rallier les parties, et rendre à l'opinion publique toute sa puissance. Ne perdons pas de vue que les hommes à talent qui dirigent les assemblées délibérantes par leur éloquence, sont des hommes d'action, et non des hommes à grandes créa-

tions intellectuelles ; ils disent admirablement les idées qu'ils ont acquises, mais ne sont guère propres à enfanter de nouvelles conceptions ; ils n'en ont pas le temps. Ce sont les écrivains qui étudient pour le progrès, qui dirigent ou préparent l'avenir des nations. Les penseurs donnent leurs élaborations à la génération contemporaine, et plus tard, quand l'opinion publique en est pénétrée, elle les réalise : ainsi Mably et d'autres ont inspiré l'assemblée constituante, et Deprad avait préparé, vingt ans d'avance, les stipulations du congrès de Vienne. Voilà, ce me semble, ce qui rend si funestes les erreurs en économie politique, et motive la nécessité de les combattre : elles peuvent influencer la législature et l'administration de l'industrie, et nuire par cette double voie.

L'action de l'administration de l'industrie ne doit pas seulement se borner à établir des écoles d'agriculture, à encourager l'érection des manufactures de toute espèce, et à faire naître des relations commerciales avec tous les points du globe ; mais il importe encore qu'elle stimule l'émulation, la concurrence entre les différentes classes de producteurs, et entre les producteurs de la même classe, de manière à porter l'industrie, dans toutes ses parties, à la plus grande perfection.

Il est une foule d'anciennes fabrications des produits desquelles le public se contente par habitude et faute de mieux . mais qui sont susceptibles d'améliorations importantes, qui procureraient aux consommateurs des économies, des facilités, de nouvelles jouissances. On ne s'aperçoit pas toujours qu'un léger perfectionnement, qui semble de peu de conséquence, en a beaucoup cependant par la multiplicité des occasions où il porte avantage. Dans l'appréciation des choses en économie politique, il ne suffit pas de considérer le bien qu'elles peuvent faire à quelques individus, mais à la société entière ; il faut avoir égard, non-seulement au présent, mais au temps futur. Le bénéfice que présente l'amélioration ou l'invention d'un outil ou d'une machine, qui permet à l'ouvrier de gagner une heure de temps par jour, sera considérable si l'on calcule le nombre de ceux qui en profiteront pendant une vie d'homme seulement. Un outil peut produire des perfectionnements en industrie, qui amèneraient une grande extension de fabrication.

A cet égard, voyez l'exemple admirable que nous présente l'Angleterre ! Elle a perfectionné presque toutes choses, les petites comme les grandes. Elle offre aux consommateurs des produits aussi bons que leurs bas prix le permettent, et des produits parfaits. Elle a porté les améliorations sur les outils, les ustensiles qui servent au détail de l'économie domestique, comme sur ceux qui sont propres aux grandes industries. Rien n'a échappé à son esprit de perfectionnement, et son commerce intérieur et extérieur y a trouvé d'immenses avantages.

Une administration de l'industrie qui concevrait toute l'étendue du bien qu'elle peut faire, et qui serait dirigée par la noble ambition de s'acquitter de ses importantes fonctions, aurait certainement des travaux bien multipliés à entreprendre.

Il n'entre pas dans ma pensée que le ministre puisse tout faire : dans sa position, il ne peut donner que la première impulsion, la pensée générale. Pour former cette grande pensée, il peut recueillir les renseignements sur la statistique de l'industrie, par les chambres de commerce, les sociétés d'agriculture, les hommes de lettres, les industriels distingués, de toutes les parties du territoire ; et faire agir les salariés de l'Etat : préfets, sous-préfets, maires, curés, etc. Il s'en trouve, parmi ces derniers, qui ont de l'instruction, et qui peuvent employer bien heureusement leur influence sur l'esprit des masses ; en voici un exemple que je me plais à rapporter.

Depuis un temps immémorial les habitants du village de Glon, province de Liège, confectionnaient des chapeaux de paille grossiers pour les habitants des campagnes. Leur curé, homme instruit à qui les Liégeois doivent leur chant national, les engagea à perfectionner leur industrie, et il leur procura le blé locular. Quelques années après, Glon produisait des chapeaux fins qui rivalisent avec ceux d'Italie.

Voilà un exemple à imiter pour l'administration de l'industrie, un fait qui prouve, après mille autres, l'heureux résultat qu'elle peut obtenir pour la production et les richesses de la nation.

Il y a une grande quantité de connaissances dans les sciences que les producteurs ne connaissent pas ; il y a aussi beaucoup

de faits connus par des hommes d'action que les savants ignorent. Il importe de répandre les uns et de recueillir les autres, et ce double but peut être atteint par l'administration de l'industrie.

S'en rapporter entièrement à l'intérêt personnel pour obtenir des progrès industriels, est une erreur qui ne peut naître que dans l'esprit de ceux qui ne connaissent ni les hommes, ni les choses, et qui se font d'étranges illusions sur les uns et les autres. Faut-il donc attendre qu'un hasard heureux survienne pour obtenir l'avancement de notre civilisation, tandis que nous pouvons la hâter par quelques soins ?

Il suffit de considérer les difficultés que l'on éprouve à faire admettre une innovation reconnue avantageuse par l'expérience, pour concevoir combien l'intérêt particulier est peu disposé aux améliorations générales. Concentré dans son égoïsme, il ne s'occupe que de lui-même, et ne porte presque jamais sa vue sur l'intérêt public. Il juge de tout par préjugé, par prévention ; il fonde sa conviction sur des apparences qui le retiennent dans son inertie, et ne veut rien entreprendre, rien hasarder.

Il ne suffit pas envers des hommes tels qu'on en voit encore de nos jours, de répandre des connaissances utiles, par des livres et des journaux ; la plupart de ceux qui sont intéressés à acquérir des lumières, ne lisent pas, quand bien même ils savent lire ; et si on leur donne des notions nouvelles, ils ne se décident pas à en profiter.

Dans les esprits vulgaires les pensées naissent et s'éteignent de suite, comme l'éclair qui brille et disparaît. Des hommes faits ainsi doivent être stimulés, sollicités dans leur propre intérêt ; il faut en quelque sorte les entraîner à leur mieux-être ; par eux-mêmes, ils ne feraient pas l'effort, la dépense nécessaire. Un Italien réfugié en Belgique y a prouvé que la Lombardie s'était enrichie par l'admission de la culture du maïs ; il a démontré par expérience que cette graminée réussit très-bien en Belgique et présente beaucoup d'avantages. Qu'est-ce que les cultivateurs ont fait de cette expérience opérée sous leurs yeux ? rien. Il aurait fallu, pour les déterminer, offrir une prime à celui qui en cultiverait le plus vaste champ ; alors l'intérêt particulier et prochain les aurait

déterminés à faire une entreprise où il n'y aurait eu rien à hasarder ; et lorsqu'ils auraient reconnu par leur propre expérience, que le maïs pouvait leur porter profit, ils l'auraient admis dans leurs assolements.

Plus on étudie les faits, plus on acquiert la conviction que l'intérêt personnel a besoin d'être dirigé. L'homme qui agit, bien souvent ne pense pas assez ; et l'homme qui réfléchit et observe lui est utile, pour le conduire dans des voies que son expérience ne lui a pas fait connaître.

Il y a dans les sciences et dans les livres sur l'agriculture mille connaissances importantes qui ne sont pas utilisées par eux-mêmes, qui y trouveraient le plus d'avantages. En vain on les leur révèle, ils n'en font rien. Les malins d'entre les cultivateurs affectent l'incrédulité, mettent leur esprit à trouver des difficultés à l'exécution, et cherchent à persuader que le fait annoncé est impossible. Ce n'est qu'à l'extrémité, et pressés par le besoin, qu'ils se décident à sortir de leur apathie. Encore, dans ce cas même, la masse se lamente sur ses maux et n'agit pas, jusqu'à ce que le plus avisé fasse un essai qui réussisse ; alors celui-ci prospère, marche en avant, et le troupeau stupide le suit.

Aussi longtemps que l'instruction publique ne répand pas les connaissances utiles dans toutes les classes de la société et ne développe pas leur intelligence, l'administration de l'industrie sera obligée de penser pour elles et de les porter au progrès par ses encouragements.

Dans ces derniers temps on a eu de grands succès ; beaucoup de bons esprits, de bons écrivains se sont portés vers l'industrie. La théorie de l'agriculture est portée fort loin ; mais la pratique générale où en est-elle ? Les nations les plus civilisées de l'Europe ont encore le quart de leur territoire en friche ! Si l'intérêt individuel ne voit pas son avantage dans les défrichements, c'est à l'État à y pourvoir. Pour la nation, la mise en valeur des terres incultes équivaut à une conquête, puisqu'elle y trouve augmentation de production et de population. C'est à l'administration de l'industrie à y porter le travail de l'armée permanente, à donner l'exemple, à en faire naître la pensée, à offrir des primes, des privilèges à terme, ou tout autre moyen, l'ouverture de nouvelles voies de communication, etc., etc.

Connait-on l'utilité de toutes les plantes qui couvrent notre sol ? connaît-on toutes les mines qu'il renferme ? en a-t-on sondé toutes les divisions ? A-t-on observé toutes les terres, celles propres à la poterie et autres ? toutes les matières premières qu'il présente sont-elles employées ? Cette vaste bruyère pourrait être au moins convertie en forêt. Cette montagne aride, brûlée du soleil, pourrait porter des vignes ou des cerisiers dont les fruits peuvent donner du vin et de l'eau-de-vie, des noisetiers dont l'amande renferme une huile de première qualité et une fécule précieuse, des mûriers propres à la nourriture des vers à soie.

Dans cette localité, une distillerie d'eau-de-vie de grains ou de pomme de terre favoriserait la culture du canton. Dans telle autre, une chute d'eau serait propre à un moulin, à une usine, à une fabrique. Telle contrée manufacturière a besoin d'un débouché plus étendu pour ses produits, il faut former une association pour le commerce dans les pays lointains.

Voilà bien quelques circonstances, mais il y en a des milliers où l'administration aurait une immense quantité de travaux à encourager, pour développer l'industrie dans toute son étendue. Si vous vous en rapportez à l'intérêt privé pour toutes ces opérations, il n'y pensera pas, il n'aura pas fait dans mille ans, et les nations ont hâte d'être riches et puissantes.

Loin de moi, cependant, l'intention d'exciter à des entreprises inutiles, dont les besoins ne se font pas sentir ; mais il me semble qu'il est toujours avantageux d'éclairer l'intérêt particulier sur les besoins existants. Si, par exemple, dans une contrée il se fait une grande consommation d'un produit que l'on est obligé de recevoir de loin, je ne craindrais pas d'en conseiller la production si les circonstances locales y invitaient.

Parmi les progrès qui nous restent à faire, il en est un surtout qui contrarierait de bien anciennes habitudes, et vers lequel cependant nous nous avançons de plus en plus, sans y penser, par le développement de nos industries : je veux parler de la répulsion des produits de la haute Asie, dont l'Europe est tributaire depuis des milliers d'années.

Serions-nous donc moins heureux si nous n'avions pas l'habitude des productions des contrées situées entre les tropiques, ou si nous étions obligés d'y renoncer ? Les aromates de nos

climats européens ne sont-ils pas plus que suffisants pour varier nos jouissances ? Notre pastel n'est-il pas aussi beau et plus solide en couleur que l'indigo ? Notre lin n'est-il pas préférable au coton pour tous les usages ? n'a-t-il pas plus de force et de durée ? S'il n'est pas à si bas prix, c'est que notre agriculture, avilie par la féodalité, abandonnée à des fermiers, est en arrière dans la pratique ; que nos terres ne sont pas assez défoncées, assez fertilisées ; que nous laissons perdre les engrais des villes. Depuis que nous pouvons réparer toutes ces fautes alanguissantes, on ne doit accuser de cette honteuse négligence que notre ignorance en économie politique, et, en partie, l'engouement d'un grand nombre pour le système de la liberté du commerce, qui décourage nos efforts et diminue nos progrès vers notre indépendance industrielle.

Si nous avions imité, jusqu'à un certain point, la sagesse, la vieille expérience de la Chine dans son agriculture, dans les soins qu'elle prend pour conserver les matières fertilisantes, nous ne serions pas tentés de recourir à des produits étrangers pour satisfaire tous nos besoins. Presque toutes nos terres seraient propres à la culture du lin, nous en aurions en surabondance et à bas prix pour toutes nos consommations, et nous pourrions en exporter sous toutes les formes de tissus les plus variés, et propres à toutes les conditions sociales.

Les mêmes améliorations que notre sol exige pour la production du lin, nous délivreraient également de l'énorme tribut que nous payons à l'étranger pour satisfaire un besoin factice, l'usage du tabac qui, malheureusement, se propage de plus en plus. Les terres défoncées et fertilisées suffisamment, pour admettre les plantes les plus précieuses : telles que le lin, le pastel, la garance, etc., doivent encore être soumises à un assolement long et varié pour éviter d'épuiser le sol, et donner constamment des récoltes belles et assurées. Le tabac entrerait avec grand avantage dans cette succession de culture, et pourvoirait à notre consommation.

D'un autre côté, on sait que le mûrier peut se cultiver dans presque toute l'Europe ; qu'au moyen des poêles ventilateurs, que Dandolo a mis en usage, on peut élever le ver à soie sous tous nos climats, et quand nous le voudrions, nous y réussirions et nous nous garderons bien de porter notre or à six mille lieues de distance pour nous procurer cette brillante

superfluité : nous en produirons assez sur les expositions méridionales de nos montagnes, pour notre consommation et au delà.

Faudra-t-il donc toujours s'exposer à une longue navigation, à l'ennui, aux privations, aux dangers de la mer, affronter les tempêtes et la mort, pour aller en Chine chercher une feuille desséchée que nous pouvons remplacer par d'autres de nos climats ? Les nôtres ne sont pas du thé, me dirait-on. Quelle différence y a-t-il qui ne tienne pas à notre imagination, à nos habitudes, à notre vanité ? Pour constater cette différence qui mérite la préférence, a-t-on étudié nos plantes aromatiques ? a-t-on cherché à les améliorer par la culture, à leur donner les qualités qui conviennent à notre sensualité ? On n'a rien fait de tout cela, on a tout sottement pris celles de l'étranger par imitation, et nous n'avons pas assez de sagesse dans notre intérêt, pour rompre nos habitudes.

Cependant les Chinois s'étonnent de nous voir acheter leur thé, tandis que nous avons la sauge qu'ils préfèrent. Cette plante, tant préconisée par l'école de Salerne, est l'objet d'un grand commerce, suivant le rapport de Valmont de Bomare ; les Hollandais la font recueillir sur les côtes de la Provence pour l'exporter en Chine, où ils obtiennent deux à trois caisses de thé, pour une de sauge.

Je l'ai déjà dit ailleurs, et je dois le répéter ici : la civilisation est née sous les tropiques. Elle s'est portée progressivement vers le nord, et lui a fait connaître ses jouissances en luxe, en sensualité ; elle l'a séduit, elle l'a captivé par les produits de son sol, de son climat, de sa fabrication ; elle l'a enchaîné par l'habitude à sa prospérité.

Ainsi devancés en industrie, les peuples septentrionaux n'ont pas senti le besoin de mettre à profit tous les dons que la nature leur a faits, de les étudier, de les perfectionner par l'art ; ils les ont négligés ; et s'ils avaient voulu en agir différemment, s'ils avaient eu le désir de les utiliser, bien souvent ils n'en auraient pas eu la puissance, arrêtés qu'ils étaient par la concurrence étrangère sous l'anarchie commerciale.

La raison en est simple et facile à saisir. On sait qu'il ne suffit pas à une industrie naissante de créer des produits, il faut qu'ils soient goûtés, que les consommateurs puissent les

acquérir pour une valeur tout au plus équivalente à celle des productions exotiques. Sans cette condition, la jeune industrie ne peut exister, et cette condition ne peut s'obtenir qu'après de longs perfectionnements qui exigent beaucoup de temps et de dépenses, dont l'intérêt particulier ne peut se charger, sans courir à sa ruine, si l'Etat ne la protège efficacement, pour jouir de son avenir en richesses et en population.

Après avoir été tributaires pendant des milliers d'années, il est bien temps, pour les peuples de l'Europe, de réagir contre les premiers venus et primitivement les plus favorisés dans la carrière des arts. Aujourd'hui, nous en avons les moyens en manufacture ; les sciences physiques, chimiques et mécaniques l'extraction de nos combustibles fossiles, nos moteurs, nos machines de toute espèce, nous assurent une économie de fabrication qui balance au moins le bas prix, de la main-d'œuvre de l'Inde orientale. Il ne nous reste qu'à appliquer la théorie expérimentale de l'agriculture à la pratique de cet art, pour nous procurer des matières premières similaires ou supérieures, et vaincre l'industrie indienne sur les marchés d'Europe et d'Amérique, en attendant que nous parvenions à la primer sur son propre territoire.

Ces idées paraîtront sans doute fort étranges et même fort chimériques aux yeux prévenus par les préjugés et l'habitude ; mais tôt ou tard elles seront accueillies ; tout en les repondant, on y pensera, les erreurs s'affaibliront, et notre intérêt et la raison finiront par les faire prévaloir. Eh ! pourquoi ne pas chercher les moyens de nous rendre indépendants de l'industrie de l'Inde ? Nous y gagnerons en richesse, en population, en bien-être, en puissance politique. Nous serions bien petits, bien méprisables, si de ridicules préjugés, de funestes habitudes, et les hallucinations de la secte de la liberté du commerce nous empêchaient d'atteindre au but de l'économie politique. Notre race européenne n'est-elle pas supérieure à la race mogole en force physique et en intelligence ? Il ne nous manque que la volonté, et l'opinion que la presse périodique peut faire naître, pour assurer notre triomphe.

On conçoit que le régime protecteur, ainsi étendu, exige une administration spéciale, pour suffire aux soins multipliés qu'il réclamerait, s'il était porté à ce degré de développement, et qu'il faut des connaissances aussi étendues que profondes pour le

diriger et le maintenir dans la voie du progrès. Dans les temps modernes, l'industrie qui augmente la puissance des nations, a acquis trop d'importance, pour n'être qu'un objet accessoire dans la sollicitude du gouvernement; elle a pris trop d'étendue, elle réclame trop de pensées et d'actions, il nous importe trop de lui accorder tout ce qu'elle demande, pour ne pas en faire l'unique occupation d'un ministre particulier.

Tels sont les accroissements que le régime protecteur doit prendre pour donner à l'Etat les moyens de se suffire à lui-même : repousser, par les prohibitions ou des droits élevés, les produits étrangers de quelque pays qu'ils viennent, les objets de luxe et de sensualité de l'Inde, comme les autres; encourager la production des denrées et des matières premières que notre climat comporte et que la culture perfectionnée peut nous permettre; remplacer les produits qui nous manquent par d'autres que nous pouvons produire; élever notre production au plus haut degré possible en qualité et en quantité; et confier l'industrie aux soins éclairés et actifs d'un ministre particulier qui s'en occupe exclusivement.

Pour corroborer tout ce que j'ai dit sur la nécessité d'établir en Belgique le régime protecteur comme il l'a été en France et en Angleterre, je me propose de publier incessamment la seconde partie de cet ouvrage, qui présentera la situation des principales branches de l'industrie belge. Il y sera démontré qu'elles ont toutes besoin de la protection de l'administration pour pouvoir produire tout ce qui est nécessaire à la consommation intérieure; que la concurrence étrangère s'oppose à leur extension et à leur perfectionnement, par l'introduction des objets de mode; que nous ne pouvons établir la mode pour nos produits, comme l'a fait l'Angleterre, parce que nos lois de douanes ne repoussent pas les marchandises du dehors, et que sans encouragement on ne peut y apporter toutes les améliorations dont elles sont susceptibles.

FIN.

TABLE

DES MATIÈRES.

INTRODUCTION.....	Page 1
CHAPITRE I ^{er} . La liberté du commerce est en opposition avec les faits.....	17
— II. La situation actuelle des nations prouve que la liberté du commerce est contraire à leur prospérité.....	28
— III. Examen des arguments de la secte des doctrinaires....	41
— IV. Réfutation de quelques principes admis par les défenseurs de l'anarchie commerciale.....	49
— V. Réfutation des arguments de J.-B. Say contre le régime protecteur.....	59
— VI. Est-il avantageux pour un pays de posséder des métaux précieux?.....	70
— VII. Examen du chapitre XIII, vol. II, où J.-B. Say tend à persuader que le régime protecteur se propose un résultat impossible.....	81
— VIII. Examen du quatorzième chapitre, vol. II, de J.-B. Say, sur la prohibition des produits manufacturés de l'é- tranger.....	93
— IX. Examen du quinzième chapitre, vol. II, de J.-B. Say, intitulé : De la libre importation des marchandises étrangères, et de l'avantage qu'une nation en retire.....	105
— X. Examen du chapitre seizième de J.-B. Say, qui a pour titre : Des précautions qu'il faut avoir avant d'ôter les prohibitions.....	120
— XI. Examen du dix-septième chapitre, vol. II, de J.-B. Say, dans lequel il met en question si l'on favorise les manufactures nationales en empêchant la sortie des matières premières.....	128
— XII. Examen du dix-huitième chapitre de Say, qui a pour objet et pour titre la réfutation de quelques argu- ments faits en faveur du régime prohibitif.....	133
— XIII. Examen du chapitre dix-neuvième de J.-B. Say, inti- tulé : Des traités de commerce.....	143
— XIV. Examen du chapitre vingtième de J.-B. Say, sur les encouragements et les primes.....	158
— XV. Quel serait le résultat probable du rétablissement de l'anarchie commerciale en Europe, à l'époque ac- tuelle?.....	170
— XVI. Des progrès du régime protecteur.....	176

